

12-11-91

Evaluation de la vulnérabilité

juin 1991

Publiée pour:

L'Agence pour le développement international, Bureau de l'Afrique
Office des ressources techniques

Publiée par:

FEWS Project, Tulane/Pragma Group
1611 N. Kent St., Suite 201
Arlington, VA 22209
(703) 243-1079

Projet No. 698-0466, Contrat No. AFR-0466-C-00-9035-00

Table des matières

Résumé analytique		1
Région FEWS:	Une période critique pour l'Afrique	2
Mauritanie:	Aide alimentaire aux populations les plus vulnérables	6
Mali:	Accès alimentaire limité pour les éleveurs et les cultivateurs-éleveurs	16
Burkina:	A nouveau déficit céréalier	26
Niger:	Plus d'un million de personnes très vulnérables à la famine	34
Tchad:	Famine imminente si la récolte est à nouveau mauvaise	44
Soudan:	Trente pour cent de la population à risques	56
Ethiopie:	Un nombre record de personnes extrêmement vulnérables à la famine au moment où s'effondre le régime	68
Termes clés:		Au verso de la page de dos

Liste des cartes

Carte 1:	Sommaire régionale des populations vulnérables	2
Carte 2:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité en Mauritanie	6
Carte 3:	Zones pastorales de la Mauritanie	9
Carte 4:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Mali	16
Carte 5:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Burkina	26
Carte 6:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Niger	34
Carte 7:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Tchad	44
Carte 8:	La zone sahélienne du Tchad	47
Carte 9:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Soudan	56
Carte 10:	Groupes sociaux-économiques du Soudan	58
Carte 11:	Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité en Ethiopie	68
Carte 12:	Ethiopie de l'Est	72

Liste des tableaux

Tableau 1:	Matrice FEWS sur la vulnérabilité	5
Tableau 2:	Besoins alimentaires d'urgence en Mauritanie pendant les mois précédents la moisson	8
Tableau 3:	Petits cultivateurs et cultivateurs-éleveurs dans dix provinces de Burkina	28
Tableau 4:	Plans d'aide alimentaire d'urgence en 1991 pour le Niger	39
Tableau 5:	Groupes vulnérables au Tchad en 1991	46
Tableau 6:	Taux de malnutrition au Tchad, mars à avril 1991	47

Liste des figures

Figure 1: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne de huit marchés du Mali	18
Figure 2: Termes d'échange entre le mil et les chèvres, moyenne des marchés suivis par SAP/Mali	18
Figure 3: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne de neuf marchés du Burkina	28
Figure 4: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne pour quatre marchés de Tillabéry, Niger	36
Figure 5: Termes d'échange entre le mil et un mouton, sur huit marchés sahéliens du Tchad	49
Figure 6: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne sur huit marchés sahéliens du Tchad	49

Annexes

Annexe A: Evaluation des besoins alimentaires de la Mauritanie pour 1990/91, 30 mars 1991	12
Annexe B: Tableau de groupes vulnérables en Mauritanie	13
Annexe C: Explication et formulation des indicateurs de la vulnérabilité au Mali	21
Tableau C-1: Populations vulnérables au Mali	23
Annexe D: Méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité au Burkina Faso	30
Tableau D-1: Classification des provinces par indicateur à long terme	32
Tableau D-2: Indicateurs économiques et sur la production agricole	33
Annexe E: Méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité au Niger	40
Tableau E-1: Indicateurs pour l'évaluation de vulnérabilité au Niger, 1991	43
Tableau E-2: Indices pour l'évaluation de vulnérabilité au Niger, 1991	44
Annexe F: Méthodologie de l'évaluation de la vulnérabilité au Tchad	51
Tableau F-1: Indicateurs utilisés dans la classification de la vulnérabilité à long terme	52
Tableau F-2: Plan de pondération par catégorie d'indicateurs et par zone	52
Tableau F-3: Catégories de vulnérabilité chronique (long terme) et classification finale	53
Tableau F-4: Catégories de vulnérabilité courante (courte terme) et classification finale	54
Annexe G: Evaluation de la vulnérabilité de 1991 au Soudan	64
Annexe H: Divisions géographiques du Soudan	66

Résumé analytique

Au Soudan et en Ethiopie, 18 millions de personnes sont extrêmement vulnérables à la famine, de grandes proportions souffrant déjà de la famine. Le manque d'infrastructures et la continuelle guerre civile au Soudan ainsi que celle sur le point de se terminer en Ethiopie ont entravé les efforts d'assistance et les réponses traditionnelles aux pénuries alimentaires, tournant une mauvaise situation en véritable désastre. Dans le Sahel, il existe des poches de populations extrêmement vulnérables en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad ainsi qu'un petit nombre de personnes très vulnérables au Burkina. De la situation au Sahel, celle du Tchad semble la plus précaire et celle du Mali encore incertaine, les conflits ont joué pour beaucoup dans les deux pays. L'année 1990/91 marque la deuxième mauvaise à médiocre période de végétation pour le Sahel. Une mauvaise campagne en 1991/92 risque de faire basculer les populations extrêmement vulnérables dans la famine.

Mauritanie: Les cultivateurs de la Vallée du Sénégal et les habitants des bidonvilles au sud de Nouakchott restent parmi les groupes les plus vulnérables en Mauritanie, mais leur condition s'est aggravée et leurs rangs ont grossi; à présent ils sont 125.000 personnes. En février, le Gouvernement de la Mauritanie et les grands bailleurs de fonds ont convenu de distribuer gratuitement 40.000 tonnes (T) de céréales. L'assistance apportée depuis mars répondra à une partie des besoins des cultivateurs riverains d'ici la récolte, mais elle ne parviendra pas aux habitants des bidonvilles. L'aide alimentaire promise et les importations commerciales non prévues couvriront pratiquement le déficit de 1990/1991 (103.000 T).

Mali: Les éleveurs et les éleveurs-cultivateurs des régions de Gao et de Tombouctou sont parmi les populations les plus vulnérables. Il existe d'autres poches d'extrême vulnérabilité au nord de la région de Koulikoro et tout au long du Niger au nord de la région de Mopti. Au total, ils sont 343.500 personnes extrêmement vulnérables. En février, le Gouvernement du Mali et les bailleurs de fonds ont commencé les distributions alimentaires à ces personnes. A la fin d'avril, un tiers était pratiquement distribué. Toute distribution supplémentaire dans Gao et Tombouctou est freinée par l'instabilité civile, bien que les convois alimentaires n'aient pas été attaqués.

Burkina: Une mauvaise saison de végétation en 1990/91 est à l'origine des déficits de la production céréalière pour la seconde année consécutive, avec pour résultats des pénuries de céréales et des prix céréaliers élevés. Vingt-cinq mille petits agriculteurs dans les provinces de Yatenga et Soum sont extrêmement vulnérables à la famine. 1,8 million de petits agriculteurs et éleveurs en plus dans 10 des 30 provinces du Burkina sont modérément vulnérables.

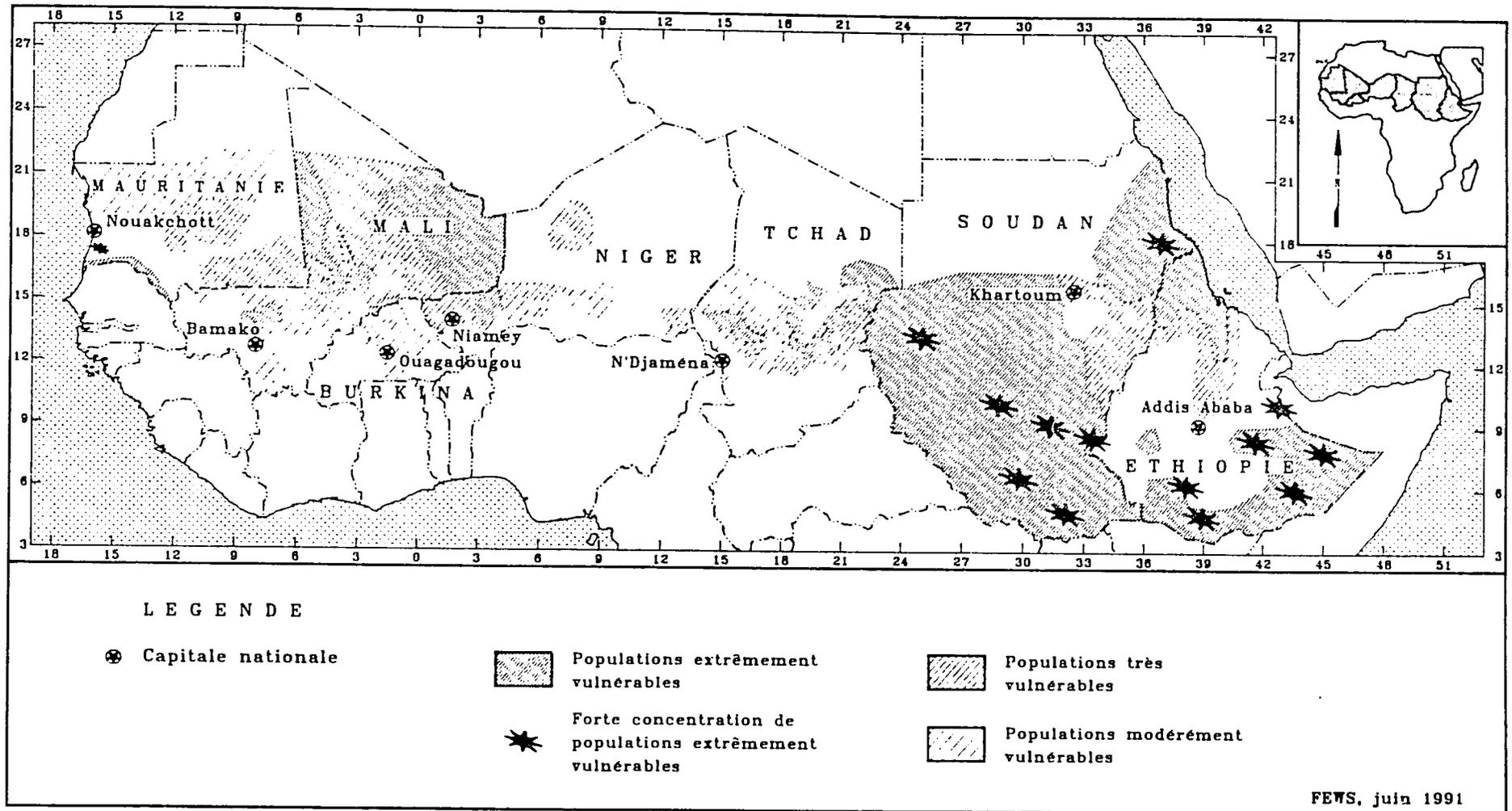
Niger: On compte 1.323.000 cultivateurs et éleveurs dans les départements du nord de Tillabéry, au centre de Tahoua, à l'ouest d'Agadez et à l'est de Diffa qui sont parmi les populations les plus vulnérables du Niger au début de la saison des pluies de 1991. Si les distributions au titre de l'aide alimentaire dans ces régions ne devaient pas continuer comme prévu, une grande partie de ces personnes risquent de quitter leur village à la recherche de nourriture avant la récolte céréalière de 1991. Sur les 1.323.000 personnes, 235.000 sont extrêmement vulnérables, le reste est très vulnérable.

Tchad: Le Tchad est au bord d'une éventuelle catastrophe alimentaire si la saison des pluies de 1991/92 est médiocre ou mauvaise. Actuellement, l'on estime que 164.000 personnes sont extrêmement vulnérables à la famine, et 382.500 en plus très vulnérables. Seule une bonne campagne permettrait de relancer la production agricole et de diminuer les prix céréaliers. Les femmes et les enfants à l'est du Tchad sont particulièrement éprouvés, puisque les récents conflits armés dans la région les ont rendus encore plus vulnérables.

Soudan: Le manque de récoltes et de pâturages en 1990, un déficit national de la production céréalière de 1,2 à 1,5 million de tonnes, l'absence de réserves et la continuelle guerre civile donnent un caractère d'urgence, jamais vu depuis 1984, aux secours alimentaires pour les 11 millions de personnes extrêmement vulnérables ou souffrant de famine. Les agriculteurs, les éleveurs, les cultivateurs-éleveurs traditionnels, les pauvres des zones urbaines, les personnes déplacées, les réfugiés ont tous besoin d'une aide d'urgence estimée à 1,2 million de tonnes. Si en 1991, les conditions agricoles ne sont pas idéales et si les gens ne retrouvent pas leurs biens de production, des millions de personnes auront à nouveau besoin d'une assistance en 1992.

Ethiopie: C'est la deuxième année de suite que de nombreuses parties de l'Ethiopie sont touchées par une grave sécheresse entraînant pertes aux niveaux des cultures, pâturages et élevages équivalentes voire dépassant celles de 1984/85. Les troubles civils, le bouleversement des économies traditionnelles et l'épuisement des mécanismes de survie ainsi que l'effondrement récent du Gouvernement central ont intensifié les répercussions de la sécheresse. Une continuelle instabilité politique, l'irrégularité dans l'approvisionnement des intrants agricoles et une mauvaise saison des pluies *belg* (secondaire) en 1991 exacerbent encore ces problèmes: 6,5 à 7 millions d'Ethiopiens et de réfugiés sont extrêmement vulnérables ou en proie à la famine.

Carte 1: Sommaire régional des populations vulnérables



Une période critique pour l'Afrique

Washington, 25 juin 1991

Famine: Une réponse qui ne vient pas

Rarement, l'escalade des événements jusqu'à la famine a-t-elle été identifiée aussi tôt, a-t-elle été aussi largement reconnue et autant couverte par les nouvelles technologies (diffusion télévisée en direct dans le monde entier, images par satellite) qu'elle ne le fut cette dernière année dans certaines parties de l'Afrique. Et pourtant 25 à 35 millions de personnes sont aujourd'hui extrêmement vulnérables à la famine dont 18,4 millions dans la région suivie par FEWS. Plusieurs millions sur le continent vivent carrément un état de famine. Les raisons sont d'une part instructives et d'autre part extrêmement troublantes.

Certains sont d'avis qu'il n'y a famine que lorsque les stratégies qui permettent aux gens de faire face à la situation sont limitées par la guerre ou les conflits ou par des politiques gouvernementales préméditées. Il est un fait que dans le Sahel et la Corne l'on réagit souvent (avec succès) aux problèmes de production alimentaire en modifiant et en changeant les comportements et le travail. Ou on n'est pas arrivé à enrayer le problème et que la famine a frappé, on constate généralement que tel ou tel conflit a empêché d'accéder aux structures de la société et de la famille, freiné les mouvements, disloqué les marchés, bouleversé la loi et l'ordre et, ces derniers temps, bloqué l'accès à l'assistance internationale.

Il est évident que la cause principale de l'indigence et de la famine que l'on constate actuellement au sud du Soudan, au nord et à l'est de l'Éthiopie et dans de grandes parties des pays non-couverts par FEWS (Mozambique, Angola, Somalie et Libéria) est directement liée aux luttes et à la difficulté d'accéder ou de sortir des zones marquées par les conflits. Les pénuries alimentaires que l'on connaît actuellement dans certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Tchad sont également liées pour une grande partie aux derniers conflits (confer Carte 1). L'ignorance ou l'indifférence calculée du Gouvernement au pouvoir aura le même effet. L'on se rend bien compte dans plusieurs des régions où les pénuries alimentaires et l'incidence sont des plus aiguës dans l'Afrique d'aujourd'hui que la politique gouvernementale sous-jacente a, quelle que soient d'ailleurs les raisons, d'autres priorités que celle d'assurer à la population un accès à la nourriture.

Penser que les conflits sont la grande cause de la famine est chose extrêmement troublante. Car cela suggère qu'il est tout

aussi important de trouver un moyen de résoudre les conflits ou du moins l'atténuer que de mettre sur pied des efforts d'assistance pour empêcher la famine. Aussi bien intentionnés que soient les efforts d'assistance et de développement, et aussi exactes les alertes précoces puissent-elles être, les conflits continueront à limiter l'accès à la nourriture, les aliments continueront à être utilisés comme une arme et le public mondial continuera à être présent en direct pour observer la prochaine famine due à un conflit.

Le Sahel se rapproche de plus en plus de la Corne

Au moment où commence la principale saison des pluies au Soudan et en Éthiopie, environ 18 millions de personnes sont à risques (ou extrêmement vulnérables) à la famine. Ces personnes sont de véritables défis lancés aux efforts nationaux et internationaux visant à éviter les catastrophes d'une telle envergure. Le problème est d'autant plus épineux qu'il coexiste avec plusieurs autres grandes crises immédiates sur le continent. Que faudra-t-il alors faire pour attirer une attention et des ressources mondiales limitées, si deux à cinq millions de personnes en plus dans l'Afrique sahélienne se retrouvent dans la même situation? Comme le lecteur pourra en juger dans les chapitres qui suivent, tous les signes suggèrent actuellement que la sécurité alimentaire dans la région du Sahel repose simplement sur l'espoir d'une bonne campagne agricole. Les deux médiocres-à-mauvaises campagnes précédentes n'ont laissé que peu de marge de ressources auxquelles les gens peuvent faire appel pour faire face à une autre mauvaise campagne. A moins que ce ne soit une bonne campagne, des millions au Sahel connaîtront le même sort si largement répandu pour le moment dans la Corne et ailleurs en Afrique.

Vulnérable mais à quel point?

Dans le chapitre suivant, les causes à court et à long terme de la vulnérabilité à la famine sont examinées pour chaque pays suivi par FEWS. Après avoir pesé les facteurs qui prédisposent certaines régions et ménages à une pénurie alimentaire et avoir examiné les répercussions des derniers événements sur l'accès et la disponibilité alimentaires, les auteurs de chaque rapport de l'USAID/FEWS ont donné leurs meilleures estimations, en date de mai 1991, sur le nombre et l'emplacement des populations vulnérables.

Afin de pouvoir comparer dans une certaine mesure les conditions et les besoins d'un pays à l'autre, le rapport utilise une Matrice de niveau de vulnérabilité (indiquée ci-après). La Matrice décrit les principales réponses d'une communauté aux pénuries alimentaires. Elle aide l'USAID/FEWS à détecter des niveaux plus ou moins analogues de manques alimentaires dans les diverses communautés dont les comportements de survie sont les mêmes, pouvant ainsi les classer grâce à des indicateurs communs du niveau de vulnérabilité.

L'hypothèse sous-jacente dans la Matrice est que tout homme est rationnel et qu'il choisira donc la réponse la moins chère et la plus facile face à une pénurie alimentaire avant d'être forcé par les circonstances à en choisir de plus chères et de plus néfastes. Mais dans tel ou tel endroit ou pays, le comportement externe manifesté peut refléter divers niveaux de manque alimentaire, suivant les valeurs, options, ressources et espoirs du

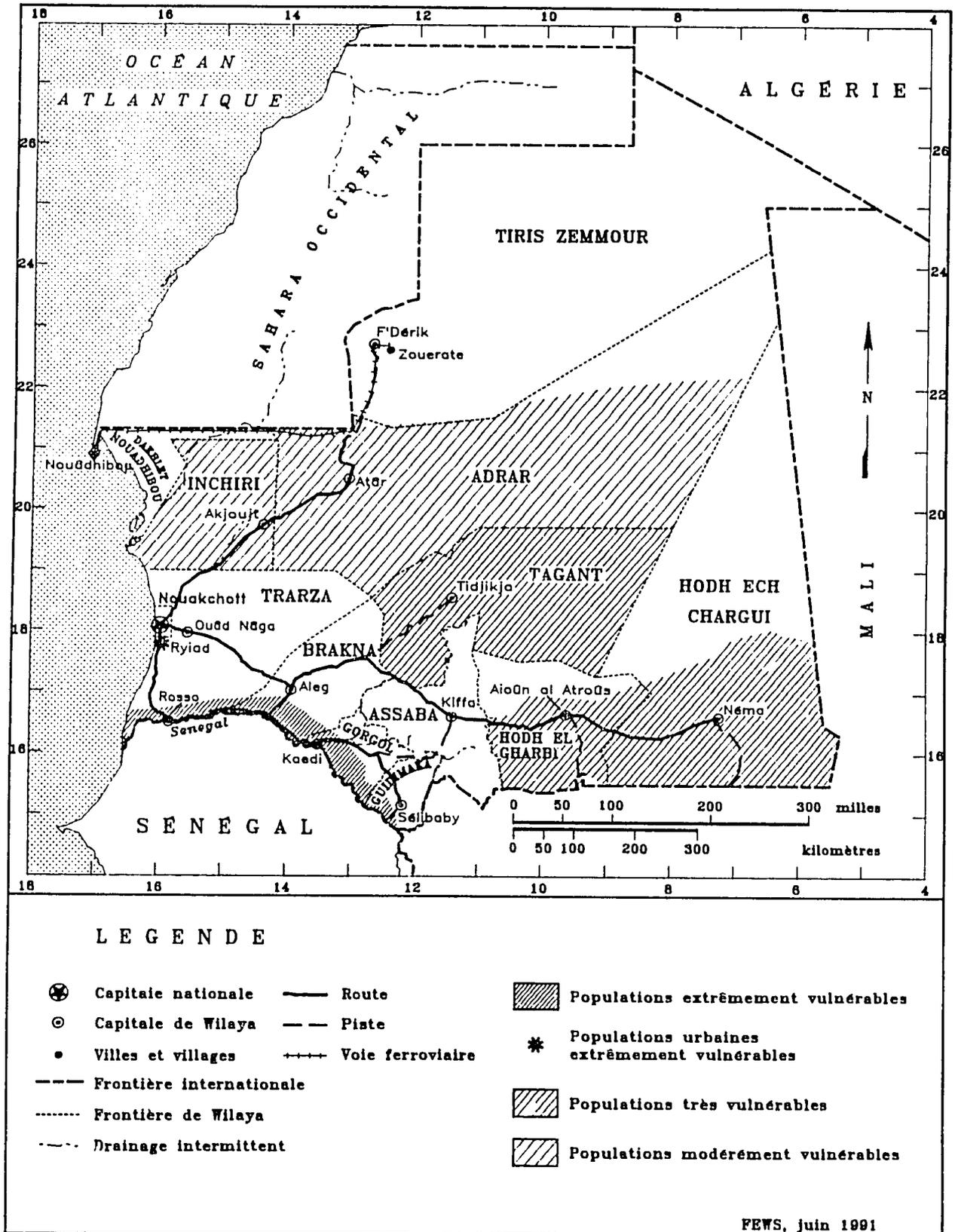
futur. Il est donc essentiel d'interpréter ces comportements dans le contexte local.

Au fur et à mesure que le lecteur parcourra les divers chapitres, il ou elle devra se rappeler que l'on a cherché à uniformiser et utiliser les mêmes termes lorsqu'on parle de conditions équivalentes dans les divers pays suivis. Vu que la méthodologie pour évaluer la vulnérabilité évolue, nous avons légèrement changé certains des termes utilisés dans les rapports précédents de FEWS. Nous avons créé un niveau supplémentaire (passant de quatre à cinq niveaux) et un ensemble de conditions décrivant chaque niveau aux fins d'une meilleure comparabilité entre les pays. Nous continuerons sans aucun doute à mettre au point cette méthodologie au fur et à mesure que l'on comprendra mieux le mécanisme de la famine et que les besoins pratiques et opérationnels se feront plus exigeants.

Tableau 1: Matrice FEWS sur la vulnérabilité

Niveau de vulnérabilité	Conditions de vulnérabilité	Stratégies et/ou comportements classiques pour faire face à la situation	Interventions envisagées
LEGEREMENT VULNERABLES	<p>Maintenir ou accumuler les biens</p> <p>et</p> <p>Maintenir stratégie de production préférée</p>	<p>Biens/ressources/richesses: soit accumulation de biens/ressources/richesses ou changements nets minimes (variations saisonnières normales) dans les biens, ressources ou richesses sur toute une campagne ou année (objectif: accumuler biens et minimiser risques).</p> <p>Stratégie de production: Tous les changements dans la stratégie de production sont essentiellement voulus pour un plus grand bénéfice et ne sont pas liés à un manque.</p>	Programmes de développement
MODEREMENT VULNERABLES	<p>Puiser dans les acquis</p> <p>et</p> <p>Maintenir stratégie de production préférée</p>	<p>Biens/ressources/richesses: Mesures pour faire face à la situation consiste à puiser ou à liquider les biens les moins importants, limiter les dépenses, "se serrer la ceinture" mais pour des raisons saisonnières anormales -- (puiser dans les stocks alimentaires, diminuer quantités d'aliments consommés, vendre petit bétail).</p> <p>Stratégie de production: Seuls petits changements dus au manque dans la stratégie globale de production et de revenus -- (petits changements dans les pratiques culturales ou plantations, modestes cueillettes de fruits sauvages, transferts et prêts inter-ménages, etc.).</p>	Développement ou atténuation: soutien aux biens (distribuer les stocks de stabilisation des prix alimentaires, vendre le fourrage à "des prix sociaux", banque de céréales communautaires),
TRES VULNERABLES	<p>Epuiser les biens</p> <p>et</p> <p>Changer stratégie de production préférée</p>	<p>Biens/ressources/richesses: Liquider les investissements les plus importants mais pas encore les biens de "production" -- (vente du bétail, vente de bicyclettes, vente de possessions comme les bijoux).</p> <p>Stratégie de production: Les mesures pour faire face ont un caractère coûteux ou néfaste pour le style de vie général ou préférée du ménage et pour l'environnement -- (exode rurale, vente du bois de feu, cultiver les terres marginales, migration des jeunes adultes, empruntations à des taux d'intérêt élevés).</p>	Atténuation / assistance: soutien aux revenus et biens (travail pour manger, travail pour liquides, etc.)
EXTREMEMENT VULNERABLE ou A RISQUES	<p>Liquider moyens de production et</p> <p>Abandonner stratégie de production préférée</p>	<p>Biens/ressources/richesses: Liquider les ressources de "production" -- (vente des semences, des houx, des boeufs, de la terre, des animaux d'élevage et de troupeaux entiers).</p> <p>Stratégie de production: Chercher des sources inhabituelles de revenus, d'emploi ou de production qui font qu'on ne pourra plus continuer celles généralement préférées -- (migration de familles entières).</p>	Assistance / atténuation: soutien du point de vue nutrition, revenus et biens (aide alimentaire, distribution de semences, etc.)
FAMINE	Indigence	Les stratégies de survie sont épuisées: Il ne reste ni biens, ni ressources, ni richesses; ni revenus/production.	Aide d'urgence (Aliments, abris, médicaments)

Carte 2: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité en Mauritanie



MAURITANIE

Aide alimentaire aux populations les plus vulnérables

Rapport communiqué par l'USAID/Mauritanie, le 11 mai 1991

RECAPITULATIF

Les agriculteurs de la Vallée du Sénégal, les habitants des bidonvilles de Nouakchott, les rapatriés du Sénégal et les enfants de moins de cinq ans dans les wilayas¹ au centre-nord sont les groupes les plus vulnérables en 1991 (confer Carte 2). La production céréalière nationale (75.003 tonnes) ne couvrait que 23 % des besoins céréaliers en 1991 (confer Annexe A pour l'évaluation des besoins alimentaires de l'USAID/Mauritanie pour 1990/91). C'était la seconde récolte désastreuse pour les agriculteurs de la Vallée du Sénégal, elle a accentué la pénurie alimentaire sur l'ensemble du pays. On a besoin de pratiquement 40.000 tonnes de céréales pour les distributions alimentaires gratuites au titre d'urgence en 1991. Il semble que l'on puisse y répondre grâce aux promesses des bailleurs de fonds (il faut également 16.000 tonnes d'aide alimentaire non-céréalière, ce qui porte le total des besoins en aide alimentaire à 54.000 tonnes). La Commission pour la sécurité alimentaire (CSA) a proposé un plan de distribution qui devra être mis en oeuvre en mars. Ces deux derniers mois, le secteur privé a importé pratiquement 40.000 tonnes supplémentaires de céréales. Cela conjugué aux engagements pris par les bailleurs de fonds d'apporter une aide céréalière complémentaire, couvrira pratiquement le déficit estimé au départ à 103.000 tonnes (confer Annexe A).

METHODOLOGIE

La Mauritanie compte environ deux millions de personnes. Sa population est surtout composée d'agriculteurs, d'agriculteurs-éleveurs, d'éleveurs et de petits commerçants. On compte également des populations déplacées et rapatriées suite aux événements politiques et sociaux. D'autres petits groupes socio-économiques à part comprennent les pêcheurs et les mineurs. C'est dans ce cadre que FEWS/Mauritanie a évalué la vulnérabilité pour 1991 (confer Annexe B pour le cadre analytique).

¹ En ordre de préférence, les unités administratives de la Mauritanie sont les wilayas et les moukhaatas.

L'évaluation de la vulnérabilité en Mauritanie utilise des sources secondaires de données "concrètes" mais les données quantitatives manquent en Mauritanie. Actuellement, l'on ne dispose pas d'informations sur les stocks privés, les revenus, voire même les prix sur le marché national. Par conséquent, la présente analyse est étayée en grande partie par des informations qualitatives provenant de sources informelles, de visites sur le terrain et d'observations.

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Ces deux dernières années, la vulnérabilité initiale et structurelle s'est aggravée pour la plupart de la population. En 1990, une grande proportion de personnes considérées à risques ne l'était pas forcément suite à des causes ou conditions environnementales mais plutôt à des problèmes politiques liés aux événements de 1989 qui ont opposé le Sénégal et la Mauritanie. Le manque de pluies et les conditions agricoles de cette année ont aggravé une situation déjà grave pour les cultivateurs de la Vallée du Sénégal, rendant plus vulnérables les cultivateurs et éleveurs de l'est et les enfants dans les wilayas au centre-nord. Les rapatriés restent modérément vulnérables vu qu'ils continuent à dépendre de l'aide alimentaire.

Agriculteurs dans la Vallée du Fleuve Sénégal

Le représentant du Bureau de l'AID en Mauritanie a estimé que 75.000 (25 %) des cultivateurs traditionnels de la Vallée du Fleuve étaient extrêmement vulnérables (à risques) de famine en 1990. Le représentant estime qu'actuellement au moins 100.000 personnes, soit un tiers de cette population souffrent d'une grave pénurie alimentaire et sont extrêmement vulnérables ou à risques de famine. 75.000 en plus (25 %) sont très vulnérables en 1991. La récolte céréalière combinée de 1990/91 (pluviale, irriguée et de crue) s'est élevée au total à 75.003 tonnes, c'est-à-dire à la pire récolte depuis 1985. La Vallée du Sénégal couvre la partie sud des wilayas de Trarza, Brakna et Gorgol et le wilaya au sud-ouest de Guidimaka, regroupant les terres les plus fertiles du pays. Mais, le manque de pluies et de crues du Fleuve l'année dernière a valu un peu partout une mauvaise récolte céréalière traditionnelle. Seuls les

villages ayant accès aux petits périmètres irrigués ont pu produire suffisamment pour nourrir leurs familles d'ici la moisson de 1991/92.

En 1989/90, la production céréalière était médiocre, suite surtout aux problèmes politiques et sociaux liés aux événements d'avril 1989 qui ont opposé le Sénégal à la Mauritanie. Outre les mauvais résultats agricoles, de nombreux moyens de survie traditionnels ont disparu (par exemple, les terres agricoles sur le flanc sénégalais du fleuve, l'accès au marché et le commerce au Sénégal ainsi que la pêche). Les tensions se sont relâchées le long de la frontière et les restrictions sur la pêche ont été levées mais le manque alimentaire et les difficultés économiques se sont intensifiés. On pense qu'actuellement les stocks dans les exploitations agricoles sont entièrement épuisés partout dans la Vallée. Il est possible de trouver des céréales sur le marché (surtout des importations commerciales) mais à des prix excessifs. De plus en plus de membres "clés" de la famille partent à la recherche d'un revenu ailleurs. Des villages entiers semblent avoir liquidé leurs animaux pour acheter les fournitures essentielles (nombreux villages ont subi des pertes importantes lors des raids transfrontaliers en 1989 et 1990).

Les distributions au titre de l'aide alimentaire ont commencé dans cette zone en mars de cette année. Diverses proportions de la population dans les *wilayas* en bénéficieront, selon un plan de distribution mis au point par le CSA (confer Tableau 2). Même si l'aide alimentaire arrive à alléger les problèmes alimentaires actuels de ces populations qui sont à risques après deux mauvaises récoltes consécutives, tout le monde dans la Vallée du Fleuve aurait besoin cette année d'une bonne saison de végétation.

Cultivateurs-éleveurs

Environ 80.000 (20 %) des cultivateurs-éleveurs habitant dans les deux *wilayas* d'Hodh (Hodh el Gharbi et Hodh el Chargui — "les Hodhs") sont très vulnérables en 1991. L'évaluation de l'année dernière constatait que toutes ces personnes étaient modérément vulnérables, après les dégâts causés un peu partout par les ravageurs dans les zones à l'extrême est de la Mauritanie. Une seconde mauvaise moisson et un net recul des pâturages en 1990/91 ont augmenté la vulnérabilité d'environ un cinquième de la population d'Hodh. La vulnérabilité générale des cultivateurs-éleveurs dans les autres zones pastorales du pays est jugée légère, c'est leur condition normale.

Les déplacements des éleveurs dépendent de trois grands facteurs: conditions des pâturages, disponibilité d'eau et sécurité. La constante insécurité et les vols d'animaux près du Fleuve Sénégal ont forcé la plupart des éleveurs à l'ouest de la Mauritanie de rester à un minimum de 60 km au nord du fleuve. Toutefois, les conditions des pâturages étaient bonnes en 1990/91 dans les *wilayas* au sud de Trarza et au sud-ouest de

Tableau 2: Besoin¹ alimentaires d'urgence pendant les mois précédents la moisson (octobre 1990 à mars 1991)

Wilaya	Population Total 1991 ^{2,3}	Bénéficiaires		Produits alimentaires		Total (mt)
		Nombre	%	céréales	Non céréales ⁴	
Nouakchott	435.000	143.000	32	10.510	4.505	15.015
Trarza	224.000	67.000	30	4.924	2.111	7.035
Brakna	212.000	44.000	21	3.235	1.385	4.620
Gorgol	204.000	22.000	11	1.617	693	2.310
Assaba	184.000	33.000	18	2.426	1.039	3.465
Guidimaka	128.000	22.000	17	1.617	693	2.310
Hodh ech Chargui	234.000	47.000	20	3.454	1.481	4.935
Hodh el Gharbi	176.000	37.000	21	2.720	1.165	3.885
Tagant	71.000	36.000	50	2.646	1.134	3.780
Adrar	67.000	22.000	33	1.617	693	2.310
Inchiri	16.000	10.000	60	735	315	1.050
Dakhlet Nouadhibou	69.000	20.000	29	1.470	630	2.100
Tiris Zemmour	36.000	11.000	30	808	347	1.155
Total	2.056.000	514.000	25	37.779	16.191	53.970

Source: FEWS/Mauritanie (population); CSA/GIRM (tous les autres chiffres)

¹ Calculés à 875 grammes par jour pour une période de sept mois (120 jours)

² Estimations des besoins alimentaires d'urgence fondées sur les chiffres de la population de 1987 avec un taux de croissance de 2,7 %, mais pas d'autres changements

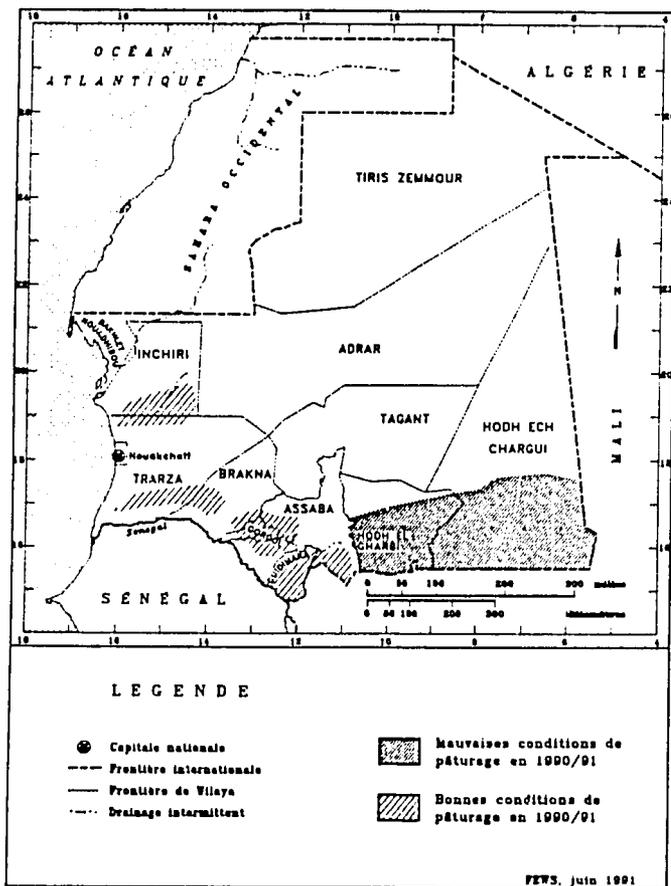
³ Les besoins alimentaires d'urgence s'élèvent à un total de 51.600 tonnes si l'on utilise les estimations de la population préférées par l'OAR/M (1.981.300) au lieu du chiffre du CSA

⁴ Selon les stocks disponibles: lait en poudre, beurre ou huile végétale, légumes, viandes et poissons séchés

Brakna, au centre des *wilayas* de Gorgol et d'Assaba et au sud des *wilayas* de Guidimaka et d'Assaba. Les pluies d'hiver ont également verdi quelques pâturages à 60 km au nord de Nouakchott, allant jusque dans le *wilaya* d'Inchiri (confer Carte 3). Bien qu'il faille continuer à suivre les conditions et que la saison des pluies à venir doit être bonne, la population dans ces régions n'est que légèrement vulnérable.

Cette année, la production céréalière totale dans les Hodhs était inférieure de 60 à 70 % à celle de 1989/90. Aussi bien les données par satellite sur la végétation que le service national sur l'élevage indiquent que les pâturages ne sont pas allés aussi loin au nord et qu'ils étaient en pire état que pendant la campagne de 1989/90. Des prix céréaliers plus élevés et des prix nettement moindre pour les animaux confirment ces problèmes (on indique

Carte 3: Zones pastorales de la Mauritanie



que des chameaux sont vendus pour la moitié du prix de l'an dernier). Selon le service national de l'élevage et le CSA, environ 20 % de la population est très vulnérable et a besoin de distribution alimentaire gratuite. Mais le restant de la population n'est que modérément vulnérable en 1991, vu un assez bon état des pâturages l'année dernière (constitution des troupeaux), la disponibilité de stocks dans les exploitations agricoles provenant de la récolte de 1989/90 et les possibilités de commerce avec le Mali.

Populations déplacées et réfugiés

Actuellement, l'on compte 23.100 rapatriés officiellement enregistrés. L'OAR/M continue à considérer que ce groupe n'est que modérément vulnérable puisqu'il continue à être suivi et aidé par le Gouvernement de la République islamique de la Mauritanie et la Haute Commission des réfugiés des Nations Unies (HCR). Les rapatriés se trouvent dans 54 sites situés surtout dans les villages riverains tout au long de la frontière qui sépare le Sénégal de la Mauritanie. Des dizaines de milliers d'autres Mauritaniens ont été rapatriés du Sénégal et sont rentrés dans leur famille mais il est impossible de suivre séparément ce second groupe de rapatriés assimilés.

L'OAR/M juge les rapatriés suivis modérément vulnérables, depuis l'évaluation de 1990, non pas parce qu'ils sont économiquement stables ou qu'ils arrivent déjà à produire leur nourriture mais parce qu'ils continuent à recevoir diverses formes d'aide (formation, matériel et nourriture) et qu'ils sont suivis de près. De mauvaises conditions environnementales ont entraîné une récolte céréalière catastrophique pour les populations partout dans la Vallée du fleuve, y compris les terrains donnés aux rapatriés. Leurs petits périmètres irrigués n'ont eu que de faibles rendements suite à un manque de connaissances et d'intrants. Si l'on veut qu'ils dépendent moins de l'assistance du Gouvernement et des bailleurs de fonds, il faudra leur apporter formation et intrants. Ils auront également besoin d'une bonne récolte dans l'année à venir.

Habitants des bidonvilles (Riyad)

Comme le disait l'évaluation de 1990, les habitants des bidonvilles sont chroniquement vulnérables, cependant il existe un groupe d'entre eux qui continue à être extrêmement vulnérable (au risque de famine) car leurs ressources économiques se sont amenuisées en s'installant ailleurs. Ces gens n'ont pas vu leur condition s'améliorer. Au début de l'année dernière le Gouvernement les a forcés à se déplacer 9 à 16 kilomètres au sud de la ville, tout au long de la route allant à Rosso. Zone que l'on nomme à présent "Riyad". Les derniers rapports du Gouvernement et de Terre des Hommes (TDH), petite organisation internationale non gouvernementale, estiment que ce groupe compte à présent 50.000 personnes, alors que l'évaluation de l'année dernière estimait qu'ils étaient de 20.000.¹

TDH apporte des services médicaux et nutritionnels fondamentaux aux femmes et aux enfants. Cette organisation intervient à Riyad depuis que la zone a été créée en janvier 1990. Récemment, elle a achevé le premier rapport trimestriel pour 1991 où elle note 80 % de malnutrition générale (défini comme un poids inférieur à 80 % du poids norme pour un enfant de cet âge), 50 % de grave malnutrition (moins de 70 % de la norme poids-pour-âge) et plus de 30 % d'insuffisance pondérale à la naissance (nouveaux-nés qui pèsent moins de 2,5 kilogrammes). Ces chiffres sont le double des proportions indiquées pendant le premier trimestre de l'année dernière. Et au fur et à mesure que les conditions de vie continuent à se dégrader à Riyad, la malnutrition et les naissances prématurées continueront à progresser.¹

Tel que décrit l'année dernière, le Gouvernement a demandé que toutes les personnes ré-installées payent une certaine somme

¹ La population urbaine de la Mauritanie s'accroît à un rythme alarmant, surtout à cause de l'exode rural. De nombreux changements sociaux-économiques et des problèmes environnementaux ces vingt dernières années ont accéléré les flux migratoires vers les villes. L'on estime que dans la Capitale de Nouakchott plus de la moitié de la population (420.944 habitants) habitent dans les bidonvilles situés aux confins du centre.

pour les terrains qui leur ont été donnés à Ryiad. Vu que nombreuses d'entre elles ne peuvent pas se le permettre, certaines seulement construisent sur ces terres ou alors des gens plus aisés leur achètent le terrain (souvent ceux plus aisés ont acheté de nombreuses parcelles). Les acheteurs permettent aux anciens propriétaires de rester sur leurs terres pendant quelques temps (l'on pense que les nouveaux propriétaires vivent en ville et ne se déplaceront pas à Ryiad tant que les conditions de vie ne sont pas tolérables).

Actuellement, Ryiad manque d'eau, d'installations sanitaires, d'écoles et d'électricité, les transports pour se rendre en ville sont irréguliers et très chers. Il n'existe aucune installation médicale si ce n'est la tente de TDH. Il est très difficile de connaître les nombres exacts de cette population transplantée. Il est également très difficile de deviner qui vit sur des terres qui lui appartiennent et qui s'est installé sur un lopin de terre vendu à quelqu'un d'autre. Vu ce manque de données, FEWS a estimé que la moitié, soit 25.000 des 50.000 habitants de Ryiad, ont vendu leur terrain, n'ont pas de revenus réguliers et sont actuellement à risques ou extrêmement vulnérables à la famine.¹

Les moins de cinq ans dans les wilayas au centre-nord

Une enquête nutritionnelle récente dans la wilaya de Tagant indique des taux de malnutrition infantile encore plus élevés que ceux signalés en 1990. Tous les enfants de moins de cinq ans à Tagant sont très vulnérables en 1991. La population rurale totale de la wilaya de Tagant est estimée à 70.822 personnes dont environ 8.583 enfants de moins de cinq ans. En janvier, l'UNICEF et le Ministère de la Santé faisaient une enquête qui regroupait environ un quart de la population. L'on a noté un taux de malnutrition générale de 72 % (défini ici comme moins de 85 % de la norme poids-pour-taille de l'enfant). L'on notait 23 % de graves malnutritions (moins de 80 % de la norme poids-pour-taille), c'est-à-dire 6 % en plus que les résultats de 1989. Ces chiffres ont valu la visite de hauts représentants du CSA et du Gouvernement de la Mauritanie, les distributions alimentaires gratuites ont été augmentées et l'on a renforcé les 17 centres de récupération de l'UNICEF partout dans la wilaya.

Les enfants et les femmes enceintes dans les wilayas d'Inchiri et d'Adrar sont modérément vulnérables en 1991. Des taux plus élevés de malnutrition ont été indiqués dans les wilayas au centre-nord (Tagant, Inchiri, Adrar) ces dix dernières années, ce qui indique un problème chronique de santé publique et pénurie alimentaire. Dans ces régions, la majorité des habitants dépendent de l'élevage et certains de la cueillette de dattes et du commerce. Les transports sont difficiles dans les trois wilayas, bien que dans ceux d'Inchiri et d'Adrar la route nationale

permette un transport plus régulier des produits de marché et de l'aide alimentaire. Mais ce groupe devrait également faire partie de l'évaluation nutritionnelle car les études passées ont constaté des taux de malnutrition analogues à ceux de Tagant.

Populations pastorales

Selon le Service national de l'Elevage, l'on a noté moins de flux migratoires "inhabituels" des éleveurs vers l'extrême nord en 1990/91 qu'en 1989/90. Les 2.000 éleveurs de plus que le nombre "normal" qui s'était déplacé vers le nord en 1989/90 avaient fui les importants feux des pâturages et l'insécurité dans le sud. Depuis, ils sont revenus et sont restés dans les zones d'élevage plus au sud du pays.

Cette année, les pluies d'hiver ont fait verdier certains des pâturages de la zone d'élevage au nord (commençant à environ 60 kilomètres au nord de Nouakchott, avec des zones éparpillées jusqu'à Zouerate) (confer Carte 3). Toutefois, l'on ne rencontre plus le problème de ces fortes concentrations d'animaux qui avaient épuisé les disponibilités en pacage et eau l'année dernière, sur l'ensemble des trois wilayas au centre-nord.

Vu que les pâturages au sud-ouest du pays sont dans la moyenne ou légèrement meilleurs que la moyenne, FEWS ne considère pas qu'en 1991 ce groupe d'éleveurs est plus vulnérable que la "normale" (il continue à être légèrement vulnérable).

Mineurs

C'est dans les villes de F'Derik et Zouerate dans le nord du pays que l'on produit le minerai de fer. Jusqu'au début des années 80, les activités minières fournissaient le principal produit d'exportation à la Mauritanie, jusqu'au moment où les cours internationaux du minerai de fer ont baissé. Mais même ainsi, la production minière a régulièrement augmenté de 1986 jusqu'à l'année dernière, moment où elle a commencé à fléchir. L'activité minière offre un emploi stable à environ 4.700 ouvriers à temps plein. Ce groupe n'est donc que légèrement vulnérable en 1991.

Pêcheurs côtiers

En 1983, les pêches commerciales remplaçaient les activités minières de la Mauritanie qu'avaient été jusqu'alors la principale source de devises étrangères du pays. Les pêches occupent toujours la première position, malgré les statistiques qui indiquent une baisse du volume (les prises moyennes se situent entre 450.000 et 500.000 tonnes par an). La Mauritanie ne participe guère aux pêcheries industrielles (environ les deux tiers des pêcheurs sont Coréens), mais le Gouvernement continue à soutenir des programmes de formation pour améliorer les compétences de pêche commerciale du pays.

¹ L'estimation se fonde sur des informations réunies lors de discussions avec TDH et le personnel médical qui travaille à Ryiad.

Les pêcheries artisanales sont nettement plus petites que le secteur des pêcheries commerciales (elles emploient entre 7.000 et 8.000 personnes). Le Gouvernement insiste continuellement sur la croissance et le perfectionnement, même aux niveaux des nombreux changements faits ces deux dernières années. En Mauritanie, les pêcheries artisanales sont généralement aux mains de trois groupes sociaux: les Imragens (groupe de Maures), les Wolofs (citoyens mauritaniens) et les pêcheurs sénégalais. Les Sénégalais sont le groupe le plus productif, mais leur participation a diminué de 60 % après avril 1989. Depuis, le Gouvernement, conjointement avec des bailleurs de fonds, a formé, équipé et soutenu plusieurs centaines de rapatriés. Selon le Ministère des Exportations des pêcheries, ces coopératives seront probablement entièrement autonomes d'ici juillet. Aussi, ne juge-t-on les pêcheurs côtiers que légèrement vulnérables en 1991.

CONCLUSION

La majorité de la population de la Vallée du Sénégal habite dans les trois *wilayas* (*wilayas* de Trarza, Brakna et Gorgol) qui comptent au total 614.500 personnes. La population de la Vallée du Fleuve est un sous-groupe d'environ 300.000 personnes faisant partie de la population de *wilaya*. L'OAR/M estime que 100.000 personnes, soit un tiers, sont véritablement à risques cette année et que 75.000 en plus sont très vulnérables. La récolte catastrophique de l'année dernière, combinée à une médiocre récolte en 1989/90 et à des obstacles jamais vus auparavant, a rendu la moitié de la population de la Vallée très ou extrêmement vulnérable au moment où arrive la saison des plantations. Aussi bien le Gouvernement que la communauté des bailleurs de fonds ont reconnu le manque alimentaire de ce groupe et ont prévu que pratiquement 10.000 tonnes d'aide alimentaire gratuite seraient distribuées dans les *wilayas* de Trarza, Brakna et Gorgol (pas juste dans la vallée du fleuve), à diverses proportions de ces populations à risques (confer Tableau 2). Les distributions ont commencé en mars et devraient continuer régulièrement jusqu'à ce qu'elles soient achevées. Il convient de prévoir une intervention et un suivi nutritionnel plus ciblé pour isoler les plus nécessiteux et minimiser les effets désastreux d'une pénurie alimentaire prolongée.

Environ 25.000, soit la moitié des habitants des bidonvilles de Nouakchott qui habitent dans la zone appelée à présent Ryiad sont classés comme extrêmement vulnérables ou à risques de famine en 1991. Ceux qui y vivent à plein temps ont complètement épuisé leur base économique et sont en train de liquider leurs moyens de production. L'on a prévu d'immédiates

distributions d'aide alimentaire (260 tonnes de blé, 8 tonnes d'huile, 8 tonnes de riz et 6 tonnes de farine de riz) mais rien n'avait été distribué mi-mai 1991. Ce groupe a besoin d'une assistance immédiate et continue, surtout d'une aide alimentaire. Ensuite, il faudra cerner les besoins spécifiques de cette communauté par le biais d'évaluations techniques et d'enquêtes formelles. Pour remédier à la situation, il faut créer une infrastructure fiable et des projets du type aliments pour travail afin de stimuler l'emploi.

Tous les 23.100 rapatriés enregistrés doivent continuer à recevoir une aide alimentaire et doivent être suivis. Pour le moment ils dépendent presque entièrement des distributions et du soutien matériel. Ils continuent à manquer de toute sécurité économique et alimentaire.

Environ 20 %, soit 80.000 agriculteurs-éleveurs qui résident dans les *wilayas* d'Hodh sont très vulnérables en 1991, suite à deux mauvaises récoltes consécutives et à un verdoisement des pâturages en-dessous de la moyenne en 1990/91. Ce pourcentage de la population a commencé à recevoir une aide alimentaire gratuite en mars. Les agriculteurs-éleveurs restants sont considérés modérément vulnérables. Après deux saisons de végétation mauvaises-à-médiocres, des pluies précoces et abondantes sont extrêmement importantes cette année pour tous les cultivateurs-éleveurs dans les zones à l'est.

Les enfants de moins de cinq ans qui vivent dans les *wilayas* au centre-nord de la Mauritanie sont un groupe chroniquement vulnérable dont les niveaux de malnutrition ne cessent d'empirer. En 1991, l'on juge que les enfants de moins de cinq ans (environ 8.583) du *wilaya* de Tagant sont très vulnérables. Les résultats des enquêtes ont indiqué qu'il fallait renforcer l'aide alimentaire et le CSA est en train de faire des évaluations sur place pour prendre les mesures qui s'imposent. L'UNICEF continue à faire fonctionner les 17 centres de récupération. Les autres *wilayas* au centre-nord devraient faire l'objet d'une enquête de la part du Ministère de la Santé, si les situations sont analogues, mais pour le moment l'on juge qu'ils ne sont que modérément vulnérables en 1991.

Il convient de suivre de près tous les autres groupes modérément vulnérables identifiés dans ce rapport, en observant autant que possible les premiers indicateurs d'alerte, notamment la pluviosité de cette campagne, l'indice IVN, les données sur l'agriculture, les prix et la nutrition. Il convient de discuter à l'avance des plans d'intervention pour pouvoir faire face aux crises urgentes.

Annexe A: Evaluation des besoins alimentaires de la Mauritanie pour 1990/91, 30 mars 1991 (T)

	Total	Blé	Riz	Produits de locaux	Blé Farine
OFFRE NATIONALE					
Stocks initiaux	33.647	9.554	11.947	6.146	6.000
Cultivateurs	5.000	0	0	5.000	0
Privé	6.000	0	0	0	6.000
Public (CSA)	12.347	9.554	1.647	1.146	0
Public (Parapublic- import/export — SONIMEX)	10.300	0	10.300	0	0
Production nationale nette	75.005	0	31.063	43.942	0
Total offre alimentaire nationale	108.652	9.554	43.010	50.088	6.000
BESOINS ALIMENTAIRES					
Consommation humaine:	326.908	51.513	120.857	114.913	39.625
Population	1.981.258				
Consommation annuelle par habitant (kg)	165	26	61	58	20
Alimentation du bétail	8.000	0	0	8.000	0
Utilisation semences	2.720	0	1.280	1.440	0
Exportations alimentaires (non-officielles)	0	0	0	0	0
Stocks de report (à 1991/92)	36.000	6.000	19.000	5.000	6.000
Cultivateurs	5.000	0	0	5.000	0
Privé	8.000	2.000	0	0	6.000
Public (CSA)	4.000	4.000	0	0	0
Public (SONIMEX)	19.000	0	19.000	0	0
Total besoins alimentaires	373.628	57.513	141.137	129.353	45.625

	Total	Blé	Riz	Produits de locaux	Blé Farine
DEFICIT de la PRODUCTION					
	264.976	47.959	-98.127	-79.265	39.625
IMPORTATIONS COMMERCIALES					
SONIMEX	32.000	0	32.000	0	0
Privé	142.650	65.650	32.000	0	45.000
Total importations commerciales	174.650	65.650	64.000	0	45.000
DEFICIT IMPORTATIONS COMMER- CIALES					
	-90.326	17.691	-34.127	-77.213	5.375
IMPORTATIONS AIDE ALIMENTAIRE					
USAID (octobre 1990)	20.000	20.000			
Allemagne (octobre 1990)	2.000	2.000			
CEE (mars 1991)	15.000	15.000			
Espagne (mars 1991)	4.000	4.000			
PAM	101				101
Total importations aide alimentaire	41.101	41.000	0	0	101
DEFICIT GEN- ERAL des IM- PORTATIONS					
	-49.225	58.691	-34.127	-79.265	5.476
IMPORTATIONS AIDE ALIMENTAIRE PREVUES					
PAM (mars 1991?)	13.254	11.051	151	2.052	
France (juin 1991?)	4.000	4.000			
USA	10.400	10.400			
Total importations aide alimentaire prévues	27.654	25.451	151	2.052	0
ECART ALIMENTAIRE PROJETE 1990/91					
	-21.571	84.142	-33.976	-77.213	5.476

Source: USAID/PAM; PAM; FEWS/Mauritanie

Note: Les calculs présentés dans cette annexe ont été faits en utilisant un logiciel sur l'évaluation des besoins alimentaires de l'USAID. Le Tableau inclut les promesses les plus récentes faites par les bailleurs de fonds, en date du 11 mai 1991. Sont également incluses les importations commerciales les plus récentes (supérieures de 41.500 tonnes par rapport à ce que l'on avait prévu). Les promesses les plus récentes et les importations commerciales arrivent à modifier, ensemble, le déficit céréalier prévu en 1991, le faisant passer de 103.000 tonnes à 21.571 tonnes.

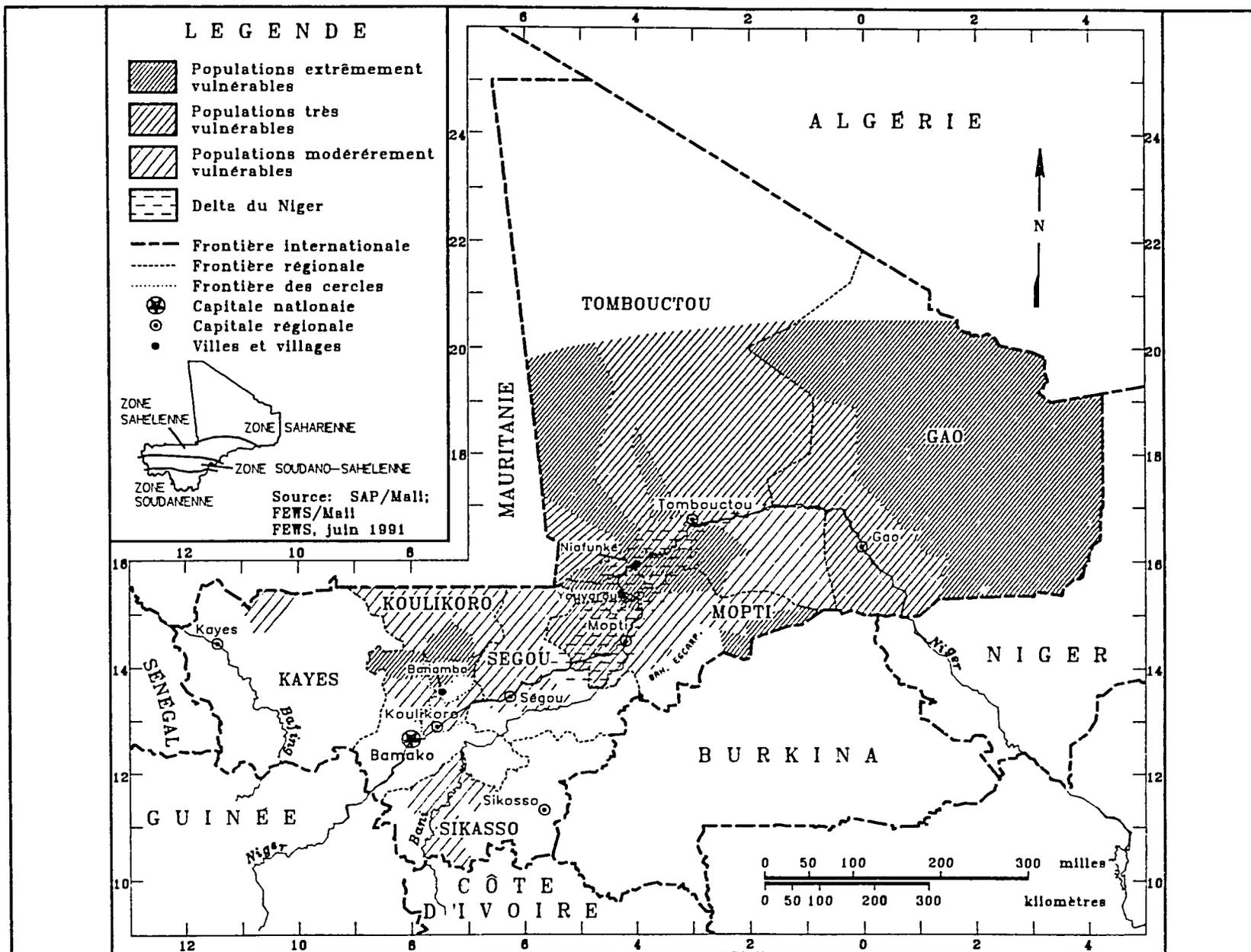
Annexe B: Tableau des groupes vulnérables en Mauritanie

Divers groupes de populations en Mauritanie	Population (approximative)	Vulnérabilité actuelle	Raison de vulnérabilité	En utilisant quels indicateurs	Emplacement géographique	Mécanismes traditionnels pour faire face	Stratégies pour atténuer la situation	Niveau de vulnérabilité possible en l'espace d'une campagne
HABITANTS DE BIDONVILLES								
Ryiad	25.000	A risques de famine	Perdu tous les moyens de production, liquidé tous les biens, vivant au jour le jour	Statistiques de nutrition, données sur les prix, enquête sur les statistiques vitales de la Banque mondiale (LSMS)	9 à 17 Km au Sud de Nouakchott, sur la route vers Rosso		Distribution gratuite d'aliments, enquêtes, aliments pour travail (APT), récupération nutritionnelle,	Très vulnérables
	25.000	Légèrement à modérément vulnérables	Travaux domestiques en ville, manque de sécurité				Projets APT, enquêtes	Modérément vulnérables
Autres bidonvilles	200.000	Modérément vulnérables	Travaux domestiques en ville (salaire), manque de sécurité alimentaire	LSMS, données sur les prix	Environ de Nouakchott		Projets APT	Modérément vulnérables
AGRICULTEURS								
Vallée du fleuve	100.000	A risques de famine	2 années de mauvaise moisson, pertes de biens	Pluviosité, IVN, données sur les stocks, prix, données qualitatives, statistiques de production	Partie Sud de la Mauritanie tout au long de la frontière avec le Sénégal— parties de Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimaka	Pêche dans le fleuve, commerce, travail salarié, agriculture sur terre marginale, fabrication de charbon, puiser dans les biens, exploitation d'aliments de famine	Distribution gratuite d'aliments, enquêtes nutritionnelles et agricoles	Modérément à très vulnérables
	75.000	Très vulnérables	2 années de moisson médiocre à mauvaise, baisse de stocks				Distribution gratuite d'aliments aux groupes les plus nécessiteux, projets d'aliments pour travail (APT)	Modérément vulnérables
	125.000	Légèrement à modérément vulnérables	moisson médiocre de 0-1 an, baisse des niveaux de stock				Projets de sécurité alimentaire, développement agricole, soutien de coopérative, etc.	Légèrement vulnérables
Autres parties au Sud (Guidimaka)	75.000	Légèrement à modérément vulnérables	Raid transfrontalier, pas de commerce avec le Sénégal, prix céréaliers élevés, médiocre saison de végétation	Idem que pour Vallée du Fleuve	Wilayas du Sud: Trarza, Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimaka, H. Gharbi, H. Chargui	Commerce avec le Mali et le Sénégal, vente d'animaux, puiser dans les biens, réduction des troupeaux, travail rémunéré, pêche dans la rivière	Projets de développement agricole, développement de l'élevage	Légèrement vulnérables

Divers groupes de populations en Mauritanie	Population (approximative)	Vulnérabilité actuelle	Raison de vulnérabilité	En utilisant quels indicateurs	Emplacement géographique	Mécanismes traditionnels pour faire face	Stratégies pour atténuer la situation	Niveau de vulnérabilité possible en l'espace d'une campagne
ELEVEURS-CULTIVATEURS/ELEVEURS								
Wilayas de l'Est (Hodh el Chargui, Hodh ech Gharbi)	80.000	Très vulnérables	2 années de mauvaise moisson, 1 année de mauvais pâturages	Pluviosité, IVN, données qualitatives sur les prix, données sur la protection des cultures (ravageurs), prix de l'élevage, données sur les stocks, statistiques sur la production	Est de la Mauritanie — Hodh el Chargui, Hodh ech Gharbi	Commerce avec le Mali, flux migratoires dans les zones, réduction des troupeaux, travail rémunéré	Distribution alimentaire gratuite, projets travail pour aliments TAP	Légèrement à modérément vulnérables
	311.490	Modérément vulnérables	1 à 2 années de moisson médiocre/ mauvaise, 1 année de mauvais pâturages				Développement de l'élevage, banque de céréales, projets de développement agricole	
Trarza/ Brakna	150.000	Légèrement vulnérables	Verdoisement des pâturages moyen à légèrement meilleur que la moyenne, points d'eau disponibles	IVN, pluviosité, données sur l'élevage, données sur la transhumance, données sur les points d'eau, statistiques sur la production	sud-ouest et sud-est de Trarza; sud-ouest de Brakna	Commerce avec le Mali et le Sénégal, diminution de troupeaux, travail rémunéré, pêche dans la rivière, transhumance (transfrontalier), échange de produits laitiers pour céréales	Projet de développement agricole et pastoral	Légèrement vulnérables
Gorgol/ Assaba	140.000				Centre de Gorgol/ centre-ouest d'Assaba			
Guidimaka/ Assaba	130.000				centre-sud de Guidimaka/sud-ouest d'Assaba			
Nord de Nouakchott — Inchiri, Zouerate	25.000				60 km au Nord de Nouakchott, avec des poches jusqu'à Zouerate			
RAPATRIES DANS LES CAMPS								
Dans les camps	23.100	Modérément vulnérables	Dépendent d'une assistance alimentaire régulière (mais bien suivis)	Statistiques sur la production, statistiques sur la nutrition, livraisons d'aide alimentaire	Tout au long du fleuve	La plupart des petits commerçants du Sénégal	Travail pour aliments, formation professionnelle, suivi continu	Modérément vulnérables
Non inscrits/ assimilés	80.000	Légèrement vulnérables	N.C.	N.C.	Sur l'ensemble du pays	Même que groupe familial	N.C.	N.C.
MINEURS								
	4.700	Légèrement vulnérables	Revenus relativement stables	augmentation annuelle de la population	Statistiques sur le fer	F'Derik, Zouerate		Légèrement vulnérables

Divers groupes de populations en Mauritanie	Population (approximative)	Vulnérabilité actuelle	Raison de vulnérabilité	En utilisant quels indicateurs	Emplacement géographique	Mécanismes traditionnels pour faire face	Stratégies pour atténuer la situation	Niveau de vulnérabilité possible en l'espace d'une campagne
ELEVEURS, PETITS COMMERCANTS, RECOLTEURS DE DATTES								
Adrar et Inchiri	70.000	Modérément vulnérables	Prix céréaliers élevés, médiocre moisson de dattes en 90/91, pâturages surexploités en 89/90	IVN, pluviosité, données sur l'élevage, statistiques sur la production, prix céréaliers, données sur les stocks, données sur les pâturages	Wilayas d'Adrar et Inchiri	Migration de certains membres de la famille, culture du mil près des oasis, jardinage, transhumance, main-d'oeuvre rémunérée	Banque céréalière des villages, projets de jardinage amélioré	Légèrement vulnérables
Tagant	60.000	Modérément à très vulnérables	Transport limité, manque d'eau, prix élevés		Wilaya de Tagant		Projets travail pour aliments, projets de puits	Modérément à légèrement vulnérables
Nourrissons/enfants	8.500 11.500	Très vulnérables Modérément à très vulnérables	Manque d'aliments (maladies), faibles stocks céréaliers, prix élevés sur le marché	Statistiques sur la nutrition	Wilaya de Tagant, wilayas d'Adrar et Inchiri		Distributions alimentaires gratuites, centres de récupération, enquêtes nutritionnelles	
PECHEURS								
Industriel	10.000	Légèrement vulnérables	Revenus stables (salaires), compétences nécessaires	Statistiques sur les "prises" du Ministère des exportations de la pêche, etc.	Barques de pêche au loin de la côte de Nouadhibou			Légèrement vulnérables
Artisanal (certains rapatriés)	8.000		Soutenu par GIRM, demande élevée	Prix du marché, suivi des rapatriés	Tout au long du littoral, Nouakchott, Cap Timiris		Plus de fournitures et matériel et formation, (pour les rapatriés)	
EMPLOYES SALARIES, COMMERCE								
	243.968	Légèrement à modérément vulnérables	Les salaires ne suivent pas le pouvoir d'achat des Ouguiya	Indices sur les prix, statistiques LSMS	Surtout à Nouakchott et dans d'autres capitales des wilayas	Reviennent à l'agriculture traditionnelle, activités pastorales, etc.	Alimentations des salaires nationaux	Légèrement vulnérables
TOTAL	1.981.258							

Carte 4: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Mali



Accès alimentaire limité pour les éleveurs et les cultivateurs-éleveurs

Rapport communiqué par l'USAID/Mali, le 21 mai, 1991

RECAPITULATIF

Au début de la campagne 1991/92, les cultivateurs-éleveurs et les éleveurs sont les groupes socio-économiques les plus vulnérables. De mauvaises récoltes et un accès de plus en plus limité aux céréales en sont responsables. C'est particulièrement vrai pour ceux qui vivent au nord du bassin moyen du Niger. Leur vulnérabilité est exacerbée par les continuel troubles. Au total, 343.500 personnes sont extrêmement vulnérables en 1991. Au fur et à mesure qu'avance la campagne agricole, de faibles réserves alimentaires et un accès limité aux aliments pourraient diminuer la capacité physique des cultivateurs nécessaires pour planter. On a noté d'importants flux migratoires cette année de personnes en quête de travail salarié. Si ces personnes ne reviennent pas, les travaux agricoles de début de saison disposeront d'encore moins de main-d'oeuvre. Le Gouvernement de la République du Mali et les bailleurs de fonds cherchent à aider les populations vulnérables par le biais de distributions alimentaires, de programmes travail-pour-aliments et de mécanismes de soutien du marché. Les distributions alimentaires ont commencé en février 1991. A la fin avril, 3.440 tonnes de céréales sur les 10.824 tonnes autorisées ont été distribuées. Des distributions complémentaires dans les régions de Gao et Tombouctou ont été entravées par la récente instabilité civile.

METHODOLOGIE

La susceptibilité à une crise alimentaire est fonction de facteurs à court et à long terme. La vulnérabilité peut alors être mesurée par rapport à ces deux dimensions temporelles. FEWS/Mali a mis au point un ensemble d'indicateurs pour déterminer la vulnérabilité au niveau *cercle* pour chacune de ces dimensions. Tous les 46 *cercles*¹ ont reçu des valeurs entre 1 et 46, selon leur position relative pour un indicateur donné. Un chiffre élevé indique une forte vulnérabilité et un chiffre moins élevé une faible vulnérabilité. L'on a additionné les points pour

¹ En ordre de préférence, les unités administratives de Mali sont les régions, cercles et les arrondissements.

les indicateurs à court terme et on a procédé à une nouvelle classification. Cela nous donne le total pour la vulnérabilité à court terme. La même chose a été faite pour les indicateurs de vulnérabilité à long terme. Enfin, on a additionné les chiffres sur la vulnérabilité à court et à long terme et on a procédé à une classification finale. Cela nous a permis d'évaluer la vulnérabilité actuelle pour chaque *cercle* (confer Annexe C pour une description de chaque indicateur).

Les premières classifications, par catégorie, ont été faites en fonction de la valeur des points par rapport à l'écart type de la valeur de la moyenne des points. L'on jugeait que les *cercles* étaient légèrement vulnérables, si leurs points étaient en-dessous de la moyenne. L'on jugeait qu'ils étaient modérément vulnérables si leurs points étaient au-dessus de la moyenne. Si le total pour le *cercle* était supérieur à un écart type au-dessus de la moyenne, il était classé comme très vulnérable. Les zones extrêmement vulnérables ont été déterminées au niveau de l'arrondissement. La classification se fonde sur les rapports du système d'alerte précoce (SAP) du Gouvernement.

Les groupes socio-économiques ont été définis par le biais des utilisations des terres et indicateurs les plus importants pour la région. L'on a estimé la taille du groupe à partir des données démographiques fiables les plus récentes. Les groupes et leur classification sont présentés sur le Tableau D-1.

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

En combinant les facteurs à long et à court terme, on arrive à des catégories relativement larges de la vulnérabilité décrites au niveau *cercle* (confer Carte 4). Une extrême vulnérabilité est un phénomène bien plus localisé au Mali. Suite au caractère irrégulier des mauvaises récoltes sur l'ensemble du pays, les cas d'extrême vulnérabilité causés par le manque de récoltes transcendent les classifications au niveau *cercle*. La description la plus précise pourrait éventuellement se faire au niveau arrondissement. Aussi, peut-on constater des incidents d'extrême vulnérabilité dans des *cercles* qui, autrement sont classés comme étant légèrement vulnérables.

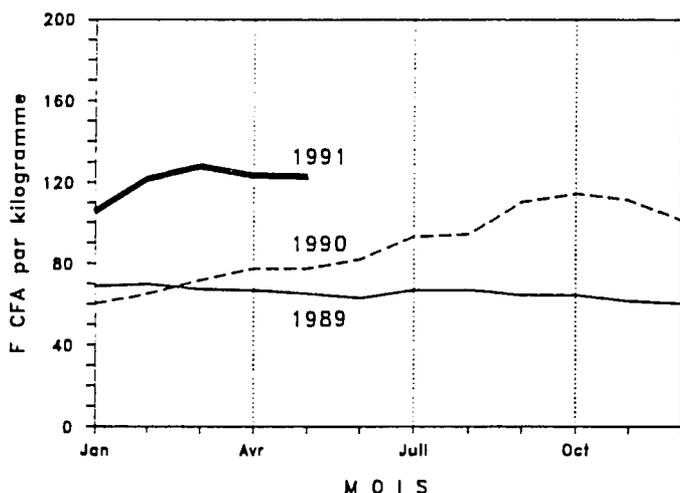
Les groupes de population sont définis différemment que pour l'évaluation de la vulnérabilité du Mali de 1990. Selon la perspective analytique dans laquelle on se place, certains groupes changent ou on les a répartis dans d'autres groupes. Toutefois, l'on cherche chaque fois que possible à fournir dans la présente évaluation les derniers faits concernant la situation des populations décrite l'année dernière.

Cultivateurs-éleveurs dans les zones semi-arides et arides

En 1991, les cultivateurs-éleveurs seront très vulnérables. Les plus vulnérables se trouvent dans les régions au nord de Koulikoro et Ségou et dans les régions non-irriguées de Gao, Mopti et Tombouctou. Ce sont des agriculteurs sédentaires et récemment des nomades qui se sont installés et qui possèdent des troupeaux. Ils ont perdu une partie importante de leur culture suite aux dégâts causés par les ravageurs et à la sécheresse de mi-campagne. Pour certains, c'était la deuxième année où une mauvaise récolte les éprouvait. Nombreux ont dû vendre presque tout leur troupeau pour pouvoir manger.

Le renchérissement des prix du mil par rapport à l'année dernière (confer Figure 1) à atteint un niveau vu pour la dernière fois à la fin de 1988. Cette tendance à la hausse dans les prix, sur ces douze derniers mois (tout au long de la campagne de 1990/91) montre bien que le marché s'attend à une récolte médiocre. Une fluctuation des prix sur la même période est également signe d'incertitude sur le marché, aggravant la vulnérabilité de la population. Les groupes qui dépendent du marché pour leur nourriture voient leur accès diminuer suite à ce renchérissement et à cette fluctuation des prix. Des comportements analogues dans les prix du mil sont observés dans les pays voisins.

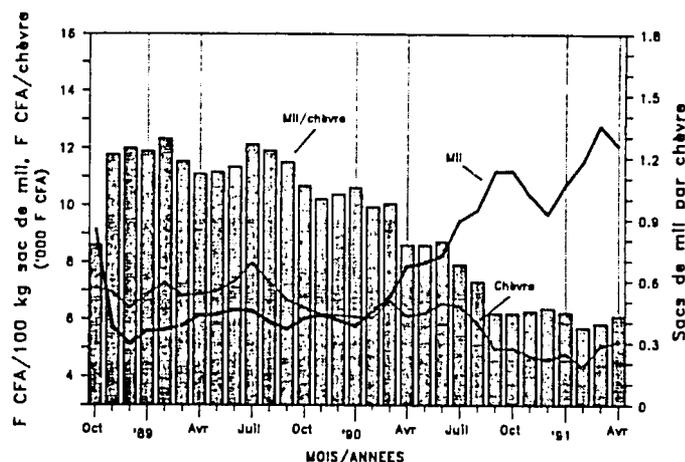
Figure 1: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne de huit grands marchés, 1989-91



Source: Système d'informations du marché/GRM (SIM); FEWS/Mali

Les cultivateurs-éleveurs et les éleveurs sont en train de vendre leurs animaux pour pouvoir manger. Le prix des petits ruminants a baissé alors que le prix des céréales a augmenté diminuant le ratio d'échange entre les petits ruminants et les céréales (termes d'échange). L'on constate l'accès alimentaire diminué de ces groupes en comparant les prix récents des chèvres et du mil. La Figure 2 indique comment les termes d'échange de ces populations se sont détériorés, puisque le volume moyen de mil (en kilogramme) obtenu en vendant une chèvre est plus ou moins égal à la moitié de ce qu'il représentait l'année dernière.

Figure 2: Termes d'échange entre le mil et les chèvres, moyenne des marchés suivis par SAP/Mali



Source: SAP/Mali. Note: Les lignes indiquent les prix du mil et des chèvres. Les barres indiquent le nombre de sacs de mil que l'on peut acheter avec ce que l'on retire de la vente d'une chèvre.

L'on a également assisté au départ de nombreux travailleurs. Certains villages se sont vidés de leurs habitants dans les arrondissements des cercles au nord de Koulikoro et de Banamba (région de Koulikoro), dans le cercle de Youvarou (région de Mopti) et le cercle de Niafunke (région de Tombouctou). Ces travailleurs doivent revenir pour que l'on dispose de suffisamment de main-d'oeuvre pour cultiver les champs de cette année.

Dans le Bassin moyen du Fleuve Niger, les cultivateurs et éleveurs courent des risques supplémentaires causés par l'instabilité civile. La continuelle tension au nord du Mali aggravera les pénuries sur ces marchés locaux.

Les cultivateurs-éleveurs, tout au long de l'escarpement de Bandiagara et dans la plaine voisine de Seno qui avaient vu les ravageurs dévaster leurs champs en 1989/90, ont eu une assez bonne récolte en 1990/91. Ils sont moins vulnérables à présent qu'ils ne l'étaient en 1990, restant toutefois modérément vulnérables vu le faible niveau des stocks de céréales et les obligations de rembourser les crédits.

Dans la région de Kayes, les récoltes ont été relativement bonnes et les pâturages sont en assez bon état. Malgré les prix relativement élevés, les cultivateurs-éleveurs ont un accès suffisant aux aliments pour ne pas devenir plus vulnérables. Fin avril, l'on ne jugeait pas que ce groupe avait besoin d'assistance.

Éleveurs

Les éleveurs représentent l'autre groupe le plus vulnérable en 1991. Il s'agit de gardiens nomades fuyant les troubles au nord du Mali (classés comme personnes déplacées en 1990). Les prix des animaux continuent à baisser par rapport aux prix des céréales (confer Figure 2). Les éleveurs au nord des régions de Koulikoro et Ségou ont été particulièrement éprouvés par le manque d'accès aux céréales.

La situation des éleveurs dans les régions de Tombouctou, Gao et à l'ouest de Mopti est exacerbée par les troubles civils. Le commerce pourrait être complètement bloqué causant des pénuries sur les marchés locaux. Les routes de transhumance ont été coupées en 1990. La situation risque de se perpétuer puisque certains groupes militants sont à nouveau actifs. Par conséquent, les troupeaux se concentreront dans certaines zones, dégradant encore davantage les conditions des terrains de parcours. Si les troubles s'intensifient, on peut s'attendre à subir des pertes d'animaux.

Agriculteurs dans les zones humides et les périmètres irrigués

Au Mali, les agriculteurs représentent le groupe rural le moins vulnérable. Ils se trouvent dans des zones recevant plus de 900 millimètres de pluie par an ainsi que sur les terres irriguées. Ces zones disposent d'une meilleure infrastructure et bénéficient d'une production plus stable. En 1990, les récoltes sur ces zones étaient moyennes à bonnes. Les agriculteurs ont pu renforcer leurs réserves ou commercialiser leurs produits. La vente de céréales a été très rentable. Ce groupe n'a pas besoin d'assistance dans le court terme. Toutefois, les agriculteurs dans les arrondissements où l'on a prévu des distributions alimentaires (dans le nord des régions de Koulikoro et Ségou - région moins humide) auront peut-être besoin d'être aidés vu les importantes pertes de récolte.

Commerçants riverains

Les populations qui dépendent des cours d'eau internes pour vivre (pêche et bateaux) sont modérément vulnérables dans le delta du Niger et tout au long du bassin moyen du fleuve. La saison de pêche a commencé tard et s'est terminée tôt. Leur situation se trouve légèrement améliorée par le prix élevé des poissons. Dans les autres parties du pays, les populations riveraines sont légèrement vulnérables.

Pauvres des zones urbaines

Les pauvres des zones urbaines sont identifiés comme étant les citadins dont les conditions de logement sont parmi les plus précaires. Ils représentent environ 5,5 % de la population urbaine, selon les données de recensement. Ils sont légèrement vulnérables, sur l'ensemble du pays. Si les troubles urbains, tels que ceux connus en mars 1991 devenaient fréquents dans les villes, leur vulnérabilité pourrait s'aggraver. Ce serait surtout le cas, s'il y avait de massifs déplacements de citadins dans les régions de Gao et Tombouctou.

PLANS D'AIDE ALIMENTAIRE

Le Gouvernement a commencé à distribuer 10.795 tonnes de céréales aux populations vulnérables. Les distributions alimentaires aux arrondissements les plus vulnérables du cercle de Niafunké ont eu lieu en mars. Sur l'ensemble du pays, 3.440 des 10.824 tonnes autorisées d'ici juin ont été distribuées à la fin avril. Sur ce volume, 3.115 tonnes des 8.164 prévues pour les régions de Tombouctou et Gao ont été distribuées. Les récentes attaques de militants dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao ont interrompu les distributions à certains des groupes les plus vulnérables au nord du fleuve Niger. Si les distributions ne peuvent pas être achevées avant le début des pluies en juin, ces populations risquent de connaître de graves pénuries alimentaires avant la prochaine récolte de céréales. Les organisations bénévoles privées (OBP) ont mis sur pied des plans pour renforcer les programmes-travail-pour aliments dans les régions de Gao et Tombouctou. L'instabilité politique a fait que la plupart des activités des OBP ont été arrêtées dans ces régions, ce qui a encore aggravé la vulnérabilité des bénéficiaires de ces programmes.

L'organisme parapublic de marketing agricole (OPAM) distribue des céréales devant être vendues sur les marchés vulnérables dans le but de garder les prix céréaliers à la portée des populations vulnérables. Depuis janvier, un total de 806 tonnes a été fourni sur 18 marchés. La hausse des prix céréaliers s'est ralentie sur certains marchés.

CONCLUSIONS

Au début de la campagne 1991/92, les cultivateurs-éleveurs et les éleveurs sont parmi les groupes les plus vulnérables. Cette dernière année, ils ont vu disparaître une grande partie de leurs récoltes et ont eu un accès plus limité aux aliments. Les groupes vivant au nord de la partie centrale du Niger donnent lieu aux plus vives préoccupations. Outre les déficits de la production, la menace de troubles civils pèse également sur eux. Au total, 343.500 personnes sont extrêmement vulnérables en 1991.

Il sera nécessaire de suivre l'évolution de la campagne pour voir si ces groupes peuvent se remettre des mauvaises récoltes.

passées. Il faut accorder une attention spéciale au suivi des mouvements inhabituels de populations suite aux troubles civils. Il faut également suivre les stocks des ménages et les équilibres alimentaires. Enfin, il faut continuer les analyses sur la performance du marché des céréales et des animaux. Aux fins de suivre l'offre et la demande, ces analyses devront faire des estimations des quantités offertes et vendues.

En somme, la situation malienne sur le plan sécurité alimentaire peut basculer facilement dans un état de crise. Cela est dû à une combinaison de facteurs: faible niveau de la

production céréalière pendant la campagne de 1990/91, conditions très instables sur le marché céréalier et troubles civils. Les populations très vulnérables et extrêmement vulnérables ne pourront faire face aux pénuries alimentaires que si l'aide alimentaire est distribuée à temps, si la production agricole est suffisante dans la campagne à venir et si la situation du pays reste relativement calme. Même si la situation se rétablit au mieux du point de vue social, économique et climatique, les groupes qui sont actuellement extrêmement vulnérables ne passeraient dans la tranche des modérément vulnérables qu'au milieu de l'année 92.

Annexe C: Explication et formulation des indicateurs de la vulnérabilité

La vulnérabilité générale est fonction de facteurs à long et à court terme. Dans notre cas, les deux facteurs sont pesés de manière égale, au même titre que tous les indicateurs renfermés dans chaque facteur. Ces indicateurs ont été utilisés en fonction de la solidité des données disponibles et de la pertinence de ces données pour indiquer la vulnérabilité. Ils seront suivis toute l'année pour identifier les changements dans les niveaux de vulnérabilité de tous les *cercles* du pays. Les indicateurs seront affinés au fur et à mesure que l'on disposera d'analyses et de données complémentaires. Une analyse sera également faite pour déterminer quels sont les facteurs de pondération qu'il faut appliquer aux indicateurs.

Indicateurs à long terme

On a choisi cinq indicateurs à long terme: qualité physique de la vie, risques de la production céréalière, richesse du point de vue animaux, possibilités de revenus agricoles liquides et possibilités de revenus liquides ou d'envois de fonds. Cet ensemble d'indicateurs nous donne un niveau "initial" de vulnérabilité pour chaque *cercle*.

La qualité physique de la vie est fonction de six facteurs de santé et d'éducation. L'on a cherché dans la mesure du possible à réunir des données au niveau *cercle*. Lorsqu'on ne disposait pas de données au niveau *cercle*, les niveaux pour les régions ont été assignés uniformément aux *cercles*. Les facteurs sont les suivants:

- médecins pour 100.000 patients au niveau des *cercles* en 1986.
- kilomètres carrés par clinique au niveau des *cercles* en 1976.
- taux de mortalité brut au niveau régional en 1986.
- taux de mortalité infantile au niveau régional en 1986 (nombre de décès pendant la première année de vie pour mille naissances vivantes).
- taux d'alphabétisation pour la population ayant plus de six ans au niveau régional, en 1976.

Risques de la production céréalière dépend des rendements moyens de mil et de sorgho, de la superficie moyenne plantée en mil et sorgho ainsi que de la production céréalière moyenne brute par habitant. De plus, l'on a jugé qu'une plus forte proportion de terres plantées en mil était préférable à des terres où l'on cultive le sorgho. L'index mil/sorgho a été calculé en fonction de la proportion moyenne de terres consacrées au mil et au sorgho pour chaque *cercle*.

On a utilisé les données des enquêtes agricoles de la DNSI pour les années 1985-1989. La production rizicole n'entre pas dans ces calculs suite à l'insuffisance de données.

Outre les moyennes inter-annuelles, l'on a également tenu compte des variations inter-annuelles. Le coefficient de variation (CV) a été calculé pour chacune des variables précédentes. Le CV est l'écart type divisé par la moyenne de chaque facteur. Un CV élevé pour des rendements moyens, des superficies plantées moyennes et une production moyenne par habitant est lié à plus de risques. Un CV élevé pour l'index de mil et de sorgho suppose une meilleure souplesse dans la production céréalière, et partant, un risque moindre.

Richesse relative du point de vue animaux est le nombre d'unités d'animal tropical par habitant en fonction des estimations sur les animaux pour chaque *cercle* en 1984. Chaque unité est égale à 1,5 bovins ou 12 petits ruminants (moutons ou chèvres).

Possibilités de revenus agricoles liquides se fonde sur le pourcentage moyen de la superficie totale dans chaque *cercle* consacrée à, soit une production de coton, soit une production d'arachides pendant la période 1986 à 1989.

Revenus liquides et envois de fonds, c'est-à-dire l'accès à un travail rémunéré ou à des envois de fonds. Un *cercle* a reçu une valeur de 0,5 s'il existait des périmètres irrigués (petits ou importants) ou une valeur de 0,25 si ces périmètres existaient dans un *cercle* voisin. Les envois de fonds se fondaient sur le pourcentage de la population d'hommes adultes absents pendant le recensement de 1976. Les possibilités de revenus liquides et d'envois de fonds étaient calculées comme classification des points additionnés.

Indicateurs à court terme

La vulnérabilité à court terme décrit un écart par rapport à la norme, telle qu'établie par la vulnérabilité à long terme. On a choisi quatre indicateurs: fluctuation des prix céréaliers, équilibre céréalier relatif, qualité des terrains de parcours et troubles civils. L'ensemble des indicateurs doit comprendre les facteurs sociaux-économique à court terme ainsi que les facteurs de production. Dans ce cas, le court terme est généralement la campagne de production qui vient de se terminer encore qu'elle donne également des indications sur les effets de la saison précédente.

Fluctuations du marché céréalier: des changements fréquents et importants dans les prix du mil à la consommation peuvent être utilisés pour indiquer les risques d'accès à cette principale nourriture pour la plupart de la population. L'ampleur de ces changements est indiqué par le coefficient de variation pour la moyenne des prix du mil mensuels sur les marchés de la région. Dans la plupart des cas, on a utilisé les prix du système d'informations du marché pour les *cercles* du Gouvernement (SIM). Lorsque le SIM ne donne pas ces prix, on a utilisé la moyenne des marchés voisins.

La qualité des terrains de parcours a été déterminée selon les estimations de la capacité annuelle par rapport à la moyenne inter-annuelle de 1984 à 1989. Les capacités moyennes ont été fixées en utilisant une carte élaborée par l'Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire tropicale (IEMVT). On a supposé que les valeurs de cette carte représentaient la moyenne. On a calculé des valeurs IVN annuelles moyennes maximum pour chaque *cercle* (confer verso de la page de dos pour une explication du terme IVN). Puis, on a divisé la valeur maximum IVN pour 1990 par la moyenne inter-annuelle (1984 à 1989) pour trouver l'indice de qualité de la végétation. Ensuite, l'on a multiplié la capacité moyenne par l'indice de qualité de la végétation pour obtenir une capacité relative dans chaque *cercle*. Chaque *cercle* a ensuite été classé par rapport aux autres pour obtenir une valeur de la qualité des terrains de parcours.

Balances céréalieres relatives: la sécurité alimentaire ne dépend pas seulement de la production alimentaire actuelle mais également de la production précédente. Les balances céréalieres de 1989 au niveau *cercle* ont été classées par ordre d'importance. On a également calculé une échelle qualitative pour la production céréalière de 1990: dans les zones traditionnellement déficitaires au nord du 14ème parallèle, on a utilisé des évaluations SAP (mauvaises, en-dessous de la moyenne, moyennes, bonne/au-dessus de la moyenne); dans les *cercles* au sud du 14ème parallèle, on a comparé les chiffres de l'ODR sur la production aux chiffres de la production précédente pour arriver à une estimation qualitative conforme aux estimations faites par le SAP. Ensuite, on a calculé la balance céréalière relative en ajoutant les classifications de chaque *cercle* pour respectivement 1989 et 1990.

Les troubles civils limitent l'accès aux aliments en entravant les systèmes de production et le fonctionnement des marchés. En 1990 et 1991, l'on note surtout deux types de troubles civils: les problèmes urbains suite au coup d'Etat en mars 1991 et l'activité des rebelles touaregs. Une valeur de 0,25 a été assignée à chaque *cercle* s'il y avait des troubles importants dans les villes et 0,5 s'il y avait eu des attaques de rebelles pendant l'année dernière. Les *cercles* ont ensuite été classés selon leurs points.

Tableau C-1: Populations vulnérables au Mali

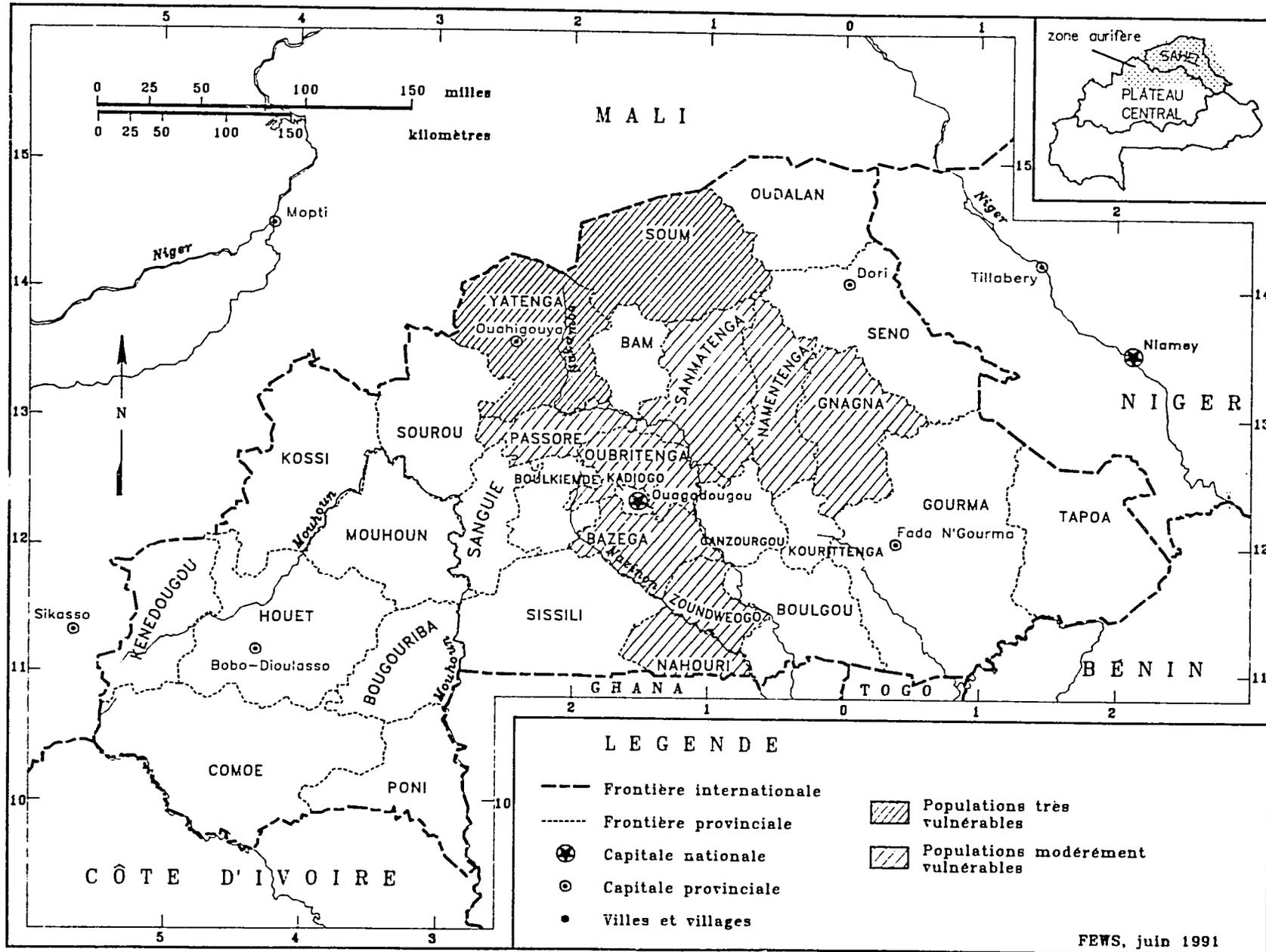
Les estimations de population sur ce tableau représentent 95 % de la population totale du Mali

Groupe/région socio-économique	Population estimée	Principaux facteurs à long terme	Principaux facteurs à courte terme	Degré de vulnérabilité
AGRICULTEURS		3.719.800		
Kayes	371.300	Risques d'échec de cultures	Incertitude du marché céréalier	Légère
Koulikoro	130.700	Risques de revenus liquides limités	Incertitude du marché céréalier	Modérée
	494.400			--
Mopti	176.800	Risques d'échec de cultures, revenus liquides limités	Faibles stocks céréaliers	Légère
Ségou	784.900	Revenus liquides limités	Incertitude du marché céréalier	Légère
Sikasso	1.333.70	Faibles liquidités, faible IPQV	--	Légère
	428.000			Légère à modérée
AGRICULTEURS-ELEVEURS		3.419.400		
Gao	14.900	Sources de revenus liquides limitée	Faible stocks céréaliers, médiocres terrains de parcours, activités des rebelles	Extrême
	209.500			Elevée
Kayes	339.800	Production risquée	Incertitude du marché céréalier	Légère à modérée
	868.800	--	--	Légère
Koulikoro	31.800	Revenus liquides limités	Echec de cultures, fluctuation du marché céréalier, médiocres terrains de parcours	Extrême
	286.100			Modérée
	123.200			Liquidités limitées
Mopti	66.800	Faible IPQV, risques élevés d'échec de culture	Echec de culture, fluctuation du marché céréalier	Extrême
	105.100			Elevée
	429.800	Revenus liquides limités des cultures	Attaques de rebelles	Modérée
	174.000			Faibles stocks céréaliers
Ségou	49.200	Peu de biens liquides	Médiocres terrains de parcours, faibles stocks céréaliers, marché céréalier incertain	Modérée
	30.100		Faibles stocks céréaliers	Légère
Tombouctou	64.800	Risques élevés pour cultures, faible PQLI, peu de biens liquides	Echec de culture, activité des rebelles, faibles stocks céréaliers	Extrême
	596.200			Elevée
	29.300		Echec de cultures, faibles stocks céréaliers	Modérée

Groupe/région socio-économique	Population estimée	Principaux facteurs à long terme	Principaux facteurs à court terme	Degré de vulnérabilité
ELEVEURS			737.200	
Gao	106.000 345.800	Risque de revenus liquides limités	Activité des rebelles, faibles stocks céréaliers, médiocre qualité des terrains de parcours	Extrême Modérée
Kayes	29.400 24.200	Risque de revenus liquides limités	Médiocre qualité des terrains de parcours, incertitude du marché céréalier Incertitude du marché céréalier	Modérée Légère
Koulikoro	21.800 2.500	Risque de revenus liquides limités	Médiocre qualité des terrains de parcours, incertitude du marché céréalier	Modérée Légère
Mopti	9.200 23.800 4.300	Risque de faibles revenus liquides, faible IPQV	Incertitude du marché céréalier, faibles stocks céréaliers, activité des rebelles Incertitude du marché céréalier, faibles réserves céréaliers	Elevée Modérée Légère
Tombouctou	59.200 111.000	Faible IPQV	Faibles stocks céréaliers, attaques de rebelles	Extrême Modérée
PAUVRES URBAINS			91.800	
Gao	6.400	Risque de revenus liquides limités	Incertitude du marché céréalier, attaques de rebelles	Modérée à Extrême
Kayes	200 11.500	Risque de revenus liquides limités	Incertitude du marché céréalier	Modérée Légère
Koulikoro	47.700	Risque de revenus liquides limités	Incertitude du marché céréalier, troubles urbains	Légère
Mopti	1.400 6.100	Risque de revenus liquides limités, faible IPQV	Incertitude du marché céréalier, attaques de rebelles Incertitude du marché céréalier	Modérée Légère
Ségou	7.500	Faible IPQV	Incertitude du marché céréalier, troubles urbains	Légère
Sikasso	8.300	--	Incertitude du marché céréalier, troubles urbains	Légère
Tombouctou	2.700	Faible IPQV	Incertitude du marché céréalier, attaques de rebelles	Modérée
COMMERÇANTS RIVERAINS			Non connu	
	Non connu	Niveaux du fleuve non connu	Courte saison de pêche	Modérée

Source: Analyse de FEWS/Mali

Carte 5: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Burkina



BURKINA

A nouveau déficit céréalier

Rapport communiqué par l'USAID/Burkina, le 28 mai 1991

RECAPITULATIF

Les régions et les populations éprouvant le plus de difficultés économiques au Burkina Faso se situent dans les dix provinces du plateau central (confer Carte 5). Les dix provinces ont eu des balances cérésières inférieures à la moyenne pendant deux années de suite. Dans les provinces de Yatenga et de Soum, environ 25.000 petits cultivateurs sont très vulnérables à la famine. D'autres petits exploitants sur ces deux provinces sont modérément vulnérables. Dans les autres provinces en proie à des difficultés économiques, les petits exploitants et les cultivateurs-éleveurs sont modérément vulnérables.

METHODOLOGIE

Les évaluations de la vulnérabilité essayent de cerner les endroits et les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire suite à des déficits de la production cérésièrè et à d'autres problèmes économiques. En 1990/91, le Burkina a un déficit officiel de la production cérésièrè de 360.000 tonnes, soit 260.000 tonnes de plus que la moyenne de 1985-89 (100.000 tonnes), ce qui nous amène à penser que la population sera davantage vulnérable à la famine. L'évaluation de la vulnérabilité de 1991 a identifié des facteurs à long terme ou une vulnérabilité structurelle à la famine, en caractérisant le niveau de développement et la situation économique générale (pouvoir d'achat) au niveau provincial (le Burkina compte 30 provinces). Les indicateurs des chocs économiques à court terme, notamment la balance cérésièrè annuelle et la qualité des pâturages ont ensuite été surposés aux facteurs à long terme afin d'identifier les provinces vulnérables.

L'évaluation se fonde sur trois grandes hypothèses:

- les faibles niveaux de développement augmentent la vulnérabilité à la famine,
- le pouvoir d'achat des ménages dans une province est lié à la situation économique générale de la province, et
- la production agricole (les cultures et l'élevage) fournit les principaux moyens de subsistance des ménages appartenant aux groupes socio-économiques les plus vulnérables.

Les trois hypothèses traitent respectivement de la vulnérabilité d'une province dans le long terme (10 ans), le moyen terme (3 à 10 ans) et le court terme (moins de 3 ans).

Dans la présente évaluation sur la vulnérabilité, chaque province a été classée selon la valeur relative de dix-huit indicateurs spécifiques. L'on a ensuite combiné ces classifications en utilisant une moyenne pondérée des rangs. Les indicateurs et leurs facteurs de pondération sont présentés en Annexe D, à la fin du présent chapitre. Les indicateurs à long et à court terme ont reçu des facteurs de pondération plus ou moins égaux. Les indicateurs économiques à moyen terme ont été pondérés selon leur contribution relative au Produit national brut du Burkina.

La classification indique que les dix provinces les plus éprouvées, c'est-à-dire celles qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, sont situées dans le plateau central très peuplé (confer Carte 5). Ces provinces ont un faible niveau de développement, peu d'animaux, peu de cultures commerciales, elles manquent de pâturages cette année et depuis deux années ont une production cérésièrè par habitant en-dessous de la moyenne (la moyenne couvre la production allant de 1982 à 1989). Ces provinces comptent une proportion élevée de petits exploitants et de cultivateurs-éleveurs, les deux groupes socio-économiques du Burkina qui sont le plus vulnérable aux pénuries alimentaires imputables à la sécheresse.

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Petits exploitants

Les ménages de petits exploitants dépendent le plus de leur propre production cérésièrè pour subvenir à leurs besoins alimentaires pendant l'année. L'élevage et les cultures commerciales ne contribuent qu'à une faible partie du revenu du ménage. Les petits exploitants peuvent avoir d'autres occupations pendant la saison morte par exemple, jardinage, travail dans les mines d'or et emplois saisonniers. Suite aux déficits cérésièrè en-dessous de la moyenne pendant deux années de suite, les petits exploitants ont dû acheter la plupart de leurs céréales cette année, épuisant ainsi les ressources du ménage. Le Tableau 3 indique la population de ce groupe.

Tableau 3: Petits cultivateurs et cultivateurs-éleveurs dans les dix provinces économiquement les plus éprouvées

Province	Population totale juin 1991	Petit Cultiv.		Cultiv-Elev.	
		%	Nombre	%	Nombre
Nahouri	121.469	35	42.713	20	24.294
Gnagna	272.159	9	25.283	52	140.615
Zoundweogo	175.640	28	48.709	27	46.837
Yatenga	562.063	35	195.801	33	187.354
Bazega	351.743	31	110.232	33	117.248
Passore	234.461	21	49.775	23	54.708
Soum	217.319	23	50.767	60	130.391
Namentenga	215.040	27	57.579	52	111.104
Oubritenga	328.971	33	110.106	27	87.726
Sanmatenga	406.024	25	103.170	35	142.108
Total	2.884.911		794.135		1.042.385

Source: *Analyse des résultats définitifs: Recensement général 1985, GOB/Institut national des statistiques*

Les enquêtes de reconnaissance faites par FEWS, le Système d'alerte précoce du Sahel (SAP/Sahel), les commissions nationales et provinciales pour la sécheresse (CNLES) du Gouvernement du Burkina, le Ministère de la Santé et de l'Action sociale et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) ont confirmé que dans les provinces de Soum et de Yatenga où le déficit céréalier a été particulièrement grave ces deux dernières années, les enfants d'âge scolaire et les hommes jeunes sont partis ou ont été envoyés ailleurs, des familles entières se sont déplacées près des mines d'or et un petit nombre de ménages sont partis pour toujours. Ceux qui sont restés ont vendu bijoux et radios et sont à la recherche d'aliments consommés généralement en temps de famine. Certains ménages dépendent entièrement de l'aide des parents qui travaillent dans les zones urbaines, des organisations non gouvernementales (ONG) et du Gouvernement. Ces petits cultivateurs sont très vulnérables. Ils représentent environ 10 % des petits cultivateurs des deux provinces, soit 25.000 personnes.

Dans les huit autres provinces qui rencontrent des difficultés économiques, les petits cultivateurs sont modérément vulnérables. Ils ont puisé dans leurs biens et cherchent à conserver leurs ressources, par exemple ils remettent à plus tard les cérémonies funèbres et autres, attendant des temps meilleurs et ne mangent qu'une fois par jour. Le fait de "faire ainsi ceinture" parmi les populations modérément vulnérables au Burkina entraîne de sérieuses répercussions pour les femmes en

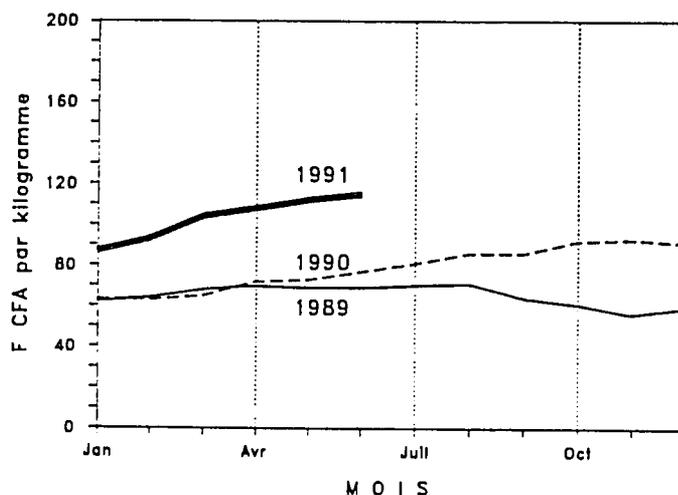
âge de procréer et les jeunes enfants. Ce sont les premiers à souffrir des effets d'une consommation alimentaire diminuée dans le ménage tels qu'en témoignent les taux élevés de malnutrition même dans les années où la production céréalière est moyenne. Si pendant une troisième campagne consécutive, la production céréalière de 1991 était à nouveau inférieure à la moyenne, tous les petits cultivateurs touchés passeraient dans la catégorie des très vulnérables et certains dans les extrêmement vulnérables.

Cultivateurs-éleveurs

Les cultivateurs-éleveurs dans les 10 provinces les plus éprouvées du point de vue économique sont modérément vulnérables suite au mauvais état des pâturages, aux prix céréaliers élevés et aux faibles prix des animaux. A l'instar des petits cultivateurs, se sont surtout les femmes et les enfants qui sont éprouvés par l'accès limité aux céréales au sein du ménage. Dans les 20 autres provinces du Burkina, les cultivateurs-éleveurs ne sont que légèrement vulnérables.

Les cultivateurs-éleveurs dépendent surtout de l'élevage et de la vente des animaux. Ils dépendent également de la qualité des pâturages et de la disponibilité de l'eau nécessaire aux animaux. Leur vulnérabilité est en plus fonction des prix qu'ils reçoivent pour les animaux, prix qui ont chuté pendant l'année dernière. Ces revenus leur permettent d'acheter des céréales qui composent une grande partie de leur régime alimentaire. Les données indiquent qu'à Ouahigouya (capitale de la province de Yatenga) le renchérissement des prix du mil conjugué à la diminution des prix des animaux a limité le volume de mil acheté grâce à la vente d'une chèvre. Cette détérioration des termes d'échange dans la province de Yatenga cette dernière année a surtout touché les cultivateurs-éleveurs.

Figure 3: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne de neuf marchés, 1989-91



Source: GOB/INSD; FEWS/W

L'excédent négociable de la campagne de 1990/91 a été limité. Cela a fait augmenter les prix céréaliers sur l'ensemble du pays. Les données sur les prix céréaliers, disponibles auprès de l'Office national des céréales (OFNACER), indiquent une régulière tendance à la hausse depuis octobre 1990, niveau de prix le plus élevé depuis 1988 (confer Figure 3). Les prix céréaliers pendant la période de moisson (octobre à décembre) reflètent les attentes du marché face à la campagne agricole. Pendant de bonnes années, les prix généralement diminuent. Il convient de noter que les prix ont continué à augmenter tout au long de la moisson en 1990/91 et au-delà, reflétant les pénuries sur le marché causées par la mauvaise récolte. Face à des prix les plus élevés en trois ans, nombreux ménages qui doivent acheter leurs céréales sur le marché auront un accès limité à la nourriture. Les prix actuels avoisinent

130 F CFA par kilogramme. Si les prix céréaliers atteignent 160 F CFA par kg, ce sera signe de graves pénuries céréalières du type de celles connues pendant les années de sécheresse de 1984/85. Ces niveaux de prix pourraient légèrement diminuer dans un avenir proche grâce à une offre supplémentaire (distribution alimentaire ciblée, culture de maïs précoce, etc.) mais leur tendance ne pourra être inversée que par une excellente récolte en 1991/92.

Salariés et artisans

Ce groupe comprend les employés des secteurs public et privé, les mécaniciens, les tisserands, les ouvriers du métal et toutes les autres professions dans les services. A l'exception des provinces plus urbanisées de Kadiogo, Boulkiemde et Yatenga, l'on a estimé arbitrairement qu'ils représentaient environ 10 % de la population dans chaque province. Dans les provinces de Kadiogo, Boulkiemde et Yatenga, l'on a estimé que ce groupe représentait respectivement 60 %, 20 % et 20 % de la population. Ces groupes n'ont été jugés que légèrement vulnérables.

Pauvres des zones urbaines

L'on a estimé arbitrairement que les membres de ces ménages représentaient environ 5 % de la population de chaque province. On a jugé qu'ils étaient légèrement vulnérables.

Exploitants agricoles plus importants

Ces exploitants possèdent de grandes fermes. Leurs possibilités sont plus diversifiées grâce à un bon emplacement géographique (sud-ouest du Burkina ou les meilleures terres

dans d'autres parties du pays), et ils pratiquent des cultures commerciales. Grâce à ces sources de revenus diversifiées, aux excédents céréaliers et à une plus grande aisance (biens), ces ménages peuvent plus facilement faire face aux déficits consécutifs de la production nationale. On a jugé qu'ils étaient légèrement vulnérables en 1991.

CONCLUSIONS

Deux années consécutives d'une production céréalière inférieure à la moyenne, le manque d'eau potable, le renchérissement des prix céréaliers et le mauvais état des pâturages sont autant de facteurs combinés qui exposent environ 10 % (25.000) des petits cultivateurs dans les provinces de Yatenga et de Soum à la famine (très vulnérables) au début de la campagne de 1991/92. Les autres petits cultivateurs dans les dix provinces connaissant le plus de difficultés économiques dans le plateau central sont modérément vulnérables. Les cultivateurs-éleveurs dans ces dix provinces sont modérément vulnérables, éprouvés surtout par le manque de pâturages, les prix céréaliers élevés et les faibles prix des animaux. Cette zone aura besoin d'une production céréalière nettement au-dessus de la moyenne en 1991/92 si la situation de sécurité alimentaire doit se renverser. Il n'est pas certain qu'il y ait une production céréalière au-dessus de la moyenne, même si les pluies sont bonnes, puisque l'on pourrait très bien subir de graves dégâts de la part des sauterelles suite aux pontes d'oeufs de l'année dernière.

Le suivi des petits cultivateurs se concentrera sur les prix du mil, qui sont actuellement de 130 F CFA par kilogramme. Si le prix du mil atteint 160 F CFA/kg, ce sera signe que les pénuries céréalières sont de l'ordre de celles connues pendant l'année de sécheresse 1984/85. Pour les cultivateurs-éleveurs, le suivi de 1991 à 1992 se concentrera sur l'évolution de la campagne agricole, par le biais de données sur la pluviosité, imagerie par satellite et prix céréaliers et du bétail.

Les données sur la pluviosité proviendront du service météorologique national, de l'imagerie par satellite de FEWS et les données sur les prix seront obtenues grâce à SAP/Sahel et au Système d'informations sur le marché de l'OFNACER (SIM). Les rapports du CNLES fourniront des mises à jour périodiques sur les besoins de distribution alimentaire et les autres services techniques du Gouvernement nous renseigneront sur l'évolution de la campagne céréalière de 1991/92.

Facteurs à long terme pour la sécurité alimentaire en général

Pour caractériser les différences régionales dans la vulnérabilité au Burkina, l'évaluation classe les 30 provinces par indicateurs démographiques du "bien-être général". Bien-être général comprend la santé, l'état nutritionnel, l'accès aux soins de santé et l'éducation. Il nous donne le niveau général de développement dans chaque province. Les indicateurs sont les suivants: taux brut de mortalité, taux de mortalité infantile, taux d'alphabétisation, taux de scolarisation des 7 à 13 ans (Recensement général de la population 1985: Analyse des résultats définitifs) lits d'hôpitaux par habitant (Ministère de la Santé et le l'Action sociale) et fluctuation de la production céréalière.

Indicateurs économiques à moyen terme

Extraction de l'or

Les activités d'extraction de l'or sont très importantes pour l'économie du Burkina. Les mineurs artisanaux extraient 4,5 tonnes d'or par an dans les provinces au nord et au centre (confer Carte 5). C'est une contribution estimée à 1,5 milliard de F CFA par année pour l'économie. L'or se situe avant le coton pour les recettes d'exportation (Unité d'intelligence économique du Niger et du Burkina).

Il est difficile de quantifier la contribution de l'or au niveau provincial, mais il faut l'inclure à toute analyse portant sur la sécurité alimentaire. Nous savons que les mines sont situées dans les provinces au nord et au centre et dans la province de Poni au sud. Nous savons également que les gens se déplacent généralement aux mines le plus près de leur village natal. Aussi, la proximité aux mines constitue-t-elle l'indicateur.

Envois de fonds

Les envois de fonds des 2 millions de Burkinabés qui travaillent dans d'autres pays (surtout la Côte-d'Ivoire) sont une contribution importante à l'économie. Pour classer les envois de fonds, on a utilisé le pourcentage de la population administrative qui est dans un pays étranger. On est parti de l'hypothèse que si quelqu'un était dans un pays étranger il envoyait de l'argent à sa famille. Cette classification correspond à d'autres données suggérant que de nombreux habitants des provinces de Yatenga et Passore travaillent en Côte-d'Ivoire.

Coton, arachides et autres cultures

Ces produits sont des cultures commerciales (plus ou moins), et partant, contribuent à l'économie provinciale et à la diversité de la production.

Elevage

Les produits de l'élevage contribuent à raison de 18 % au total des recettes d'exportation du Burkina, se rangeant après l'or et le coton. Le nombre d'animaux est un indicateur général de la diversité économique et de la richesse agricole. Il révèle les parties du secteur agricole où l'élevage est une source importante des revenus des ménages. Il est également le principal déterminant qui permet de séparer les groupes socio-économiques des cultivateurs-éleveurs de celui des petits cultivateurs. On a utilisé pour chaque province le total de vaches, de chèvres et de moutons par habitant.

Capacité des pâturages

Les pâturages sont source de richesses. Si les pâturages sont verdoyants, les éleveurs n'ont pas besoin de déplacer leurs troupeaux. Et d'autres gardiens vont venir avec leurs animaux, ce qui enrichit (avec de l'engrais) les champs des cultivateurs et diminue le prix des animaux.

Production céréalière par habitant (moyenne de 1984-1989)

La sécurité alimentaire au Burkina est surtout fonction de la production céréalière. C'est l'activité économique la plus importante au Burkina et la principale source de nourriture et du pouvoir d'achat. Le Burkina produit rarement suffisamment

de céréales pour ses propres besoins. Chaque année, il y a des zones déficitaires et excédentaires. Leur emplacement dépend de la zone agro-climatique, de la densité de la population, de la pluviosité et des dégâts causés par les ravageurs.

Chocs économiques à court terme

Balance céréalière

Par le passé, les principaux chocs pour les économies ménagères du Burkina venaient des sécheresses. Les sécheresses se répercutent sur la production céréalière, les pâturages et la disponibilité de l'eau pour les humains et les animaux. Ces répercussions sont loin d'être uniformes.

Par exemple, en 1989, les provinces de Soum, d'Oudalan et de Seno n'ont pratiquement pas eu de récoltes céréalières parce que les pluies sont tombées en fin de saison et que les insectes ont attaqué les champs. Mais les pâturages étaient en très bon état et l'eau était disponible. Vu que le principal moyen de subsistance des personnes de ces provinces est la vente des animaux, il n'y a pas vraiment eu de manque alimentaire. Donc, la seule balance céréalière ne suffit-elle pas pour caractériser la sécurité alimentaire des économies provinciales.

La plupart des ménages burkinabés participent au marché céréalier. Ils vendent les céréales au moment de la moisson pour obtenir des liquidités et souvent achètent des céréales plus tard pendant l'année pour couvrir leurs besoins familiaux. La production céréalière est donc une source de revenus. Comprendre les céréales comme une source de revenus permet de prendre un certain recul par rapport à l'analyse de la balance céréalière.

Il est important lorsqu'on étudie une balance céréalière pour une année donnée de la comparer avec la balance céréalière moyenne. Il existe des régions au Burkina où la production céréalière n'est pas la principale source de revenus du ménage. C'est le cas dans la plupart des provinces connaissant un déficit céréalier chronique, (les provinces où la balance céréalière de 1985-89 est déficitaire). Prenons également comme exemples extrêmes les provinces de Kadiogo et du Sahel où la production céréalière ne contribue qu'à une faible part des revenus du ménage.

Il est tout aussi important d'étudier la balance céréalière de l'année dernière. Si pendant deux années consécutives la balance moyenne est soit au-dessus, soit en-dessous de la moyenne, l'économie provinciale s'en trouvera très modifiée. Cet indicateur permet de cerner les provinces qui ont eu des balances céréalières en-dessous de la moyenne ces deux dernières années et qui ont donc vu décliner le pouvoir d'achat de leur ménage.

Qualité des pâturages

La qualité des pâturages et la disponibilité de l'eau pour le bétail constituent l'autre grand facteur de la vulnérabilité à court terme. Pour évaluer ce facteur, l'on a comparé les valeurs IVN maximum pour la campagne 1990 dans chaque province avec la moyenne maximum (dans ce cas, composée des données allant de 1984-89). L'IVN maximum (confer verso de la page de dos) est une indication de la production de biomasse.

Conclusion

Cette classification nous permet de voir que les valeurs absolues des données sont moins importantes que leur relation avec d'autres données. Au Burkina, c'est important car la valeur absolue de la plupart des données liées à la sécurité alimentaire ne sont pas très fiables. En faisant des moyennes des rangs, on peut présenter de manière simple des combinaisons de diverses données. Et cette classification nous indique les priorités régionales pour une assistance en développement et des secours alimentaires au Burkina.

Cette méthodologie permet d'incorporer de nouvelles informations aux indicateurs et de mettre facilement à jour les anciennes informations. Plus on disposera de données économiques, plus l'évaluation sera exacte. L'Enquête maraîchère et le recensement agricole que se propose de faire la DEP du Ministère de l'Agriculture pourraient dégager plus de données. Si l'on disposait de données sur le marché des animaux sous forme analogue aux prix céréaliers du SIM/OFNACER, le ratio prix des animaux, prix céréaliers serait un excellent indicateur du pouvoir d'achat. De telles données renforceraient de beaucoup l'exactitude de l'analyse.

Tableau D-1: Classification des provinces par indicateur à long terme

Province	Taux de mortalité	Taux de mortalité infantile	Taux d'alphabétisation	Taux de scolarisation	Lits d'hôpitaux par habitant	Coefficient de variation: production céréalière
Facteur de pondération -->	6	6	6	6	4	2
	Rang					
Nahouri	23	5	2	24	17	7
Gnagna	10	6	1	5	9	4
Zoundweogo	7	8	8	11	8	27
Bazega	17	22	13	19	3	9
Yatenga	5	2	20	15	20	6
Soum	1	15	11	3	4	5
Passore	8	16	12	14	6	8
Namentenga	4	10	16	4	13	2
Oubritenga	9	4	15	16	11	10
Sanmatenga	3	9	10	10	21	22
Kouritenga	14	23	18	18	22	24
Boulkiemde	6	11	24	28	16	18
Boulgou	11	24	14	17	27	23
Sanguie	18	3	19	21	1	16
Gourma	15	14	6	7	18	12
Sourou	20	18	23	22	14	19
Tapoa	12	26	3	6	12	14
Bam	19	17	22	12	10	3
Ganzourgou	13	7	5	9	2	17
Seno	2	12	4	1	19	15
Kadiogo	30	30	30	30	29	1
Oudalan	16	1	7	2	24	11
Sissili	29	19	21	13	5	13
Bougouriba	25	20	17	27	25	25
Kossi	26	21	28	8	15	20
Kenedougou	21	13	27	26	7	29
Mouhoun	24	28	25	23	26	26
Houet	28	29	29	29	28	21
Comoe	27	25	26	25	23	30
Poni	22	27	9	20	30	28

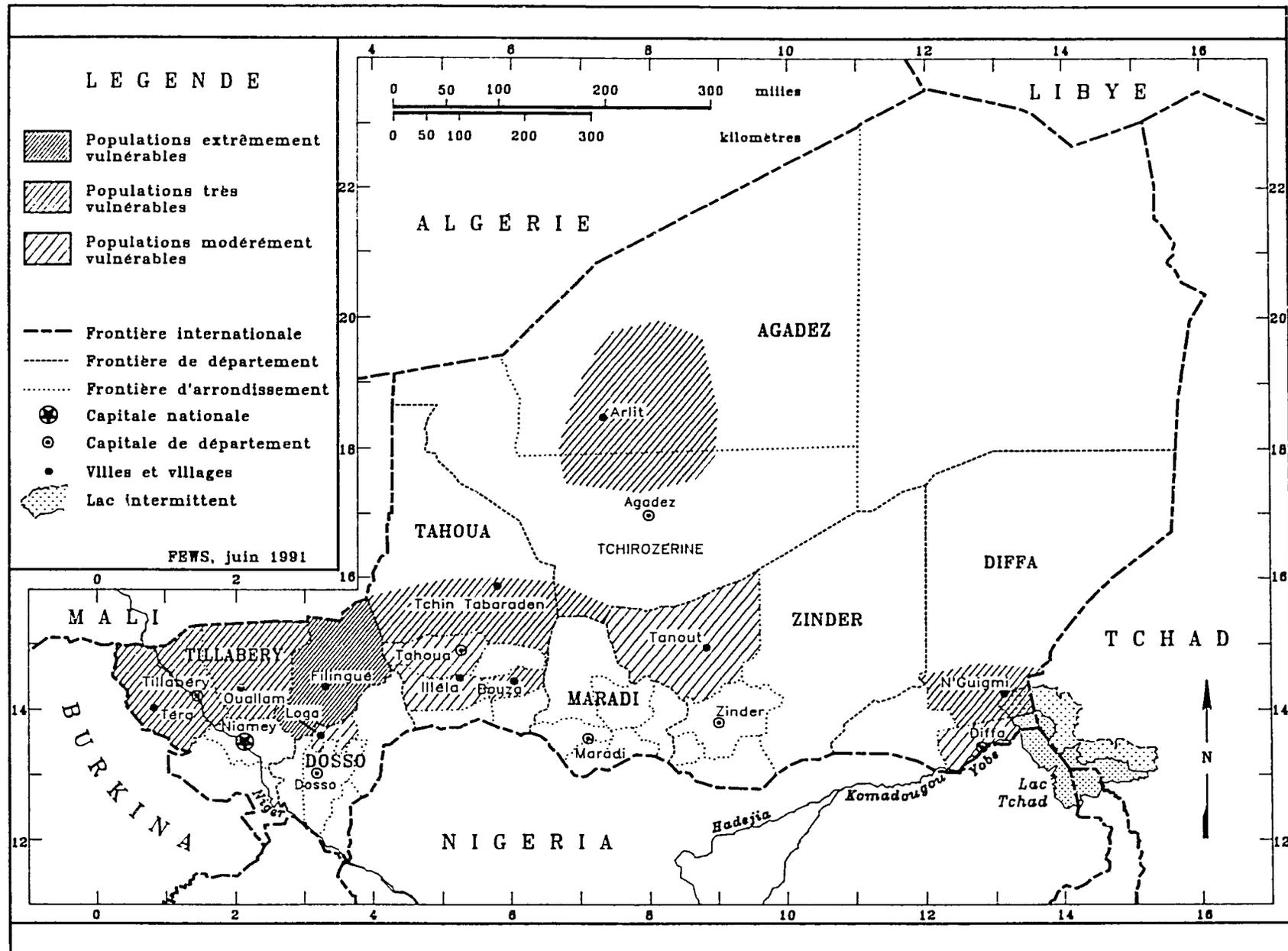
Sources: *Analyse des Resultats Definitifs: Recensement général 1985*, GOB/Institut national des statistiques et rapport annuel 1988, *statistique sanitaires*, MOHAS Sanitaires, MOHAS

Tableau D-2: Indicateurs économique et sur la production agricole

Province Facteur de pondération-->	Indicateurs à moyen terme								Indicateurs à court terme			
	Extraction d'or	Migration	Coton	Population animale	Capacité des pâturages	Production moyenne par habitant	Ara-chides	Autres cultures	Balance céréalière 1989	Balance céréalière province 1990	Balance céréalière finale 1990	Qualité des pâturages, IVN maximum
	7	7	4	4	4	2	2	2	10	5	10	10
Nahouri	4	10	18	6	23	6	27	13	1	1	5	18
Gnagna	21	1	5	26	16	21	23	11	6	8	6	23
Zoundwéogo	7	18	21	15	14	15	11	3	4	7	12	20
Bazéga	15	16	9	21	11	14	14	12	2	4	13	6
Yatenga	28	29	6	20	6	3	12	9	12	10	9	1
Soum	24	6	3	29	24	5	4	19	7	13	16	30
Passoré	30	30	14	10	5	24	18	23	3	3	4	12
Namentenga	25	15	8	25	17	7	6	16	14	15	28	3
Oubritenga	16	24	12	13	4	10	16	5	23	16	20	4
Sanmatenga	23	17	15	22	7	16	25	25	5	12	8	26
Kouritenga	17	27	7	18	2	4	24	10	26	9	3	2
Boulkiemdél	18	28	10	5	3	9	9	17	8	6	15	17
Boulgou	5	19	17	14	9	19	30	14	22	2	1	14
Sanguié	12	25	20	7	12	17	7	24	13	17	11	16
Gourma	14	7	11	24	29	25	20	22	21	18	14	7
Sourou	20	14	22	17	18	13	5	4	15	11	10	9
Tapoa	13	2	16	23	30	22	21	21	20	19	27	5
Bam	27	13	19	19	8	8	22	26	10	5	7	28
Ganzourgou	19	23	24	27	10	20	13	8	19	28	21	8
Seno	26	8	1	30	22	11	3	6	27	29	22	21
Kadiogo	10	3	4	1	1	1	2	2	30	30	2	27
Oudalan	29	21	2	28	27	2	1	1	28	22	29	22
Sissili	3	11	23	12	25	18	15	28	29	20	24	10
Bougouriba	9	20	26	11	15	26	26	15	9	14	25	11
Kossi	2	4	30	16	19	28	10	18	24	26	26	13
Kenedougou	1	12	28	3	26	30	17	29	18	24	23	19
Mouhoun	11	9	29	8	20	27	8	7	16	25	17	15
Houet	6	5	27	2	13	23	28	20	25	21	19	25
Comoé	8	22	25	4	28	29	29	30	11	23	18	24
Poni	22	26	13	9	21	12	19	27	17	27	30	29

Sources: Résultats de l'enquête agricole permanente, 1984-89 et enquête nationale sur les effectifs du cheptel, Vol 1, résultats et analyse, Ministère de l'Agriculture et du Bétail; rapport annuel 1988, statistiques sanitaires, Ministère de la Santé et de l'Action sociale; analyse des résultats définitifs: recensement général 1985, GOB/Institut national des statistiques.

Carte 6: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Niger



Plus d'un million de personnes très vulnérables à la famine

Rapport communiqué par l'USAID/Niger, le 6 juin 1991

RECAPITULATIF

Les groupes les plus vulnérables au Niger, au début de la saison des pluies de 1991, sont les cultivateurs et les éleveurs dans les départements au nord de Tillabéry, au centre de Tahoua, à l'ouest d'Agadez et à l'est de Diffa (confer carte 6).¹ Ils sont très vulnérables suite aux graves déficits céréaliers et manque de pâturages en 1990/91, au renchérissement des prix du mil en 1991 et au faible pouvoir d'achat cette dernière année. Dans ce groupe, 235.000 cultivateurs de l'arrondissement de Filingué (département de Tillabéry) sont extrêmement vulnérables à la famine. Si les distributions au titre de l'aide alimentaire ne devaient pas continuer telles que prévues dans ces régions, jusqu'à 1.323.000 personnes dans les arrondissements de Téra, Tillabéry, Ouallam, Filingué, Tchinn Tabaraden, Bouza, Tchirozénine, Arlit et N'Guigmi devront peut-être émigrer en quête d'aliments avant la moisson céréalière de 1991/92.

Outre les régions susmentionnées, il convient également de suivre de près les cultivateurs et éleveurs dans les départements au nord de Dosso et au nord de Zinder pendant la campagne agricole à venir. Ces groupes ont connu un grave déficit céréalier et manque de pâturages en 1990/91, ils ont vu grimper les prix du mil en 1991. Si les pluies étaient faibles en 1991, ces ménages seraient encore davantage éprouvés puisqu'ils devront puiser dans leurs ressources pour compenser les pertes de production. En outre, une mauvaise production pousserait encore à la hausse les prix du mil en 1991/92. Si tel devait être le cas, environ 442.000 personnes en plus seraient très vulnérables à la famine.

METHODOLOGIE

L'évaluation sur la vulnérabilité de 1991 identifie les groupes les plus vulnérables à la famine au début de la campagne agricole de 1991/92. Les trois grands groupes socio-économiques du Niger sont les cultivateurs, les éleveurs et les citadins. Par le passé, l'on supposait que la vulnérabilité des citadins ne

changeait pas beaucoup d'une année à l'autre puisque ce groupe dépend de salaires ou de commerce. Si cette hypothèse semble être remise en question par les rapports de terrain et par la détérioration générale de la situation économique, nous manquons toutefois de données exactes permettant de faire une analyse de la vulnérabilité de ce groupe. En général, nous supposons que les populations urbaines sont légèrement moins vulnérables à la famine que les groupes de cultivateurs et d'éleveurs des régions rurales avoisinantes. Par conséquent, cette évaluation ne traite que des cultivateurs et des éleveurs. Groupes qui représentent 85 % de la population et qui sont parmi les plus vulnérables.

Les informations quantitatives (production, prix, santé, état nutritionnel) et qualitatives (autres sources de revenus) provenant des données des rapports du Gouvernement du Niger ont permis d'évaluer la vulnérabilité des cultivateurs et éleveurs pour chaque arrondissement du Niger. On a fait un premier dépistage de la vulnérabilité en fonction de la suffisance de la production céréalière pour les agriculteurs ou de la production de pâturages et des termes d'échange pour les éleveurs. Dépistage qui a révélé que 17 des 34 arrondissements au Niger étaient du moins modérément vulnérables à la famine au début de la saison des pluies de 1991.

La définition des niveaux relatifs de vulnérabilité parmi les 34 arrondissements provient d'une classification des groupes socio-économiques selon des indicateurs qui mesurent les paramètres régionaux, familiaux et individuels, en utilisant les informations quantitatives et qualitatives susmentionnées. Les résultats de cette classification au niveau arrondissement sont discutés ci-après. Les indicateurs utilisés pour classer les arrondissements ainsi que les détails sur la méthodologie sont présentés en Annexe E. A la fin de cette Annexe, l'on présente également certaines lacunes dans les données d'évaluation et l'analyse concernant les arrondissements. Les Tableaux E-1 et E-2 en Annexe présentent un récapitulatif des indicateurs et des indices résultant pour les cultivateurs et les éleveurs.

¹ Les unités administratives du Niger sont en ordre de préférence les départements, les arrondissements et les cantons..

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Cultivateurs et cultivateurs-éleveurs

Aux fins de la présente évaluation, le groupe agricole comprend des cultivateurs sédentaires pratiquant une agriculture de subsistance et le groupe sédentaire plus récent composé de cultivateurs-éleveurs. Les deux groupes sont évalués ensemble vu la similitude des indicateurs utilisés pour évaluer leur vulnérabilité à la famine. Sur les 34 arrondissements au Niger où l'on pratique une activité agricole, 11 arrondissements n'étaient pas auto-suffisants après la moisson de la saison des pluies en 1990 (les cultivateurs auto-suffisants ont été définis comme ceux produisant au minimum 220 kilogrammes par habitant et par année).

Après avoir évalué les 11 arrondissements déficitaires en fonction de critères sur la production, les prix et les revenus (confer Annexe E pour plus de détails), l'on a constaté qu'un arrondissement était extrêmement vulnérable (Filingué), huit étaient très vulnérables (Téra, Tillabéry, Ouallam, Tchintabaraden, Bouza, Tchirozérine, Arlit et N'Guigmi) et deux étaient modérément vulnérables (Loga et Diffa).

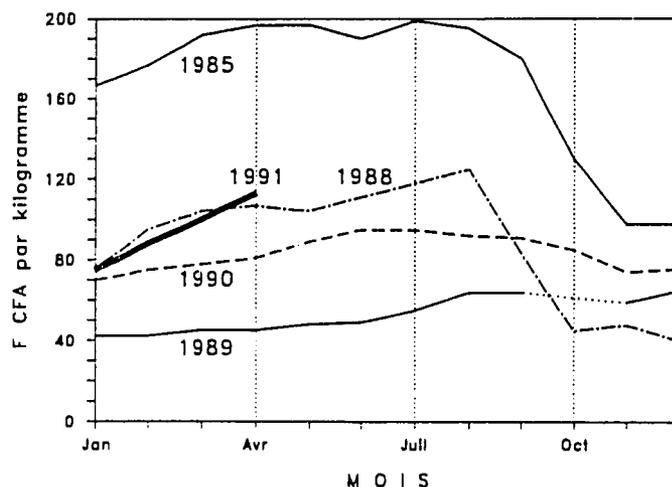
Cultivateurs-éleveurs dans le département au nord de Tillabéry

Le groupe de cultivateurs-éleveurs le plus vulnérable du pays est celui de l'arrondissement de Filingué (département de Tillabéry) jugé extrêmement vulnérable au début de la saison des pluies de 1991. Leur vulnérabilité a empiré depuis 1990, suite à une production céréalière en-dessous de la moyenne et très déficitaire pour une seconde année de suite et des prix céréaliers anormalement élevés en 1991. La récolte céréalière de 1990/91 ne représentait que la moitié de la moyenne de 10 ans (1980-89). Bien qu'ils n'avoisinent pas encore les niveaux des temps de famine de 1985, les prix du mil en avril étaient supérieurs de 50 % à la moyenne des cinq dernières années (confer Figure 4).

On considère que les groupes de cultivateurs-éleveurs à Téra, Tillabéry et Ouallam sont très vulnérables au début de la saison des pluies. La production céréalière est déficitaire et les prix du mil sont élevés. La récolte de Téra en 1990/91 était aussi mauvaise que celle de Filingué et les prix du mil à Ouallam sont tout aussi élevés.

Les autres grandes sources de revenus pour ces régions sont les ventes d'animaux et les envois de fonds des membres de la famille qui travaillent à Niamey ou en Afrique de l'Ouest. Les termes de l'échange, c'est-à-dire le volume de mil que l'on peut acheter en vendant un bouc, n'ont cessé de diminuer cette dernière année. Les travailleurs saisonniers connaissent également plus de chômage ces dernières années. Tout cela fait

Figure 4: Prix nominaux mensuels du mil, moyenne pour quatre marchés de Tillabéry, 1985 & 1988-91



Source: GON/Système d'informations du marché (SIM); FEWS/Niger

que les cultivateurs-éleveurs au nord du département de Tillabéry n'ont guère les moyens d'acheter les céréales dont ils ont besoin pour tenir jusqu'à la prochaine récolte.

Les distributions au titre de l'aide alimentaire ont commencé dans ces régions. Si ces distributions ne devaient pas continuer comme prévu (24.000 tonnes ont été programmées), les populations vulnérables à Filingué devront continuer de liquider leurs ressources pour acheter les céréales. Si ces personnes étaient forcées à continuer d'épuiser leurs ressources et si la récolte était mauvaise en automne 1991, l'on assisterait à de massifs déplacements de la population et à une éventuelle famine.

Si les distributions alimentaires étaient interrompues dans Téra, Tillabéry et Ouallam, les cultivateurs-éleveurs de ces régions deviendraient extrêmement vulnérables. Une autre mauvaise récolte en 1991/92 entraînerait de larges déplacements de ces populations.

Les enfants d'âge pré-scolaire tout au nord du département de Tillabéry sont les plus vulnérables vu leur mauvais état nutritionnel (6 à 8 % de malnutrition grave des moins de cinq ans signalés dans les cliniques de santé¹) et le faible taux de vaccination de la rougeole dans le pays (juste de 10 % dans l'arrondissement de Téra).

Cultivateurs et cultivateurs-éleveurs dans les départements de Dosso et Tahoua

Les cultivateurs et les cultivateurs-éleveurs sont modérément vulnérables au début de la saison des pluies de 1991 à Loga

¹ Dans ce cas, l'on juge qu'un enfant est gravement sous-alimenté lorsque son poids tombe à deux écarts types ou plus en-dessous du poids moyen d'un enfant du même âge.

(département de Dosso), par contre ils sont très vulnérables dans les arrondissements de Tchén Tabaraden et Bouza (département de Tahoua). Loga est jugée modérément vulnérable suite au déficit, à la récolte inférieure à la moyenne et aux prix du mil relativement élevés. Les populations commencent à puiser dans les réserves de l'année dernière. Une autre récolte en-dessous de la moyenne en 1991 aggraverait leur vulnérabilité.

Les cultivateurs-éleveurs dans Tchén Tabaraden et Bouza sont très vulnérables car la production de 1990 était extrêmement déficitaire et nettement en-dessous de la moyenne des dix ans. Les populations dans Tchén Tabaraden sont plus vulnérables que l'année dernière puisque les ménages puisent dans leurs réserves une deuxième année de suite et que les prix du mil sont plus élevés qu'en moyenne.

Par rapport au département au nord de Tillabéry, Tchén Tabaraden a pu éviter d'entrer dans la catégorie des extrêmement vulnérables car les habitants disposent de plus de revenus complémentaires et que les prix du mil sont plus faibles. Ils puisent dans leurs biens mais n'en sont pas encore à liquider les ressources nécessaires pour la production alimentaire. Une mauvaise récolte en 1991 et l'absence d'interventions entre temps rendraient ces populations extrêmement vulnérables aux pénuries alimentaires.

Cultivateurs-éleveurs à l'ouest du département d'Agadez

Un système de classification légèrement différent a été utilisé pour les populations agricoles des arrondissements d'Arlit et de Tchirozénine. Les cultivateurs-éleveurs de ces régions sont des gardiens de troupeaux sédentaires qui dépendent davantage que le reste de la population agricole des petites cultures irriguées et d'autres sources de revenus.

Au vu de ces différences, on a modifié le système de classification et l'on a exclu l'indice sur la production céréalière. On a également pondéré doublement l'indice sur les revenus complémentaires. Cette modification classe les deux régions dans la catégorie des très vulnérables. S'il devait y avoir une sécheresse ou des dégâts importants dus aux sauterelles et aux criquets l'année prochaine, les cultivateurs-éleveurs de ces deux régions entreraient dans la catégorie des extrêmement vulnérables.

Cultivateurs-éleveurs dans le département de Diffa

Les cultivateurs-éleveurs dans les arrondissements de Diffa et N'Guigmi sont respectivement modérément et très vulnérables au début de la saison des pluies de 1991. La production céréalière en 1991 était extrêmement déficitaire et nettement en-dessous de la moyenne au Diffa. Elle était désastreuse au N'Guigmi. Les prix du mil sont nettement au-dessus de la moyenne, mais relativement faibles comparés

au reste du pays. Les habitants de Diffa sont moins vulnérables que ceux de N'Guigmi car ils disposent de plus de possibilités de revenus, dues surtout au commerce transfrontalier avec le Nigéria et a de bons sites de jardinage irrigués. Les ménages de N'Guigmi sont en train d'épuiser leurs biens immédiats pour acheter du mil, mais n'en sont pas encore à liquider les ressources nécessaires pour la production alimentaire. Une mauvaise récolte en 1991 et l'absence d'interventions entre temps rendraient ces populations extrêmement vulnérables en 1991/92.

Gardiens nomades

Pour la première fois cette année, l'on a classé séparément les gardiens de troupeaux. Sur les 34 arrondissements du Niger où l'on trouve des gardiens de troupeaux, 15 manquent de pâturages ou connaissent des termes d'échange peu favorables (confer Annexe E pour des détails sur la méthodologie). On a ensuite évalué ces 15 arrondissements pour juger des conditions des pâturages et des termes d'échange sur trois ans, ainsi que des autres sources de revenus pour acheter du mil. Cette dernière évaluation a révélé, qu'au début de la saison des pluies 1991 (confer Carte 6), les gardiens dans quatre arrondissements étaient très vulnérables à la famine (Tillabéry, Téra, Ouallam et Bouza); dans cinq, ils étaient modérément vulnérables (Filingué, Tahoua, Illéla, Tanout et N'Guigmi) et dans cinq autres, ils étaient légèrement vulnérables (Tchén Tabaraden, Dosso, Tchirozérine, Mirriah et Gouré). Bien que l'on ne dispose pas de données, on a estimé que les gardiens dans l'arrondissement d'Arlit étaient légèrement vulnérables puisque les conditions ont été jugées analogues à celles de Tchirozérine (les deux dans le département d'Agadez).

Dans trois zones géographiques du pays, l'on a trouvé des gardiens vulnérables. Le groupe le plus important se trouve au nord du département de Tillabéry, où les gardiens des arrondissements de Tillabéry, Téra et Ouallam sont très vulnérables, ceux de l'arrondissement de Filingué étant modérément vulnérables. Les pâturages sont insuffisants dans ces régions suite au manque de pluies. Cela se vérifie tout particulièrement dans le département de Tillabéry qui connaît une pénurie de pâturages. Le pouvoir d'achat dans ces quatre arrondissements est le plus faible du pays si l'on compare les prix des boucs à ceux du mil (termes d'échange). Les autres sources de revenus sont également relativement maigres à Ouallam et Filingué.

Une concentration secondaire contiguë se constate dans les départements de Tahoua et d'Agadez où les gardiens de l'arrondissement de Bouza sont très vulnérables alors que ceux des arrondissements de Tahoua et d'Illéla sont modérément vulnérables et ceux de Tchén Tabaraden et Tchirozérine sont légèrement vulnérables. Ces régions (à l'exception de Tchén Tabaraden) manquent de pâturages. Ce sont les arrondissements de Tahoua, Bouza et Tchirozérine qui sont le plus touchés. Les gardiens de Bouza ont le plus faible pouvoir d'achat de tous ces

arrondissements, vu les mauvais termes d'échange et le manque d'autres sources de revenus.

Plus à l'est, les gardiens dans les arrondissements de Tanout et N'Guigmi sont modérément vulnérables et ceux de Mirriah et Gouré légèrement vulnérables. C'est à N'Guigmi qu'on trouve le moins de pâturages et de sources de revenus. Tanout, également, ne dispose que de peu de sources de revenus, l'arrondissement connaît les pires termes d'échange de ce groupe.

PLANS D'AIDE ALIMENTAIRE

L'assistance alimentaire d'urgence prévue pourrait permettre peut-être de remédier à l'extrême vulnérabilité dans plusieurs zones du Niger. Le Tableau 4 (ci-après) récapitule les opérations d'aide alimentaire d'urgence en cours et prévues d'ici la récolte de 1991.

CONCLUSIONS

Les groupes les plus vulnérables au Niger, au début de la saison des pluies de 1991, sont les cultivateurs et les gardiens de troupeaux au nord du département de Tillabéry et au centre de celui de Tahoua ainsi que les cultivateurs à l'ouest du

département d'Agadez et à l'est de celui de Diffa. Les groupes sont très vulnérables à la famine (jusqu'à 235.000 cultivateurs dans l'arrondissement de Filingué sont extrêmement vulnérables) suite au grave déficit céréalier et manque de pâturages en 1990/91, au renchérissement des prix du mil en 1991 ainsi qu'au maigre pouvoir d'achat. Les opérations immédiates au titre de l'aide alimentaire doivent continuer si l'on veut éviter que 754.000 cultivateurs et 175.000 gardiens de troupeaux au nord du département de Tillabéry, 177.000 cultivateurs et 175.000 gardiens au centre de Tahoua, 131.000 à l'ouest d'Agadez et 25.000 à l'est de Diffa n'émigrent en quête de nourriture avant la récolte de 1991.

L'on note parmi les populations modérément vulnérables 137.000 cultivateurs dans les arrondissements de Loga et Diffa et 305.000 gardiens dans les arrondissements de Filingué, Tahoua, Illéla, Tanout et N'Guigmi. Ces groupes ont été confrontés en 1990/91 au manque de céréales et de pâturages ainsi qu'à la hausse des prix du mil. Une autre année de mauvaise production ferait encore grimper les prix du mil et éprouverait encore davantage les ménages qui sont en train d'épuiser leurs ressources, ce qui les rendrait très vulnérables à la famine en 1992. L'on craint tout particulièrement une dégradation de l'état de vulnérabilité de ces groupes dans les arrondissements de Filingué et N'Guigmi où généralement les pluies sont, dans le meilleur des cas, marginales.

Tableau 4: Plans d'aide alimentaire d'urgence en 1991 pour le Niger (T)

Bailleur / Produit	Tonnes	Endroit	Etat de distribution
USAID/titre II (par arrondissement, sorgho)			
	671	Tillabéry	achevé
	1.000	Téra	achevé
	884	Filingué	achevé
	250	Ouallam	achevé
USAID/Sec. 416 (par arrondissement, sorgho)			
	2.500	Tillabéry	en cours
	6.600	Téra	en cours
	6.500	Filingué	en cours
	4.400	Ouallam	en cours
	4.100	Mirriah	juillet
	2.300	Magaria	juillet
	2.300	Tanout	juillet
	1.300	Gouré	juillet
	2.000	Mainé Soroa	juillet
	2.000	Diffa	juillet
	1.000	N'Guigmi	juillet
PAM (par département)			
mil	4.500	Tahoua, Dosso, Agadez, Maradi	achat local; juin/juil achat à Maradi, Zinder, Diffa
sorgho	9.900	Tahoua, Dosso, Agadez, Diffa	demande USG, pas fixé
Belgique (par département)			
riz	416	Tillabéry, Dosso	achat local; juin/juil

Bailleur / Produit	Tonnes	Endroit	Etat de distribution
CEE (par département)			
sorgho	3.300	Maradi, Tahoua	achats locaux en cours
riz	2.500	Tahoua	achats locaux juin/juil
blé et pommes de terre	640		achats locaux
Allemagne (par département)			
	4.000	Tahoua, Diffa, Agadez, Zinder	achats locaux; en cours
Arabie Saoudite			
blé	15.000		ventes pour financer les achats de céréales
Canada			
blé	15.000		blé devant être vendu; mil devant être acheté localement
Italie			
mil/sorgho	6.000		achat local
France			
blé	3.000		blé devant être vendu; mil devant être acheté localement
Angleterre			
céréales	3.000		non connu
CARITAS			
céréales	1.000		non connu
SOS Sahel			
céréales	1.000		non connu

Source: USAID/GDO/Drought Relief Unit

Annexe E: Méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité au Niger

L'évaluation initiale de la vulnérabilité immédiate à l'insécurité alimentaire pour les cultivateurs et les gardiens nomades déterminée par arrondissement en utilisant des données du Gouvernement:

Evaluation initiale de la vulnérabilité pour les cultivateurs en fonction de la production céréalière. On a noté les arrondissements produisant moins de 220 kg de mil et de sorgho par habitant agricole.

Evaluation initiale de la vulnérabilité pour les gardiens nomades basés sur les surpositions de:

Productivité de la garde de troupeaux définie en tant qu'unités de bétail tropical par tonne de biomasse comestible sèche (balance de pâturage) — on a noté les arrondissements avec moins de 0,18 tonne de biomasse par unité; et

Termes d'échange définis comme étant le ratio prix du taureau/mil et chèvre/mil. On a noté les arrondissements où on a pu acheter, de mars 1990 à février 1991, moins de 89 kg ou 1.000 kg de mil grâce à la vente de respectivement une chèvre ou un taureau.

L'indice de production céréalière calculé pour les cultivateurs en estimant la somme de a), b) et c) avec des poids respectivement de 1, 1 et 2:

a) Production nette de mil et sorgho en 1990/91 en kilogrammes par habitant: supérieur à 240 = 0; 190-240 = 1; 140-190 = 2, moins de 140 = 3

b) Production nette de mil et sorgho en 1989/90 en kilogrammes par habitant: supérieur à 240 = 0; 190-240 = 1; 140-190 = 2, moins de 140 = 3

c) Changements en pourcentage dans la production de mil et sorgho, moyenne de 1990/91 contre 1980/89. Moins de 5 % de changements = 0; diminution de 5-25 % = 1; 25-50 % = 2; supérieur à une diminution de 50 % = 3

Indice de la production céréalière: 0-2 = 0, 3-6 = 1, 7-10 = 2, 11-14 = 3

L'indice du prix du mil calculé pour les cultivateurs en estimant la somme de a), b) et c) ci-dessus, pondérés tous de la même manière:

a) Niveaux de prix moyens pour l'année dernière, mai 1990 à avril 1991: moins de 65 F CFA/kg = 0, 65-80 F CFA/kg = 1 F CFA/kg, supérieur à 80 F CFA/kg = 2

b) Niveaux des prix du mil en avril 1991: moins de 80 F CFA/kg = 0, 80-95 F CFA/kg = 1, plus de 95 F CFA/kg = 2

c) Changements en pourcentage du prix du mil, avril 1991, contre moyenne avril 1986-90: peu de changements ou plus faibles = 0; plus élevés que 5-10 % = 1; plus élevés que 10-20 % = 2; plus élevés que 20 % = 3

Indice du prix du mil: 0-1 = 0 normal ou faible, 2-3 = 1 légèrement élevé, 4-5 = 2 modérément élevé, 6-7 = 3 très élevé

Autre indice de production calculé pour les cultivateurs en estimant la somme de a) et b), pondéré 2 et 1 respectivement:

a) Ventes de niébé exprimées comme équivalent sur le marché du mil en kg: supérieur à 100 = 0, 60-100 = 1, 20-60 = 2, moins de 20 = 3

b) Ventes d'animaux mesurées comme termes d'échange moyens annuels de mars 1990 à février 1991 représentant kg de mil pouvant être acheté grâce à la vente d'une chèvre. Les termes d'échange ont été placés dans une échelle de 0 à 100; 0 représente la moyenne de la période de faibles termes d'échange (janvier-juin 1985) et 100 représente la moyenne de la période de termes d'échange élevés (janvier-juin 1989): supérieur à 65 = 0, 55-65 = 1, 45-55 = 2, moins de 45 = 3

Autre indice de production: 0 = 0, 1-3 = 1, 4-6 = 2, 7-9 = 3

Productivité de la garde de troupeaux calculée pour les gardiens nomades en tant que balance de pâturage en fonction d'unités de bétail tropical par tonne de biomasse comestible sèche: moins de 0,18 = 0, 0,18-0,22 = 1, 0,23-0,29 = 2, 0,30 ou plus = 3

Indice des termes d'échange calculé pour les gardiens nomades comme ratio composite des prix moyens taureau/mil et chèvre/mil ces trois dernières années avec respectivement des facteurs de pondération de 2 et 1. La moyenne de trois ans (mars 1988 à février 1991) a été pondérée pour l'année dernière à un demi, il y a deux ans à un tiers et il y a trois ans à un sixième. Les termes d'échange résultant ont été mis sur une échelle de 0 à 100 où 0 représente la moyenne pour une période de faibles termes d'échange (janvier à juin 1985) et 100 représente la moyenne pour la période des termes d'échange élevés (janvier à juin 1989): supérieur à 85 = 0, 76-85 = 1, 66-75 = 2, moins de 66 = 3

Indice des autres revenus calculé pour les cultivateurs et les gardiens nomades en estimant la somme de six sources de revenus complémentaires (jardinage irrigué, travail rémunéré, envois de fonds, ventes artisanales, commerce et autres) avec des facteurs de pondération respectivement de 2, 1, 1, 1, 1, 1. Chaque source de revenus complémentaires a été notée selon l'importance qu'elle détient pour le revenu général du ménage: 0 = important, 1 = insignifiant, 2 = non-pratiqué

Indice des autres revenus: 0-2 = 0, 3-6 = 1, 7-10 = 2, 11-14 = 3

Estimation générale de la vulnérabilité des cultivateurs: la classification finale tirée de la somme des indices de la production céréalière, prix du mil, autres production et revenus complémentaires, tous pondérés de la même manière: 0-1 = 0 non vulnérable, 2-4 = 1 légèrement vulnérable, 5-7 = 2 modérément vulnérable, 8-10 = 3 très vulnérable, 11-12 = 4 extrêmement vulnérable ou à risques

Classification générale de la vulnérabilité pour les gardiens nomades: la classification finale tirée de la somme des indices sur la productivité de la garde des troupeaux, termes d'échange et autres revenus, tous pondérés de la même manière: 0-1 = 0 non vulnérable, 2-3 = 1 légèrement vulnérable, 4-5 = 2 modérément vulnérable, 6-7 = 3 très vulnérable, 8-9 = 4 extrêmement vulnérable ou à risques

Indice des risques de santé calculé pour les cultivateurs et les gardiens en estimant la somme de a) et b):

a) Niveau de couverture vaccinale: supérieur à 70 % = 0, 60-70 % = 1, 50-60 = 2, moins de 50 % = 3

b) Cas de malnutrition aiguë signalés dans les cliniques de santé: moins de 4 % = 0, 4-6 % = 1, 6-8 % = 2, plus de 8 % = 3

Indice des risques de santé: 0 = 0, 1-2 = 1, 3-4 = 2, 5-6 = 3

Notes générales

Les lacunes dans les données et analyses sur l'évaluation des arrondissements sont les suivantes:

- L'on n'a pas pu quantifier les diverses sources de revenus pour les cultivateurs et les gardiens. On a utilisé les informations des rapports du Gouvernement confirmées par les conditions économiques actuelles pour estimer l'importance des diverses sources de revenus dans la consommation au niveau ménages.
- Les termes d'échange sont exprimés en tant que kilogrammes de mil que l'on peut acheter grâce à la vente d'un seul animal (taureau ou bouc) et non pas comme un ratio direct exprimant les kilogrammes de mil par rapport aux kilogrammes du poids d'un animal. Les prix par kilogramme du poids d'un animal par arrondissement ne sont pas disponibles au Niger, ce qui signifie que les variations saisonnières et annuelles dans le poids vivant ne sont pas reflétées dans les courbes des termes d'échange de cette évaluation.
- La productivité de la garde des animaux est exprimée comme la concentration d'animaux sur les pâturages disponibles. Les estimations sur les pâturages du Gouvernement convertissent les données sur le verdoisement par satellite (IVN — voir verso de la page de dos) en biomasse comestible disponible. Cette conversion ne tient pas compte de la qualité des pâturages ou la disponibilité de l'eau, deux composantes importantes dans la productivité des gardiens.
- Les statistiques sur le nombre d'animaux par arrondissement sont les estimations du Gouvernement en fonction des fiches de vaccination et des taux théoriques de croissance des troupeaux. L'on ne sait pas si elles sont fidèles à la réalité.

Tableau E-1: Indicateurs pour l'évaluation de vulnérabilité au Niger, 1991

Arrondissement	Evaluation initiale des cultivateurs et gardiens	Indicateurs spécifiques pour cultivateurs								Indicateurs spécifiques pour gardiens		Indicateurs pour cultivateurs et gardiens					
		Production 90/91 (kg/ha)	Production 89/90 (kg/ha)	Production 90/91 vs moyenne	Prix moyen du mil 5/90-4/91	Avril: Prix de mil (FCFA/kg)	Avril: Prix de mil vs moyenne	Vente de niébé	Ventes d'animaux	T de biomasse par UBT	Termes d'échange vs EXT (%)	Jardinage irrigué	Main-d'oeuvre rémunérée	Envois de fonds	Ventes artisanales	Commerce à petite échelle	Autre
Filingué	C/G	128	170	50	90	125	60	6	49	0,17	64	1	2	0	1	1	2
Téra	C/G	159	233	65	83	93	23	10	42	NA	53	1	1	0	1	0	1
Ouallam	C/G	190	174	94	94	125	65	2	18	0,29	46	1	2	0	1	1	2
Bouza	C/G	169	420	54	73	79	19	2	53	0,27	69	1	2	0	1	1	1
Tillabery	C/G	133	196	55	91	110	31	4	35	1,10	53	0	1	0	1	2	1
Tchiro-zérine	C/G				78	83	17	0	45	0,25	87	1	0	2	0	2	0
Tchin Tabaraden	C/G	125	66	66	79	84	36	5	68	0,12	87	1	2	2	0	1	1
N'Guigmi	C/G	46	194	35	75	79	22	0	65	0,24	83	1	2	0	1	1	2
Arlit	C/G				79	91	22	0	55	NA	NA	0	0	2	0	0	1
Loga	C/	216	265	84	78	87	15	82	64			2	2	0	1	1	1
Diffa	C/	110	31	78	72	83	31	51	64			0	2	0	0	1	1
Tahoua	/G									0,43	81	0	2	0	1	1	1
Tanout	/G									0,11	64	1	2	0	1	0	2
Ilélla	/G									0,21	76	1	2	0	2	1	1
Mirriah	/G									0,17	77	1	1	1	2	0	1
Gouré	/G									0,11	68	1	0	0	0	0	1
Dosso	/G									0,04	99	2	2	0	1	0	1

Sources: Production de céréales et *niebe* — GON/MOA/DSA; prix du mil — GON/SIM; prix des animaux, statistiques sur les unités de bétail tropical et biomasse; informations sur autres sources de revenus — GON/MOA/DEP; population — projections FEWS/Niger 1991 en fonction des taux de croissance des arrondissements provenant de comparaisons des recensements du Gouvernement de 1977 et 1988; répartition cultivateurs/gardiens — analyses du Bureau de recensement du Gouvernement sur un échantillon de 10 % du recensement de 1988.

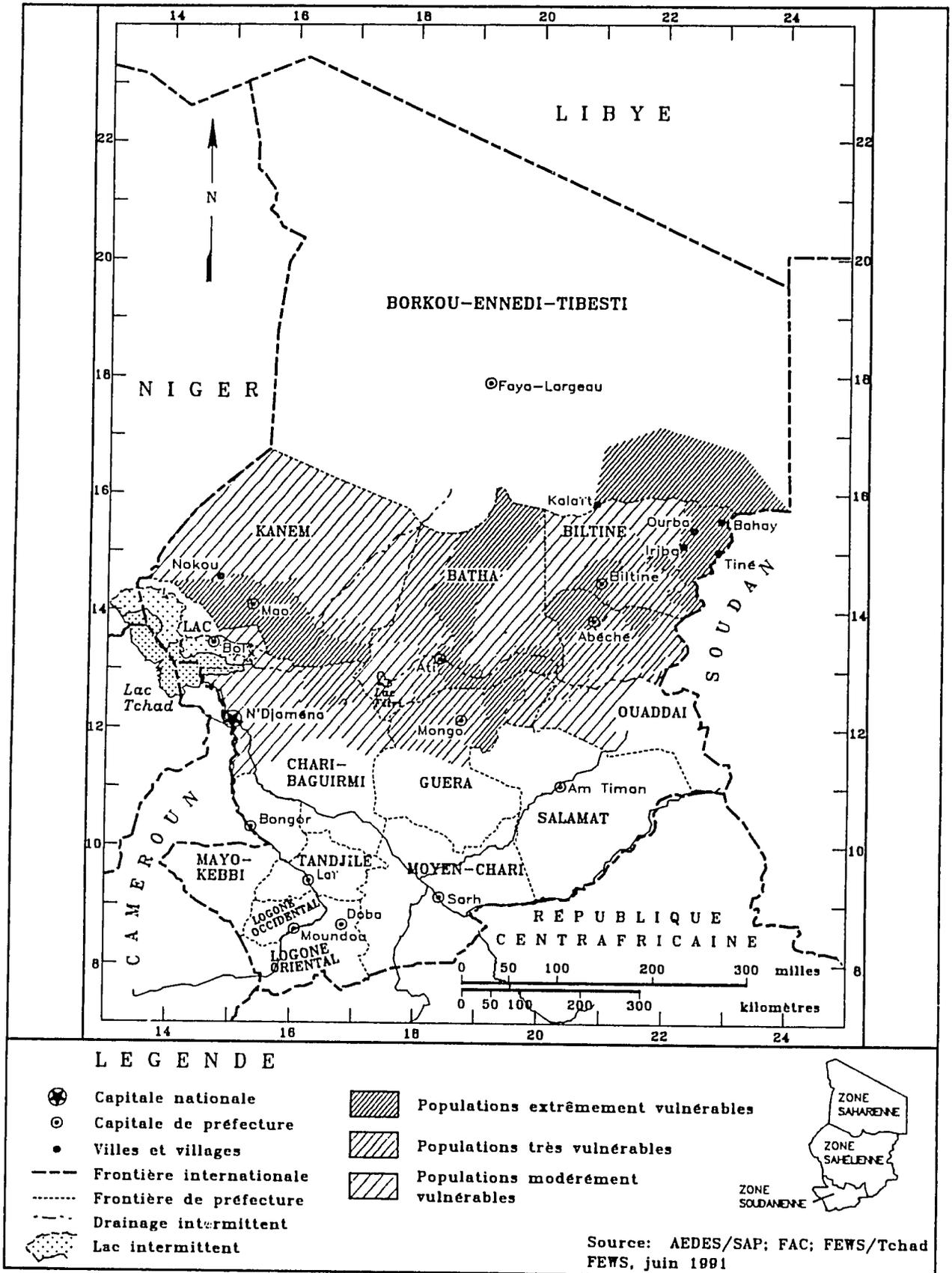
Tableau E-2: Indices pour l'évaluation sur la vulnérabilité au Niger, 1991

Arrondissement	Evaluation Initiale des cultivateurs et gardiens	Cultivateurs			Gardiens		Cultivateurs et gardiens	Vulnérabilité générale des cultivateurs		Vulnérabilité générale des gardiens	
		Indice: Production céréalière	Indice: Prix du mil	Indice: "Autre production"	Indice: Productivité garde	Indice: Termes d'échange		Indice: Autres sources de revenus	Classification finale pour cultivateurs	Cultivateurs touchés	Vulnérabilité des gardiens
Filingué	C/G	3	3	3	0	3	2	4	235.000	2	79.000
Téra	C/G	2	3	3	NA	3	1	3	241.000	3	81.000
Ouallam	C/G	2	3	3	2	3	2	3	154.000	3	52.000
Bouza	C/G	2	1	3	2	2	2	3	119.000	3	71.000
Tillabery	C/G	2	3	3	3	3	1	3	124.000	3	42.000
Tchirozérine	C/G		2	3	2	0	1	3	61.000	1	16.000
Tchin Tabaraden	C/G	3	2	2	0	0	2	3	48.000	1	29.000
N'Guigmi	C/G	3	2	2	2	1	2	3	25.000	2	4.000
Arlit	C/G		2	3	NC	NC	1	3	7.000	NC	19.000
Loga	C/	1	2	1			2	1	82.000		
Diffa	C/	2	2	2			1	2	55.000		
Tahoua	/G				3	1	1			2	77.000
Tanout	/G				0	3	2			2	75.000
Ilélla	/G				1	1	2			2	70.000
Mirriah	/G				0	1	2			1	170.000
Gouré	/G				0	2	1			1	63.000
Dosso	/G				0	0	2			1	39.000

Sources: Production de céréales et *niébe* — GON/MOA/DSA; prix du mil — GON/SIM; prix des animaux, statistiques sur les unités de bétail tropical et biomasse; informations sur autres sources de revenus — GON/MOA/DEP; population — projections FEWS/Niger 1991 en fonction des taux de croissance des arrondissements provenant de comparaisons des recensements du Gouvernement de 1977 et 1988; répartition cultivateurs/gardiens — analyses du Bureau de recensement du Gouvernement sur un échantillon de 10 % du recensement de 1988.

Note: Indice de la production céréalière ne s'applique pas à Tchirozérine et Arlit. Production de subsistance se fonde sur l'irrigation à petite échelle et les autres revenus. Par conséquent, pondération en double de l'indice des autres revenus.

Carte 7: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Tchad



Famine imminente si la récolte est à nouveau mauvaise

Rapport communiqué par l'USAID/Tchad, le 21 mai 1991

RECAPITULATIF

Jamais depuis cinq ans, la vulnérabilité du Tchad n'a-t-elle été aussi prononcée. Une pluviosité inférieure à la normale en 1990 a fait nettement baisser la production agricole et les nappes phréatiques autour des points d'eau et cela pour une seconde année consécutive, aggravant la vulnérabilité des cultivateurs et éleveurs de la zone sahélienne (Carte 7). Déjà, l'on a assisté à des déplacements importants des populations rurales, les plus démunis se regroupant dans les centres urbains ou partant dans la brousse, à la quête de grains sauvages. Les taux de malnutrition infantile atteignent des niveaux inacceptables. L'on estime que 164.000 personnes sont extrêmement vulnérables ou à risques, et que 382.500 sont très vulnérables. Les deux groupes ont besoin d'une assistance alimentaire de l'extérieur. Environ 362.000 personnes en plus sont modérément vulnérables et auront besoin d'être suivies de près pendant la campagne agricole de 1991/92. Les événements politiques ont également aggravé la vulnérabilité de certains groupes. S'agissant d'environ 17.000 veuves et orphelins dans la préfecture¹ de Biltine et la sous-préfecture d'Ennedi près de la frontière du Soudan.

Le renchérissement des prix céréaliers et la détérioration des termes d'échange pour les éleveurs freinent l'accès à la faible quantité de céréales disponibles actuellement. Les stocks publics de sécurité alimentaire seront épuisés à la fin de mai 1991 et les pays voisins, aux prises avec les mêmes problèmes, évitent d'exporter des céréales. Les stocks dans les exploitations agricoles sont extrêmement faibles ou inexistants. Aussi, si l'on tient compte du peu de céréales disponibles actuellement, des prix trop élevés pour la saison et du fait que la population souffre déjà des répercussions de deux mauvaises récoltes consécutives, le Tchad franchira le seuil de la famine si les pluies ne sont pas au rendez-vous en 1991.

METHODOLOGIE

L'évaluation FEWS sur la vulnérabilité en 1991 identifie les emplacements et le nombre de personnes au Tchad vulnérables

¹ En ordre de préférence, les unités administratives du Tchad sont les préfectures, les sous-préfectures et les cantons.

à la famine, au début de la campagne agricole de 1991/92. L'analyse utilise un système de classification non paramétrique (confer Annexe F). Les résultats de cette classification ont été combinés aux informations obtenues lors des visites sur le terrain, aux enquêtes nutritionnelles et aux rapports du Projet sur le système d'alerte précoce (SAP) financé par la Communauté économique européenne (CEE) afin d'identifier certains groupes qui connaissent actuellement, ou qui ont connu par le passé, des problèmes pour acheter les aliments.

Cette évaluation comporte deux lacunes:

- les chiffres sur le nombre d'habitants au Tchad sont très approximatifs, et
- la plupart des données ne sont pas disponibles sous forme ventilée.

Les chiffres sur le nombre d'habitants actuels se fonde sur une enquête faite en 1964 dans seulement onze des quatorze préfectures du Tchad, chiffre ajusté grâce aux données des inscriptions pour voter en 1989. Ces dernières années, on a assisté à d'importants flux migratoires dus à la sécheresse, à la guerre et aux mauvaises conditions économiques. En outre, les indicateurs utilisés dans le système de classification ne tiennent pas compte de tous les éléments du revenu des ménages qui influencent directement leur pouvoir d'achat. C'est particulièrement vrai pour les zones sahariennes et sahéliennes au nord, où la production de dattes, la cueillette de céréales sauvages et les mouvements nomades font partie du style de vie normal. Par conséquent, l'on a utilisé certains indices et des observations faites sur le terrain pour compléter les maigres données disponibles pour certaines régions.

Le Tableau 5 est un sommaire des personnes jugées comme ayant besoin d'une assistance alimentaire par le Comité d'action de l'aide alimentaire composé du Gouvernement du Tchad et de bailleurs de fonds. Les groupes dans les colonnes "à risques" et "très vulnérables" reçoivent actuellement ou devraient recevoir prochainement des rations d'aide alimentaire. Il est difficile d'estimer exactement le nombre de personnes "à risques" sans faire une enquête par sondage. Toutefois, l'on sait que ce sont généralement les femmes et les enfants qui sont le plus éprouvés en temps difficiles. (La population à risques dans les sous-préfectures de Guéréda, d'Ennedi et d'Iriba sont présentées dans le groupe "veuves et orphelins"). L'on a donc

Tableau 5: Groupes vulnérables au Tchad en 1991

Préfecture	Sous-préfecture	Extrêmement vulnérables/ "à risques"	Très vulnérables	Modérément vulnérables
Cultivateurs/anciens éleveurs				
Kanem	Mao	7.100	16.500	15.800
Kanem	Moussoro	2.400	5.600	5.300
Kanem	Nokou	1.500	3.400	3.200
Total partiel		11.000	25.500	24.300
Petits cultivateurs				
Guéra	Bitkine	14.400	33.800	32.100
Guéra	Mangalmé	9.000	20.800	19.900
Guéra	Mongo	6.600	15.400	14.700
Total partiel		30.000	70.000	66.700
Cultivateurs-éleveurs¹				
Ouaddaï	Abéché	31.000	72.500	68.800
Ouaddaï	Adré	21.500	50.000	47.400
Batha	Oum-Hadjer	20.000	46.000	43.500
Chari Baguirmi	Bokoro	10.500	24.000	23.000
Batha	Ati	8.000	19.000	18.000
Batha	Djédaa	7.000	16.000	15.200
Biltine	Guéréda	--	16.000	15.000
B.E.T.	Ennedi (Fada)	--	15.000	14.500
Ouaddaï	Am-Dam	6.000	13.500	12.600
Biltine	Iriba	--	10.000	9.000
Biltine	Arada	2.000	5.000	4.000
Total partiel		106.000	287.000	271.000
Veuves et orphelins				
B.E.T.	Ennedi	6.500	--	--
Biltine	Guéréda	6.500	--	--
Biltine	Iriba	4.000	--	--
Total partiel		17.000	--	--
Total du Tchad		164.000	382.500	362.000

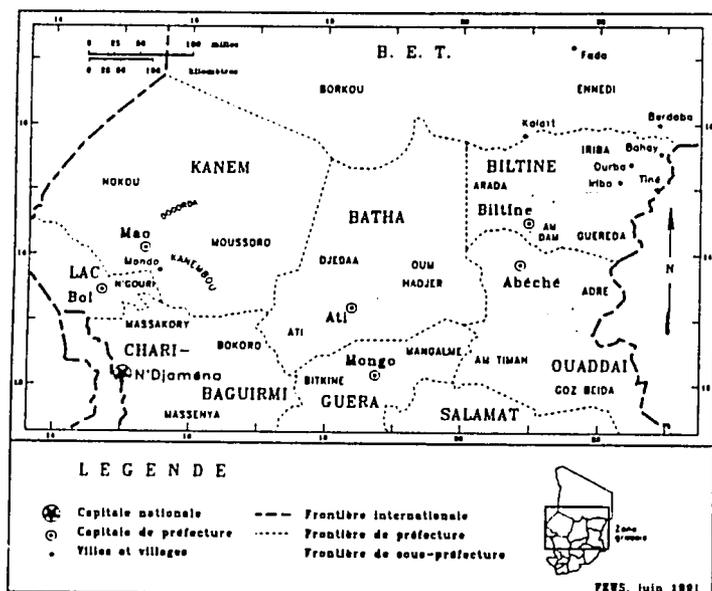
Source: FAAC, FEWS/Tchad

¹ La population à risques pour les sous-préfectures de Guéréda, d'Ennedi et d'Iriba sont présentées dans le groupe "veuves et orphelins."

utilisé leur proportion dans la population générale, 30 %, ¹ pour estimer le nombre de personnes au risque de famine. 164.000 personnes sont extrêmement vulnérables (ou à risques) et 382.500 personnes sont très vulnérables.

La population restante dans les préfectures sahéliennes, à l'exception de Salamat et Lac, sont jugées modérément vulnérables puisqu'une autre mauvaise saison de pluies serait synonyme de catastrophe pour toute la région. D'après cette approche, 362.000 personnes dans la zone sahélienne sont modérément vulnérables, et devront être suivies de près (confer Carte 8 pour les emplacements des sous-préfectures).

Carte 8: La zone sahélienne du Tchad



VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Les trois grands groupes socio-économiques au Tchad sont composés d'agriculteurs, d'éleveurs et de citadins. La présente évaluation sur la vulnérabilité se concentre surtout sur les deux premiers groupes, puisqu'ils composent la majeure partie de la population du Tchad et sont davantage vulnérables que le dernier groupe des citadins. Une visite faite dans la zone sahélienne en février 1991, par le Commissaire à la sécurité alimentaire, des bailleurs de fonds et des OBP, a confirmé l'étendue du problème dans ces régions. De nombreux villages ont été abandonnés. Les personnes qui se sont déplacées sont arrivées entièrement démunies dans les villes. Les villageois ouvraient les termitières, à la quête de céréales. Les femmes balayaient par terre à la recherche de grains sauvages. Même si cela peut faire

¹ Ce chiffre a été obtenu de la Direction des statistiques du Ministère du Plan (DSEED).

partie du style de vie sahélien dans le Tchad, l'ampleur en est anormale en 1991 et indique une terrible insécurité alimentaire.

Cultivateurs

Anciens éleveurs de la préfecture de Kanem

Actuellement, la préfecture de Kanem comprend 36.500 personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire, dont 11.000 sont jugées être à risques. Les 25.500 personnes restantes sont très vulnérables à la famine. Nombreuses d'entre elles sont d'anciens éleveurs qui se sont tournés vers l'agriculture de subsistance lorsqu'ils ont perdu leurs troupeaux pendant la sécheresse de 1984/85. Le manque de pluies en 1989 et à nouveau en 1990 (120 et 185 millimètres respectivement) s'est répercuté sur les cultures pluviales. Après deux années successives de mauvaise production céréalière, les ménages ont de plus en plus de mal à faire face à la situation. L'on indique que les personnes déplacées se concentrent autour de la ville de Nokou au nord de Kanem. Selon une enquête nutritionnelle faite en avril 1991 par le Centre national de la nutrition (CNNTA), conjointement avec le Projet SAP, les taux de malnutrition (inférieurs à 80 % de la norme poids-pour-taille) parmi les enfants d'âge pré-scolaire variaient de 16,7 à 19,4 % dans les trois sous-préfectures de Kanem. Une enquête analogue faite en 1990 indiquait un taux de malnutrition de 15,6 %, taux jamais enregistré jusqu'à présent au Tchad (confer Tableau 6). Le

Tableau 6: Taux de malnutrition, mars à avril 1991

Préfecture	Sous-préfecture	Endroit	Taux de malnutrition (%)
Biltine	Iriba	Tiné	40,6
B.E.T.	Ennedi	Berdoba	25,0
B.E.T.	Ennedi	Fada	23,4
B.E.T.	Ennedi	Kalaït	20,7
Kanem	Mao	Mondo	19,4
Kanem	Moussoro	Kanembou	18,9
Kanem	Nokou	Dogorda	16,7
Ouaddaï	Adré	Kado	9,0
Ouaddaï	Adré	Mabrone/Troane	6,9
Ouaddaï	Abéché	Bourtail/Guérré	5,1
Biltine	Biltine	Mimi	4,4
Ouaddaï	Adré	Marfa	3,6
Biltine	Guéréda	Guéréda	3,5
Ouaddaï	Abéché	Bourtail	2,6
Biltine	Guéréda	Lima	2,0

Source: Enquêtes GOC/CNNTA

Ministère de la Santé recommande qu'il faut intervenir à un niveau de 10 %.

Petits cultivateurs dans la préfecture de Guéra

L'on estime qu'il existe 100.000 personnes dans la préfecture de Guéra ayant besoin d'une assistance alimentaire, dont 30.000 sont à risques et 70.000 très vulnérables. Ces personnes ne pratiquent pas une agriculture de contre-saison et n'élèvent pas des animaux. Généralement, les habitants de Guéra ont eu plus de mal à faire face aux pénuries alimentaires que les populations ailleurs dans la zone sahélienne. Par conséquent, la vulnérabilité à long terme dans la préfecture de Guéra est-elle la pire du pays. Si cette année, les pluies sont à nouveau en-dessous de la normale, ce sera une catastrophe pour toute la préfecture.

Cultivateurs du sud

L'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité en 1990 a identifié les agriculteurs du sud comme légèrement vulnérables dû au manque de revenus diversifiés qui leur permettraient de mieux faire face à la situation. Bien que les estimations sur la récolte de 1990 indiquent une légère augmentation dans la production céréalière de la zone soudanaise, les pluies ont été mal distribuées, du point de vue espace et temps, créant des poches de pénuries.

Les pires cas de famine confirmés au Tchad se situent dans le sud, alors que dans le nord la production agricole est plus risquée. Si les cultivateurs du sud restent légèrement vulnérables en 1991, un manque de pluies pourrait les faire passer dans la catégorie des modérés à très vulnérables.

Éleveurs

Éleveurs nomades

Dans la zone sahélienne au nord, on pratique couramment l'élevage nomade, les gardiens se déplacent vers le sud à la fin de la saison des pluies. En 1990, ces flux migratoires annuels ont commencé un ou deux mois avant l'ordinaire. Bien que les pluies de 1990, dans la zone sahélienne, suffisaient pour verdifier les pâturages et constituer des stocks de fourrage pour la saison sèche, le fait que les pluies ont cessé très tôt pourrait dessécher nombreux points d'eau et diminuer leur nombre.

Les populations nomades dépendent surtout des animaux pour leurs revenus. Puisqu'ils se déplacent chaque année, les gardiens peuvent laisser derrière eux les régions sèches et chercher de meilleurs pâturages au sud. Aussi, ne les juge-t-on que légèrement vulnérables. Mais le manque de pluies sur l'ensemble du pays pourrait placer les populations nomades dans les modérément à très vulnérables, puisque les prix céréaliers augmentent et que les termes d'échange se dégradent.

Cultivateurs-éleveurs

La plupart des éleveurs dans la zone sahélienne sont des gardiens de troupeaux qui pratiquent parfois des activités agricoles. Ils sont surtout situés dans les préfectures de Biltine, d'Ouaddaï, de Batha, de Kanem, au sud de Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T.) et de Chari-Baguirmi. L'évaluation sur la vulnérabilité de 1990 plaçait la plus grande partie de ces populations dans la catégorie des modérément vulnérables. Vu que les pluies sont en-dessous de la normale une seconde année de suite, les mécanismes de survie traditionnels sont à présent amenuisés, voire épuisés. Les enquêtes nutritionnelles faites récemment par le CNNTA dans la zone sahélienne au nord indiquent des niveaux de malnutrition anormalement élevés (confer Tableau 6). Le problème est particulièrement préoccupant dans la sous-préfecture au sud d'Ennedi et la préfecture au nord-est de la préfecture de Biltine où les taux de malnutrition ont atteint respectivement 23,4 % et 40,6 % (confer Carte 8 pour l'emplacement des sites avec les taux de malnutrition les plus élevés). Le CNNTA n'avait pas fait d'enquêtes nutritionnelles dans ces régions auparavant. Par conséquent, l'on ne dispose pas d'une base de comparaison et il est difficile de déterminer le taux de malnutrition chronique de ces populations. Ils n'en indiquent pas moins la gravité du problème.

L'on estime que 106.000 personnes sont à risques dans cinq préfectures sahéliennes (Biltine, Ouaddaï, Batha, sud de B.E.T. et Chari-Baguirmi) et 287.000 en plus sont très vulnérables. L'on distribue actuellement dans ces régions une ration alimentaire de deux mois. Une bonne campagne agricole 1991/92 est capitale si l'on veut que ces groupes reprennent la situation en main.

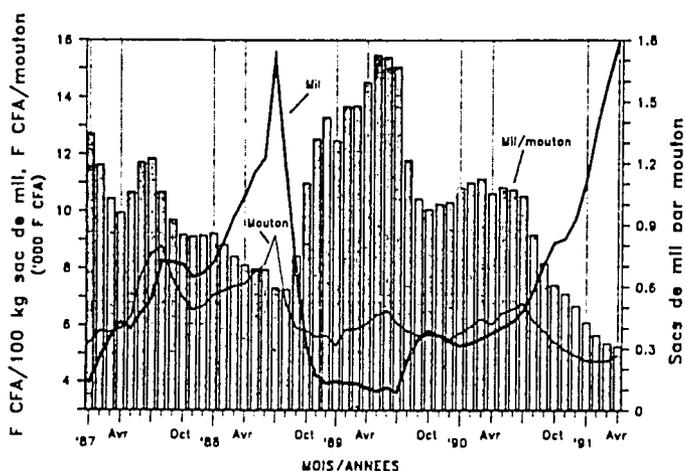
Citadins

L'évaluation sur la vulnérabilité en 1991 ne se concentre pas sur les groupes urbains. La population urbaine au Tchad est concentrée à N'Djamena, Sarh, Moundou et Abéché. La plupart des citadins dépendent de salaires, de commerce, d'emplois occasionnels et d'envois de fonds. Au début de la saison des pluies, une partie des citadins s'en vont dans leur village travailler dans les champs. L'ensemble de la population urbaine, surtout les pauvres, sont légèrement à modérément vulnérables aux répercussions qu'entraînent le renchérissement des prix et la diminution de l'offre sur leur accès aux aliments.

Les prix du mil ont continué leur tendance à la hausse identifiée sur l'ensemble du Tchad dans le Rapport d'évaluation des récoltes de FEWS (1991). Les prix ont été constamment plus élevés que pour les cinq années passées. Une diminution des revenus, suite aux deux dernières mauvaises moissons, combinée à des prix céréaliers élevés, ont limité l'accès des ménages aux produits alimentaires disponibles sur le marché. Les agriculteurs, les éleveurs et les groupes qui n'ont pas d'autres sources de revenus (par exemple, les veuves et les

orphelins) sont de plus en plus vulnérables. Les propriétaires de troupeaux (éleveurs et cultivateurs-éleveurs) ont également vu diminuer le prix de leurs animaux sur le marché. Par exemple, en avril 1991, il fallait environ trois moutons pour obtenir un sac de mil de 100 kg, alors qu'une année auparavant, en avril 1990, ce sac pouvait être obtenu en ne vendant qu'un seul mouton (Figure 5).

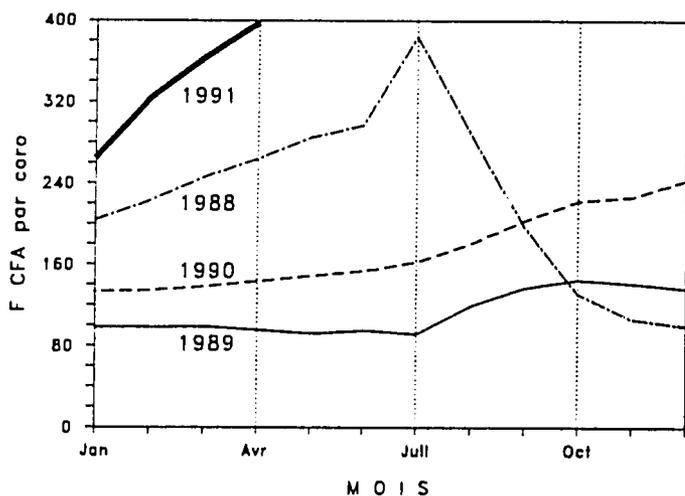
Figure 5: Termes d'échange entre le mil et un mouton -- moyenne sur huit marchés sahéliens



Source: SAP/Tchad; FEWS/Tchad. Note: Les lignes représentent les prix du mil et des moutons. Les barres montrent le nombre de sacs de mil qui peuvent être achetés grâce à la vente d'un mouton.

Le graphe présenté sur la Figure 6 montre le niveau élevé des prix du mil en 1991 comparé aux années précédentes. La période de juillet à septembre sera particulièrement importante pour observer la manière dont réagit le marché à la récolte à

Figure 6: Prix nominaux mensuels du mil -- moyenne sur huit marchés sahéliens, 1988-91



Source: USAID/Tchad; FEWS/Tchad

Note: Dans la zone sahélienne du Tchad, un coro est égal à 2,5 kilogrammes.

venir. Si la récolte est bonne, les prix devraient diminuer, comme ils l'ont fait en 1988. Si en revanche, les prix se stabilisent, augmentent ou ne diminuent que légèrement, l'insécurité alimentaire s'intensifiera et pourrait déboucher sur une crise de l'ordre de celle de 1983-84.

GROUPES SUPPLEMENTAIRES EN 1991/92

Veuves et orphelins

Les conflits armés en 1990 ont aggravé la vulnérabilité des femmes et des enfants dans la préfecture de Biltine et la sous-préfecture au sud d'Ennedi à la frontière du Soudan. Ces groupes sont composés de veuves et d'orphelins, puisque leur mari et père ont fui ou ont disparu pendant les conflits de l'année dernière. Une récente enquête nutritionnelle du CNNTA a indiqué un taux de malnutrition de 40,6 % (moins de 80 % de la norme poids-pour-taille). C'est le taux de malnutrition le plus élevé indiqué au Tchad depuis 1986, lorsque le CNNTA a démarré des enquêtes nutritionnelles types. Environ 17.000 veuves et orphelins sont à risques aux environs des villes de Tiné, Bahay, Ourba, Iriba et Kalaït ou aux alentours.

Rapatriés

Les Tchadiens continuent à revenir des pays voisins comme ils l'ont fait de manière intermittente ces dix dernières années. La plupart d'entre eux reviennent spontanément et sont repris dans le milieu social sans trop de problèmes. Néanmoins, on les juge modérément vulnérables pendant cette première période de réinstallation, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé des emplois ou aient traversé un bon cycle agricole. L'on cherche de plus en plus à rapatrier les Tchadiens, tendance qui se maintiendra probablement.

En avril/mai 1991, environ 2.000 Tchadiens ont été expulsés de force de la Libye et sont arrivés par avion à N'Djamena; on signale qu'un plus grand nombre d'entre eux sont en chemin. La plupart se sont dispersés dans les quartiers, mais un petit groupe de 300 à 500 personnes s'est réinstallé dans la banlieue de la ville. Des efforts sont en cours pour aider ceux qui veulent retourner dans leur village dans le nord. L'épidémie de choléra qui sévit actuellement dans la ville met ces personnes déplacées dans une situation modérément vulnérable.

CONCLUSIONS

Le Tchad traverse une situation de sécurité alimentaire extrêmement précaire. Les stocks sont faibles, les prix céréaliers sont élevés, les prix du bétail ont chuté et l'aide alimentaire a du retard. Ces conditions font que tout le monde attend avec impatience la campagne agricole et pastorale 1991/92. Une autre mauvaise campagne, même si elle est médiocre, entraînera de graves problèmes et une possible famine. Mais si les pluies sont

bonnes ou abondantes, la campagne de 1991/92 pourrait alors ressembler à celle de 1988/89 (diminuant l'insécurité alimentaire).

C'est le Projet SAP financé par la CEE qui suivra la situation agricole et la disponibilité alimentaire dans la zone sahélienne. Ces rapports seront particulièrement importants pour cibler l'aide alimentaire au moment où commence la campagne agricole. Au sein de l'USAID/Tchad, le Groupe des opérations pour la sécurité alimentaire suivra de près l'imagerie par satellite, aussi bien l'IVN que le METEOSAT (confer verso de la page de dos) pour suivre les progrès de la campagne agricole

et pastorale de 1991/92. Cette information sera confirmée par les données sur la pluviosité du service météorologique national au Tchad et par les visites sur le terrain. Les prix des céréales et du bétail seront suivis pour déterminer la manière dont réagit le marché dans l'attente de la campagne de 1991/92. Tous ces indicateurs seront intégrés dans une approche convergente qui devrait permettre d'ici le début à mi-septembre de mettre à jour les résultats anticipés de la campagne agricole et pastorale de 1991/92.

Annexe F: Méthodologie de l'évaluation de la vulnérabilité au Tchad

Introduction

L'évaluation de la vulnérabilité cherche à identifier les emplacements et le nombre des groupes socio-économiques exposés à l'insécurité alimentaire au Tchad. Pour l'évaluation de la vulnérabilité de 1991, FEWS/Tchad utilise un système de classification ou système non paramétrique introduit pour la première fois par FEWS/Burkina. Les indicateurs sur la sécurité alimentaire sont étudiés aux niveaux de la préfecture, de la sous-préfecture suivant le type de données disponibles. L'analyse commence par étudier les facteurs chroniques ou à long terme de la vulnérabilité. Ensuite, les chocs actuels à court terme sont combinés aux facteurs à long terme pour arriver à une classification de la vulnérabilité actuelle au niveau des sous-préfectures.

Vulnérabilité à long terme

Six grandes catégories d'indicateurs sont utilisées pour déterminer la vulnérabilité à long terme. S'agissant de l'épidémiologie, style de vie traditionnel, production céréalière, élevage, climatologie et cultures commerciales. Les indicateurs utilisés dans chaque catégorie sont donnés sur le Tableau F-1. Les coefficients de variation pour certains indicateurs qui mesurent l'ampleur de la variation dans le temps sont utilisés eux-mêmes comme indicateurs chaque fois que c'est approprié. L'inclusion des coefficients de variation comme indicateurs introduit la notion de risques résultant de la stabilité ou de l'instabilité d'un indicateur.

Les catégories d'indicateurs sont pondérées suivant l'emplacement géographique avant d'arriver à une classification finale sur la vulnérabilité. Puisque l'on ne dispose pas d'informations sur le facteur revenus des ménages au Tchad, le plan de pondération est subjectif (Tableau F-2). Le résultat final indique que la préfecture de Guéra est la plus vulnérable (elle regroupe les sous-préfectures de Bitkine, Mangalmé, Mongo et Melfi), suivie par d'autres préfectures au nord. Ce sont les préfectures au sud-ouest qui ont les niveaux les plus faibles. Le Tableau F-3 indique les catégories de vulnérabilité à long terme et la classification finale de la vulnérabilité à long terme.

Vulnérabilité à court terme

Pour la vulnérabilité à court terme (actuelle), on combine quatre catégories d'indicateurs avec la classification à long terme. Ce sont les indicateurs suivants: IVN des deux dernières années comme indication de la qualité des pâturages; production céréalière par habitant pour ces deux dernières années; prix des céréales sur le marché ces six derniers mois et taux de malnutrition tels que définis par les enquêtes médico-nutritionnelles du CNNTA. Ces indicateurs représentent les chocs actuels à la sécurité alimentaire. L'on a inclus les données pour les deux dernières années afin de souligner les régions qui ont connu deux années consécutives de chocs négatifs. La classification finale à court terme est présentée sur le Tableau F-4.

Conclusions

Un système de classification permet d'identifier la relative vulnérabilité d'une sous-région à l'autre. Mais les catégories d'indicateurs utilisées dans l'analyse du Tchad sont limitées par la disponibilité de données et ne comprennent pas tous les facteurs des revenus des ménages qui influencent directement le pouvoir d'achat. Par exemple, les envois de fonds et la production de dattes dans les oasis sont d'importants éléments du style de vie sahélien et saharien. Mais l'on ne dispose pas de ces données. Par conséquent, la classification des sous-préfectures B.E.T. (Bourkou, Ennedi et Tibesti) ne reflète pas véritablement leur vulnérabilité par rapport à d'autres régions.

Malgré cette restriction, le système de classification est conforme en général à l'évaluation qualitative locale de la situation concernant l'insécurité alimentaire. Le système est un point de départ pour l'évaluation de la vulnérabilité combinant d'autres indices pour arriver à dresser un tableau complet de l'insécurité alimentaire du Tchad au moment où le pays entre dans la campagne agricole de 1991/92.

Tableau F-1: Indicateurs utilisés dans la classification sur la vulnérabilité à long terme

Catégorie	Indicateurs
Epidémiologie	Concentration de formations sanitaires, incidence de conjunctivites et fièvres, couverture vaccinale pour les enfants de moins d'un an, taux de malnutrition dans les consultations externes
Traditionnelle	Classification qualitative de la prévalence de certaines activités traditionnelles de survie
Production céréalière ¹	Rendement céréalier moyen, coefficient de variation des rendements moyens, diversité des cultures, production céréalière moyenne par habitant, coefficient de variation de la production moyenne par habitant
Elevage	Nombre de bovins présents par préfecture, indice de végétation normalisé (IVN), classification qualitative de la disponibilité des eaux de surface
Climatologie	Moyenne de la pluviométrie cumulée sur 20 ans (1961-80)
Cultures commerciales	Rendement des arachides et sésame, ventes de coton

¹ Données sur la production céréalière de 1983 à 1990.

Source: BSA/ONDR; MOH; SAP; MADR; NOAA/NASA; GAC; ONC; FEWS/Tchad

Tableau F-2: Plan de pondération par catégorie d'indicateurs et par zone

Zone	Epidémiologie	Traditionnelle	Production céréalière	Elevage	Climatologie	Cultures commerciales
Saharienne	20%	20%	5%	40%	10%	5%
Sahélienne du nord	20%	20%	10%	30%	10%	10%
Sahélienne du sud	20%	20%	10%	20%	10%	20%
Sahélo-soudanienne	20%	20%	20%	10%	10%	20%
Soudanienne	20%	20%	30%	0%	10%	20%

Source: BSA/ONDR; MOH; SAP; MADR; NOAA/NASA; GAC; ONC; FEWS/Tchad

Tableau F-3: Catégories de vulnérabilité chronique (long terme) et classification finale

Sous-préfecture	Epidémiologie	Pratique tradition	Production céréalière	Elevage	Pluviosité	Cultures commerciales	Classification	
							Moy.	Finale
Bitkine	15,5	27,0	27,5	1,0	29,0	27,5	19,9	1
Mangalmé	15,5	31,0	27,5	3,0	17,0	27,5	19,9	2
Mongo	15,5	28,0	27,5	2,0	27,5	27,5	20,1	3
Tibesti	38,0	52,0	2,0	5,0	2,0	9,0	20,8	4
Borkou	38,0	51,0	2,0	6,0	2,0	9,0	21,0	5
Ennedi	38,0	50,0	2,0	7,0	2,0	9,0	21,2	6
Melfi	15,5	22,0	27,5	4,0	33,0	27,5	22,2	7
Massenya	20,0	26,0	20,0	26,0	15,5	23,0	22,6	9
Bokoro	20,0	32,0	20,0	23,0	10,0	23,0	22,6	8
Arada	6,0	45,0	6,0	38,0	7,0	9,0	23,8	11
Bouso	20,0	20,0	20,0	45,0	32,0	23,0	24,3	10
N'Djaména	20,0	30,0	20,0	30,0	21,0	23,0	24,7	12
Iriba	6,0	46,0	6,0	40,0	8,5	9,0	24,8	14
Biltine	6,0	42,0	6,0	41,0	15,5	9,0	24,9	15
Massakory	20,0	34,0	20,0	25,0	23,5	23,0	25,0	13
Am Zoer	6,0	41,0	6,0	43,0	25,0	9,0	26,3	17
Guéréda	6,0	43,0	6,0	46,0	14,0	9,0	26,5	16
Goz Beïda	41,5	29,0	15,5	39,0	18,0	9,0	27,1	18
Am Timan	27,0	24,0	39,0	27,0	27,5	19,0	27,3	19
Haraze Mangueigne	27,0	23,0	39,0	28,0	30,0	19,0	27,4	20
Ati	2,0	35,0	24,0	52,0	12,0	9,0	27,5	21
Am Dam	41,5	33,0	15,5	37,0	21,0	9,0	27,7	22
Djédaa	2,0	47,0	24,0	47,0	6,0	9,0	27,8	25
Ngouri	44,5	36,0	11,0	24,0	26,0	9,0	27,9	23
Abou Déïa	27,0	25,0	39,0	29,0	31,0	19,0	28,0	24
Bongor	11,0	21,0	50,0	14,0	23,5	40,5	28,3	26
Oum Hadjer	2,0	44,0	24,0	51,0	8,5	9,0	28,7	27
Abéché	41,5	38,0	15,5	33,0	12,0	9,0	29,5	28
Bol	44,5	39,0	11,0	31,0	19,0	9,0	29,9	29
Pala	11,0	10,0	50,0	16,0	36,0	40,5	30,9	30
Adré	41,5	37,0	15,5	36,0	21,0	9,0	31,1	31
Maro	34,0	4,0	32,0	42,0	45,5	47,0	31,2	32
Moissala	34,0	3,0	32,0	35,0	50,0	47,0	31,4	33
Fianga	11,0	15,0	50,0	13,0	34,5	40,5	31,8	34
Léré	11,0	16,0	50,0	15,0	34,5	40,5	32,0	35
Koumra	34,0	11,0	32,0	32,0	40,0	47,0	32,0	36
Moundou	30,0	6,0	36,0	18,0	42,0	51,0	32,4	37
Gounou Gaya	11,0	14,0	50,0	12,0	44,0	40,5	32,5	38
Beinamar	30,0	7,0	36,0	19,0	45,5	51,0	33,0	39
Sarh	34,0	18,0	32,0	34,0	37,0	47,0	33,1	40
Mao	24,0	40,0	11,0	50,0	12,0	31,0	33,2	41
Kyabé	34,0	19,0	32,0	44,0	39,0	47,0	33,5	43
Benoye	30,0	9,0	36,0	17,0	47,5	51,0	33,6	44
Nokou	24,0	49,0	11,0	48,0	5,0	31,0	33,7	42
Moussoro	24,0	48,0	11,0	49,0	4,0	31,0	33,7	45
Goré	50,5	2,0	42,5	10,0	47,5	34,5	34,9	46
Bébédjia	50,5	5,0	42,5	8,0	43,0	34,5	35,1	47
Baïbokoum	50,5	1,0	42,5	11,0	52,0	34,5	35,2	48
Doba	50,5	8,0	42,5	9,0	41,0	34,5	35,5	49
Laï	47,0	17,0	46,0	22,0	38,0	40,5	38,5	50
Béré	47,0	12,0	46,0	20,0	49,0	40,5	38,6	51
Kélo	47,0	13,0	46,0	21,0	51,0	40,5	39,0	52

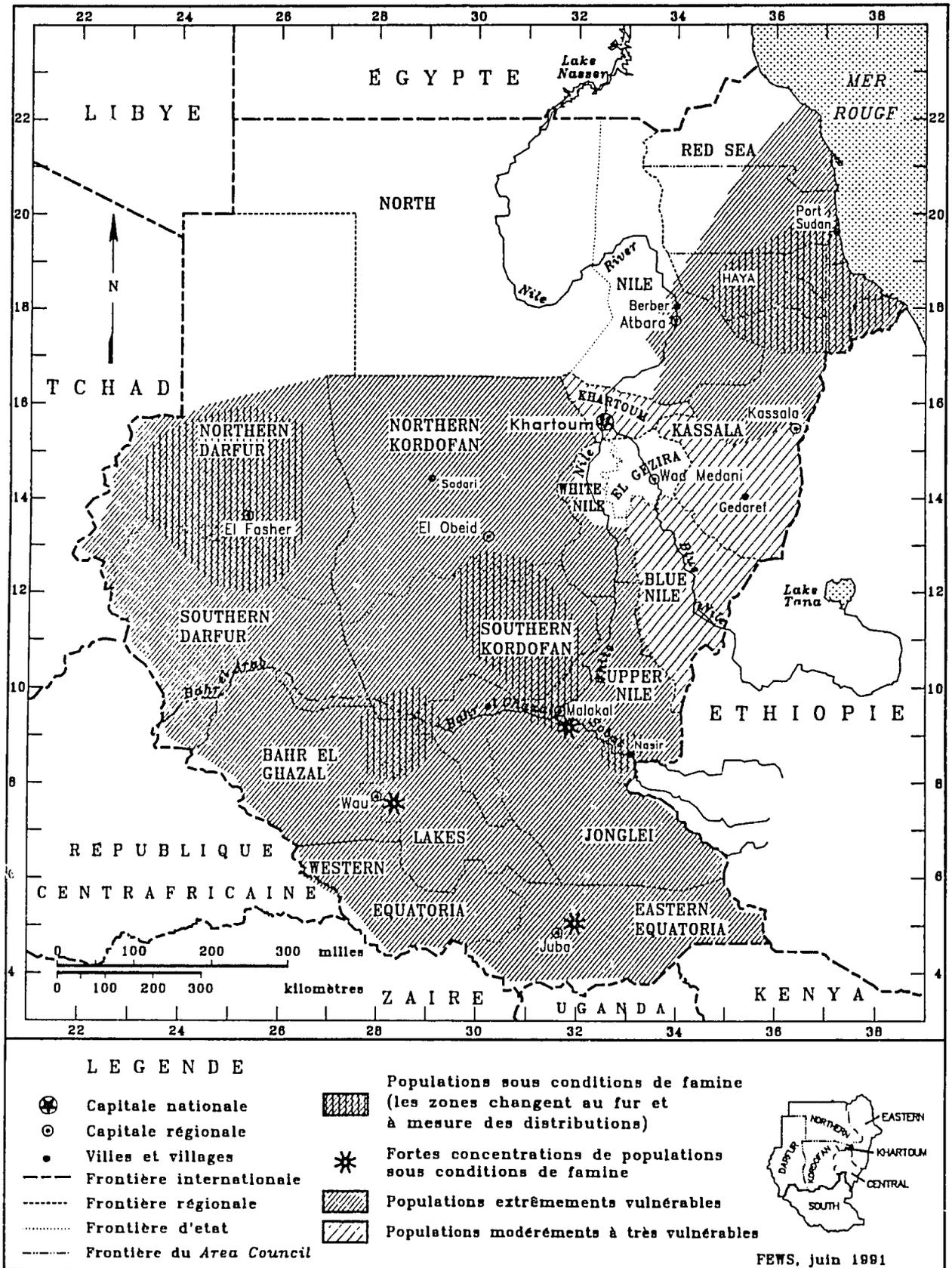
Source: BSA/ONDR; MOH; SAP; MADR; NOAA/NASA; GAC; ONC; FEWS/Tchad

Tableau F-4: Catégories de vulnérabilité courante (court terme) et classification finale

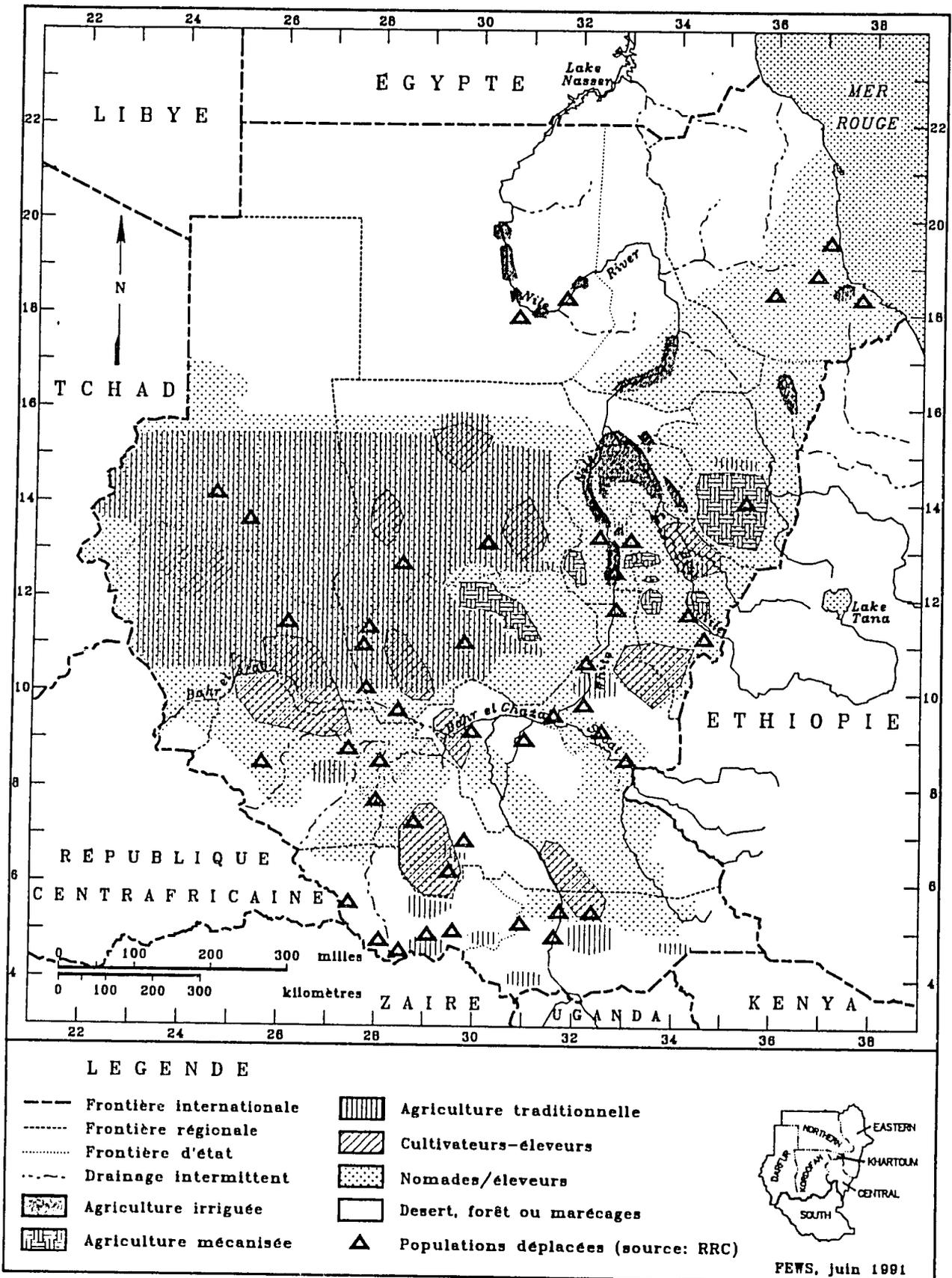
Sous-préfecture	Classif. à long terme	Production par habitant 1989-91	Prix céréalières 1991	IVN 1990	Enquête CNNTA	Classification	
						Moy.	Finale
Ennedi	6,0	2,0	2,0	33,0	2,0	9,0	1
Iriba	14,0	16,0	4,0	23,5	1,0	11,7	2
Guéréda	16,0	16,0	12,5	6,5	10,0	12,2	3
Biltine	15,0	16,0	10,0	16,0	9,0	13,2	4
Abéché	28,0	16,0	14,5	3,0	3,0	13,9	5
Bokoro	8,0	9,0	14,5	9,5	32,0	14,6	6
Tibesti	4,0	2,0	2,0	33,0	32,0	14,6	7
Borkou	5,0	2,0	2,0	33,0	32,0	14,8	8
Adré	31,0	16,0	19,0	3,0	7,0	15,2	9
Massakory	13,0	9,0	26,0	1,0	32,0	16,2	10
Mangalmé	2,0	40,5	26,0	6,5	6,0	16,2	11
Nokou	42,0	5,0	8,0	21,0	5,0	16,2	12
Oum Hadjer	27,0	25,5	11,0	9,5	11,0	16,8	13
Arada	11,0	16,0	5,0	23,5	32,0	17,5	14
Am Zoer	17,0	16,0	9,0	14,5	32,0	17,7	15
N'Djaména	12,0	9,0	34,0	3,0	32,0	18,0	16
Mao	41,0	5,0	30,0	12,5	3,0	18,3	17
Ati	21,0	25,5	12,5	5,0	32,0	19,2	18
Massenya	9,0	9,0	36,0	12,5	32,0	19,7	19
Moussoro	45,0	5,0	30,0	18,0	4,0	20,4	20
Am Dam	22,0	16,0	26,0	9,5	32,0	21,1	21
Ngouri	23,0	21,5	17,0	14,5	32,0	21,6	22
Bitkine	1,0	40,5	12,0	18,0	32,0	21,9	23
Mongo	3,0	40,5	16,0	18,0	32,0	21,9	24
Goz Beïda	18,0	16,0	30,0	21,0	32,0	23,4	25
Bol	29,0	21,5	32,0	9,5	32,0	24,8	26
Djédaa	25,0	25,5	28,0	21,0	32,0	26,3	27
Bouso	10,0	9,0	50,5	38,0	32,0	27,9	28
Melfi	7,0	40,5	33,0	33,0	32,0	29,1	29
Moissala	33,0	31,0	22,0	33,0	32,0	30,2	30
Koumra	36,0	31,0	22,0	42,0	32,0	32,6	31
Sarh	40,0	31,0	22,0	42,0	32,0	33,4	32
Maro	32,0	31,0	22,0	51,5	32,0	33,7	33
Baïbokoum	48,0	44,5	6,5	38,0	32,0	33,8	34
Abou Déïa	24,0	51,0	35,0	27,0	32,0	33,8	35
Bongor	26,0	36,0	50,5	27,0	32,0	34,3	36
Beinamar	39,0	25,5	39,0	38,0	32,0	34,7	37
Doba	49,0	44,5	6,5	42,0	32,0	34,8	38
Léré	35,0	36,0	45,0	27,0	32,0	35,0	39
Kyabé	43,0	31,0	22,0	47,5	32,0	35,1	40
Pala	30,0	36,0	45,0	33,0	32,0	35,2	41
Am Timan	19,0	51,0	50,5	27,0	32,0	35,9	42
Fianga	34,0	36,0	45,0	33,0	32,0	36,0	43
Haraze Manguaigne	20,0	51,0	50,5	27,0	32,0	36,1	44
Moundou	37,0	25,5	39,0	47,5	32,0	36,2	45
Benoye	44,0	25,5	39,0	42,0	32,0	36,5	46
Gounou Gaya	38,0	36,0	45,0	42,0	32,0	38,6	47
Goré	46,0	44,5	39,0	47,5	32,0	41,8	48
Bébédjia	47,0	44,5	39,0	51,5	32,0	42,8	49
Laï	50,0	48,0	45,0	47,5	32,0	44,5	50
Béré	51,0	48,0	45,0	47,5	32,0	44,7	51
Kélo	52,0	48,0	45,0	47,5	32,0	44,9	52

Source: BSA/ONDR; MOH; SAP; MADR; NOAA/NASA; GAC; ONC; FEWS/Tchad

Carte 9: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité au Soudan



Carte 10: Groupes socio-économiques du Soudan



Trente pour cent de la population à risques

Rapport communiqué par l'USAID/Soudan, le 6 juin 1991

RECAPITULATIF

Des récoltes désastreuses en 1990 faisant suite à une grave sécheresse sont à l'origine d'un déficit de la production céréalière de 1,2 à 1,5 million de tonnes, qui n'a épargné pratiquement personne au Soudan, pays comptant environ 25,7 millions de personnes (confer Carte 9). En décembre 1990, le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que les besoins alimentaires d'urgence pour 1990 s'élevaient à 1,19 million de tonnes pour environ 8 millions de victimes de la sécheresse, personnes déplacées, enfants sous-alimentés et réfugiés. Depuis, la situation s'est encore dégradée surtout parmi les groupes traditionnels au sud du Kordofan. Les organisations d'aide auront du mal à répondre, ne serait-ce qu'aux besoins prévus en décembre.

Les promesses d'assistance alimentaire (gratuite et commerciale) d'environ 700.000 tonnes ainsi que les importations commerciales anticipées devraient permettre de répondre à ce déficit. Mais l'aide devra effectivement parvenir aux personnes vulnérables si l'on veut éviter une grave famine en 1991. Les semences, à présent entièrement épuisées, devront parvenir aux cultivateurs pour qu'ils puissent commencer les plantations début juin. Les organisations prévoient de distribuer des semences avec l'assistance alimentaire.

Deux années consécutives de sécheresse, le manque de réserves et la crise économique (accompagnée d'un taux d'inflation de 122 %) sont venus à bout des stratégies de survie. Les groupes les plus vulnérables, chroniquement et actuellement, sont les suivants:

- les petits cultivateurs et éleveurs traditionnels sur l'ensemble du Soudan ainsi que les cultivateurs-éleveurs à l'ouest suite à la sécheresse, aux mauvaises récoltes et au manque de pâturages, au manque de possibilités d'emplois, à l'épuisement des réserves et biens et au renchérissement des prix céréaliers;*
- les cultivateurs-éleveurs au sud du Soudan, suite à la sécheresse et à l'insécurité;*
- les personnes déplacées dans les villes du sud suite aux problèmes de livraison de l'aide alimentaire; et*
- les pauvres des zones urbaines car le pays manque de céréales et connaît des prix exorbitants.*

Les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les jeunes enfants dans ces groupes sont particulièrement vulnérables et bon nombre d'entre eux sont peut-être déjà exposés à la famine.

La vulnérabilité actuelle de ces nombreux groupes fait qu'il est absolument essentiel que la campagne agricole de 1991/92 soit réussie. Une excellente récolte en 1992 assurerait la subsistance des petits cultivateurs, créerait des emplois agricoles, produirait un excédent suffisant pour diminuer les prix pour les nomades et consommateurs urbains et permettrait également de venir en aide aux personnes déplacées. Si les semences n'arrivent pas aux cultivateurs ou si les pluies ne tombent pas dans les mois à venir, une assistance massive sera nécessaire en 1992.

METHODOLOGIE

Les données quantitatives au Soudan ne sont pas réunies régulièrement et uniformément. Les plus fiables et les plus disponibles concernent les prix des céréales, les prix des animaux et la pluviosité. Les données comparatives historiques sont irrégulières. Les autres collectes de données tendent aussi à être d'une nature ponctuelle. L'on dispose d'estimations sur la production agricole et le nombre de personnes déplacées mais on ne peut s'y fier qu'en tant qu'indication générale de l'ordre de grandeur. Les données nutritionnelles sont réunies dans les zones où l'on soupçonne des problèmes. Souvent, il n'existe pas de données chronologiques comparables. La plupart des informations sont qualitatives, provenant d'évaluations sur le terrain basées sur les interviews et observations. Les sources des données quantitatives et qualitatives sont notamment les bureaux du Gouvernement national et les collectivités locales du Soudan, l'USAID/Soudan, les organismes des Nations Unies, les ONG et les autres bailleurs de fonds. Des régions comme le sud sont pratiquement inaccessibles et il faut arriver à des conclusions avec un minimum d'informations. L'Annexe G donne un tableau récapitulatif décrivant les groupes vulnérables. Le lecteur est prié de se reporter à la Carte 10 pour les emplacements des groupes socio-économiques décrits ci-après.

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Conditions générales

Soit les céréales ne sont pas disponibles, soit leur prix est prohibitif sur les marchés ruraux. Depuis l'année dernière, les prix ont augmenté de 400 à 700 %. A Darfur, le sac de mil de "90 kilogrammes" coûtait 525 £S en août 1990 (525 £S/90 kg), en décembre il coûtait 1.800 £S/90 kg, en janvier 2.000 £S/90 kg, en mars 3.400 £S/90 kg. Normalement, les prix diminuent après la récolte d'octobre. Même le prix des céréales sauvages est de 700 £S/90 kg, plus du double du prix du sorgho de l'année dernière.

A Khartoum, les prix des céréales ont grimpé à des niveaux jamais vus auparavant et hors de portée du pouvoir d'achat de nombreuses personnes. De plus, le volume disponible est faible. En janvier, le sorgho coûtait 1.650 £S/90 kg et en avril 2.000 £S/90 kg. Alors que pour les mêmes mois en 1990, les prix étaient respectivement de 240 £S/90kg et 675 £S/90kg. Les prix sont encore plus élevés dans le sud où la récolte est bien maigre et l'accès très limité. Et bien que l'on en trouve que de toutes petites quantités, le prix du sorgho à Malakal est de 4.000 £S/90 kg. L'arrivée prévue au Soudan d'un million de céréales, au titre de l'assistance, et des importations commerciales devraient faire nettement baisser les prix du marché au nord du Soudan. Cela aura un effet positif sur les groupes de revenus intermédiaires qui ne peuvent pas se permettre d'acheter des aliments et qui pourtant ne sont pas ciblés par l'assistance.

Les cultivateurs et les nomades vendent les animaux pour acheter des céréales alimentaires. A présent les prix des animaux sont la moitié à un quart des prix de l'année dernière. La vente d'une chèvre permet d'acheter 3 à 10 kg de sorgho (quantité permettant à une famille de survivre pendant 2 à 5 jours) comparée à l'année dernière où une chèvre pouvait être échangée pour 54 à 110 kg de céréales. Pendant une bonne année, comme au début de 1989, on pouvait échanger une chèvre pour 150 à 250 kg de céréales.

Les personnes rurales n'ont aucune possibilité de revenus. Le fait que le secteur de l'agriculture mécanisée n'a eu qu'une récolte de l'ordre de 50 % a terriblement diminué l'offre d'emploi, maintenant à un faible niveau les salaires agricoles. Souvent l'on paye les ouvriers avec de la nourriture mais cette année les employeurs n'ont pas d'aliments pour les payer et ne peuvent pas leur offrir du travail. Nombreux de ceux qui cherchent un emploi ont été forcés de retourner dans leur village ou d'aller dans les camps des déplacés. Il n'est pas possible de faire appel à d'autres stratégies, par exemple, ramasser du bois, faire du charbon et vendre l'eau puisque l'on ne dispose pas d'animaux pour le transport. Et même si des activités sont possibles, elles ne permettraient pas vraiment de survivre. Si l'on prend les prix actuels des céréales et du bois dans le sud du

Kordofan, une famille devrait ramasser 7,3 tonnes par mois pour répondre à ses besoins alimentaires. De plus, la dégradation de l'environnement rend ces stratégies de moins en moins viables, même pendant les bonnes années.

Un peu partout, les cultivateurs fuient devant une telle détresse. Dans certaines régions, plus de 30 % des habitants des villages ont pris la route. Les éleveurs partent aussi en quête d'aliments et d'eau pour eux-mêmes et les animaux qu'il leur reste. Selon des indications, certains migrants sembleraient revenir chez eux grâce à la distribution alimentaire. Mais d'autres cultivateurs déplacés ne peuvent rentrer dans leur village car les semences et l'eau manquent.

Partout au Soudan, la malnutrition infantile monte en flèche. Un des rapports non-confirmés indique des taux de malnutrition de 80 % dans certaines régions à l'est. La malnutrition parmi les enfants dans le district d'Haya, situé dans les collines de la mer rouge, était de 70 % dont 30 % gravement mal nourris.¹ Dans certaines parties du Kordofan, la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans est de plus de 60 %. Dans de nombreuses régions, les taux de malnutrition ont doublé et triplé depuis décembre 1990. Dans d'autres régions, plus de 50 % des mères qui allaitent sont anémiques et n'ont plus assez de lait, rendant l'enfant encore plus vulnérable.

On indique des décès imputables à la malnutrition dans certaines zones rurales et parmi les personnes déplacées et dans les centres urbains. Dans un Conseil rural au nord du Kordofan, la mortalité a triplé depuis l'année dernière, surtout parmi les jeunes enfants et les personnes âgées. A Sodari, (Kordofan du nord), l'on comptait en moyenne 240 décès par mois, de janvier à mars.

Cultivateurs

Les petits cultivateurs traditionnels

Les cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance sont le plus grand groupe du Soudan actuellement à risques et qui dépendent de l'assistance. Sans aide d'urgence, ils seront exposés à la famine. La majorité d'entre eux, environ 5,1 millions de personnes, se trouvent dans le Kordofan et Darfur (à l'ouest du Soudan), ils sont normalement modérément à très vulnérables. D'autres se trouvent à l'est, au centre et au sud du Soudan (confer Annexe H pour une définition de "l'est Soudan" "centre du soudan", etc.).

Depuis 30 années au moins, ces cultivateurs, surtout ceux de l'ouest, ont vu la productivité agricole baisser suite à la détérioration de l'environnement et à divers facteurs socio-économiques. En 1990, la production du secteur traditionnel

¹ En général, les nutritionnistes au Soudan définissent "mal nourri" comme inférieur à 80 % de la norme poids-pour-taille de l'enfant et "très mal nourri" comme étant moins de 70 % de la norme poids-pour-taille d'un enfant.

était de 280.000 tonnes alors qu'elle s'élevait à 418.000 en 1984. Pendant chacune des dix dernières années, l'ouest du Soudan a connu des déficits de la production allant de 200.000 tonnes à 470.000 tonnes. Dans le Kordofan, les rendements moyens des cultures ont baissé de 63 % ces vingt-cinq dernières années et de 44 % ces dix dernières années. En 1990, le rendement général (mil et sorgho) dans le Kordofan était d'environ 15 à 22 kg/feddan, comparé à 52 sacs kg/feddan en 1984.

Chaque année, les cultivateurs et (les éleveurs) traditionnels doivent acheter les céréales cultivées sur les terres mécanisées et les périmètres irrigués. Ces familles doivent de plus en plus chercher des travaux agricoles saisonniers, devant pour cela émigrer, parfois même de manière permanente. Elles dépendent également des envois de fonds des membres de la famille. Mais tout cela ne les empêche pas de devenir de plus en plus vulnérables. En outre, les flux migratoires de plus en plus importants entraînent un manque d'ouvriers dans les petites fermes diminuant encore la capacité locale. L'ouest de Soudan est en train de basculer dans une misère permanente.

En 1990/91, les petits cultivateurs ont épuisé ou pratiquement perdu tous leurs biens, ils sont au bord de la plus totale indigence. Ils n'ont ni réserves ni stocks de semences, ils ont vendu ou mangé les quelques animaux qui leur restaient. Ils sont pratiquement sans revenus de l'extérieur. L'état nutritionnel et sanitaire est très faible (voir conditions générales ci-dessus).

Agriculture mécanisée

Il s'agit de plusieurs centaines de familles qui pratiquent une agriculture mécanisée et qui normalement ne connaissent pas de problèmes alimentaires vu que leurs exploitations, relativement grandes, produisent généralement d'appréciables excédents. Ils sont capables de faire des réserves d'aliments et d'autres biens. Les ouvriers agricoles s'occupent des travaux pendant que les propriétaires sont en ville. Même avec la diminution de 50 % de la récolte dans ce secteur en 1990, les biens mis de côté et les réserves devraient permettre à ce groupe de n'être que modérément vulnérable.

Agriculture irriguée

Ce groupe à l'est, au centre et au nord du Soudan ne regroupe que 200.000 familles. Elles ne dépendent pas des conditions climatiques changeantes. Elles arrivent à répondre à leurs propres besoins grâce à leurs excédents et arrivent également à nourrir d'autres régions ou des populations urbaines. La haute priorité que le Gouvernement attache aux périmètres irrigués leur garantit un accès suffisant et, en temps opportuns, aux intrants. En 1990 la production irriguée était excellente, ils sont parmi les moins vulnérables.

Cultivateurs-éleveurs

Nord

Les cultivateurs-éleveurs à l'ouest du Soudan sont surtout des nomades semi-sédentaires, forcés de pratiquer l'agriculture suite aux sécheresses précédentes et aux pertes d'animaux. Certains membres de la famille participent encore aux migrations des animaux pour trouver des pâturages et des sources d'eau.

La sécheresse les a éprouvés de la même manière que les cultivateurs traditionnels et les nomades sur tout le nord du Soudan, ils ont dû faire appel aux mêmes stratégies pour faire face à la situation, et avec les mêmes résultats. Ils ont besoin d'assistance: on juge qu'actuellement, ils sont à risques.

Sud

Les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et les cultivateurs-éleveurs du sud sont actuellement très vulnérables. Normalement, ils adoptent une stratégie agricole mixte avec cultures de sorgho, de maïs et de légumes; pêche; et élevage de bovins et de petits ruminants. L'élevage reste la principale source de revenus et la stratégie préférée car la consommation alimentaire se base surtout sur la viande et les produits laitiers. Généralement, dans le sud, les pluies suffisent pour les cultures et les pâturages. Mais dans la plupart des zones au sud, les fortes pluies, les marécages et les moustiques amenés par les crues, vecteur de maladies qui tuent les bovins, a rendu l'élevage impraticable (surtout à l'est et à l'ouest de l'Equatoria et à la frontière ouest de Bahr el Ghazal).

Actuellement, ce sont les femmes qui sont à la tête d'une grande proportion des ménages et qui s'occupent de l'agriculture puisque les hommes sont partis à la guerre ou gardent les troupeaux. Ces dix dernières années, la guerre, les sécheresses localisées (surtout à l'ouest de Bahr el Ghazal) et les crues (à Jonglei) menacent la subsistance de ces groupes. Ils n'ont pas pu faire de réserves d'aliments ou d'animaux. Beaucoup de bovins ont été perdus à cause des maladies et des raids. Ailleurs, l'agriculture a été impossible vu les luttes. Les réserves des semences et des animaux ont été prises ou détruites. Difficile également de pêcher puisque l'on manque de matériel. Dans de nombreuses régions, les gens survivent grâce aux animaux qu'il leur reste ou aux fruits sauvages. Situation d'autant plus grave qu'il est difficile et dangereux d'atteindre nombreuses de ces régions reculées pour y faire des évaluations et y apporter une assistance.

Eleveurs/nomades

Les groupes d'éleveurs et de nomades, environ 2,6 millions de personnes, se répartissent sur l'ensemble du Soudan. A l'instar du petit agriculteur, ils n'ont cessé de voir diminuer leurs ressources au fur et à mesure que l'environnement se dégradait,

que trop de troupeaux paissaient sur les pâturages et que l'on se disputait les terres. Leur vulnérabilité à long terme est modérée. Nombreux n'ont pas encore tout à fait récupéré des pertes de stocks de 1984. Les routes migratoires sont prises entre l'insécurité au sud et le désert qui avance au nord.

L'aide d'urgence vise une grande proportion de ce groupe. Nombreux d'entre eux auraient perdu la plupart de leurs animaux, et sont à présent dans le dénuement. En supposant que l'aide arrive, ils resteront à risques vu les effets à long terme de la sécheresse sur leur production. En l'absence d'aide immédiate et continue, la famine les guette.

Au Soudan, les éleveurs sont moins diversifiés d'un point de vue économique que les cultivateurs et disposent de moins de sources de revenus. Un choc économique les éprouve plus vite et mettent plus longtemps à récupérer que les cultivateurs.

Pendant deux années consécutives, les pâturages dans le nord n'ont pas verdi et l'eau manquait un peu partout. La mortalité du bétail est très élevée. Des rapports non-confirmés indiquent que ces pertes pourraient aller jusqu'à 90 % à l'est. En mars, dans le Kordofan, l'on indiquait 80 à 100 décès d'animaux par jour.

Les sans-terres

Les ouvriers agricoles sédentaires vivent près des fermes mécanisées et des périmètres irrigués à l'est et au centre du Soudan. On les paye en liquide et en nature. Lorsqu'ils ne travaillent pas, ils dépendent du marché pour leur nourriture.

En 1990, les faibles récoltes mécanisées, combinées à une terrible compétition pour le travail et à des prix alimentaires élevés, ont rendu ce groupe modérément à très vulnérable. Dans certaines régions comme Gedaref, ils font partie des plans de secours à la famine puisque les mauvaises récoltes mécanisées les ont exposés au risque de famine. Des emplois existaient plus au sud dans la région du Nil bleu où les cultures mécanisées avaient été meilleures et sur les périmètres irrigués comme ceux de Gezira. Les ouvriers agricoles sans terres de ces périmètres ne sont peut-être que modérément vulnérables.

Populations urbaines

Pauvres et ouvriers non-qualifiés

Ce groupe n'a généralement que peu d'économies et de biens, des revenus faibles et irréguliers. Un chômage de plus en plus prononcé, des salaires continuellement bas et des prix alimentaires élevés ont rendu ce groupe très vulnérable. Les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées pourraient être à risques.

A Khartoum, il existe plusieurs programmes de rations alimentaires subventionnés mais aucun mécanisme ou signe

d'une assistance plus importante. Il n'y a pas d'enquêtes nutritionnelles en cours pour étudier la condition de ce groupe.

Dans les grandes villes, surtout à l'ouest, il existe moins de possibilités d'emplois qu'à Khartoum, moins d'aliments sur le marché. Les prix alimentaires y sont plus chers. Dans certaines villes, 60 % des pauvres font partie à présent des programmes d'urgence et d'alimentation supplémentaire.

Revenus intermédiaires (y compris les fonctionnaires)

Bien que ce groupe possède un emploi stable, les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix alimentaires. A Khartoum, ce groupe est à présent modérément vulnérable. Dans certaines villes rurales, ils sont très vulnérables et feront partie des efforts d'assistance car il n'existe que peu d'emplois secondaires et les prix alimentaires sont élevés.

Villes du sud

Une grande proportion de personnes, surtout les pauvres, les enfants et les personnes âgées sont probablement très vulnérables et nombreux pourraient être à risques. Dans de nombreux cas, l'on prévoit une assistance et une alimentation supplémentaire pour les personnes déplacées dans les villes du sud mais elle n'est pas prévue pour les résidents permanents, les rendant ainsi plus vulnérables que les personnes déplacées. L'on a guère d'informations sur leurs biens ou revenus actuels mais on sait que l'accès aux aliments est très limité. La longue guerre et les autres problèmes ont empêché de cultiver suffisamment d'aliments. Les villes du sud ont été pratiquement coupées d'un approvisionnement alimentaire venant généralement des autres régions. Les prix céréaliers sont souvent le double des exorbitants prix de Khartoum.

Déplacées

Il est tragique de noter que les personnes déplacées représentent environ 15 % de la population totale du Soudan, soit environ 3,5 à 4 millions de personnes. Les estimations et les nombres eux-mêmes varient grandement et fluctuent continuellement.

Khartoum et le nord du Soudan

Il existe environ 1,8 millions de personnes déplacées à Khartoum dont 800.000 vivent dans des camps et des installations autour de la ville. Le restant est intégré à la ville et peut être considéré comme les pauvres des villes. La majorité des personnes déplacées ne sont pas aidées normalement et elles dépendent d'emplois occasionnels. Nombreuses de ces personnes ont été déplacées par suite de la guerre ou sont des victimes des famines précédentes de 1984 et 1987. Nombreuses autres sont arrivées récemment et n'ont pas vraiment eu le temps de s'installer.

Une économie nationale qui s'effondre, une inflation galopante, le manque d'emplois, les faibles salaires et les prix élevés des aliments et de l'eau les rendent tous très vulnérables, plaçant certains même à risques. Tous les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées devraient être considérés comme étant à risques. Les plus vulnérables reçoivent une assistance d'urgence et une alimentation supplémentaire. La malnutrition infantile générale en avril 1991 était de 17 %. Elle allait jusqu'à 24 % dans certains camps, dont 7 % de malnutrition grave.

La vulnérabilité pourrait s'empirer et beaucoup d'autres auront besoin d'une assistance puisque le Gouvernement veut faire partir toutes les personnes déplacées de Khartoum. Il a récemment "déménagé" des milliers dans des camps satellites à l'extérieur de Karthoum où ces personnes déplacées encourent de terribles coûts pour se réinstaller (6.000 £S à 12.000 pour construire une hutte en pisé alors que cette population gagne 50 £S par jour). Les services sont absents dans ces camps et l'accès à l'emploi est très limité.

Des milliers et des milliers de ces nouveaux déplacés vivent près des bourgs ruraux au nord du Soudan, surtout à l'ouest. En général, ils sont dans le dénuement, trouvant parfois un emploi occasionnel, en fait ils dépendent surtout de l'assistance. Ce groupe dépend encore davantage de l'assistance qui leur est d'ailleurs davantage accordée qu'aux personnes déplacées au sud ou à Khartoum. Aussi, les juge-t-on très vulnérables, et probablement à risques si l'assistance devait s'arrêter.

Camps et installations dans le sud

Les personnes déplacées dans les camps et installations autour des villes sont dans le dénuement et dépendent presque entièrement de l'assistance. Actuellement, ces personnes sont à risques puisque l'arrivée de certains secours a évité la famine. Souvent, elles ne reçoivent que des demi-rations ou rien pendant de longues périodes. Souvent aussi les distributions alimentaires par avion ont du retard ou sont annulées, les arrivages par barge connaissent des problèmes, la région vit dans une continuelle insécurité et les routes sont en mauvais état. Même avec de meilleures distributions, ces groupes restent très vulnérables.

Le sud rural

Il existe un groupe important de personnes dont on ne connaît pas le nombre dans le sud, déplacées de leurs villages et à la quête, avec ou sans animaux, d'aliments et de pâturages. Ils survivent de ce que la nature leur offre et des animaux qu'il leur reste. Ils sont à risques.

Réfugiés

Il existe actuellement environ 730.000 réfugiés au Soudan. Environ 700.000 sont des Ethiopiens qui habitent à l'est du

Soudan, 20.000 des Tchadiens à l'ouest et 10.000 des Ougandais, Zaïrois et autres dans le sud et ailleurs.

Installés/intégrés

Au moins 330.000 Ethiopiens vivent dans des installations planifiées ou sont intégrés dans les villes à l'est, à Khartoum et à Port Soudan. La plupart sont au Soudan depuis longtemps, ils y ont trouvé un emploi ou ont reçu des terres pour s'installer. Généralement, ce ne sont pas des bénéficiaires de l'assistance, à l'exception des personnes particulièrement vulnérables (femmes, enfants, nouveaux venus) qui reçoivent une aide lorsque c'est nécessaire. Mais à présent, ils sont soumis aux mêmes mauvaises récoltes, problèmes d'emploi et prix alimentaires que les Soudanais. Actuellement, ils sont très vulnérables.

Camps

Le HCR aide environ 370.000 Ethiopiens et 20.000 Tchadiens. Ils n'ont généralement que peu de biens et ont abandonné leurs stratégies normales de production. Bien qu'ils dépendent largement de l'assistance et de programmes d'alimentation supplémentaire, ils trouvent parfois des sources marginales de revenus. Cette année, les problèmes de distribution au titre de l'assistance ont parfois valu des demi-rations. On signale des taux de malnutrition de plus de 30 % parmi les enfants. Vu ces problèmes de distributions alimentaires et l'incapacité de ces gens à acheter des aliments, ils sont à présent à risques.

CONCLUSIONS

Il ne fait aucun doute qu'il faudra une assistance d'urgence en 1992. Le niveau élevé de vulnérabilité en général au Soudan et les millions de personnes qui sont actuellement à risques ou exposées à la famine demandent de très importants niveaux d'assistance d'urgence en 1992, outre l'assistance planifiée actuellement pour 1991. Plusieurs facteurs, spécifiés dans les scénarios ci-après, détermineront s'il faut une assistance de simplement 200.000 tonnes ou jusqu'à 1.000.000 de tonnes. Même dans le meilleur des cas, il faudra des années pour se remettre vu que les biens ont été totalement épuisés et que la production a chuté ces deux dernières années.

Dans le meilleur des cas: les exploitants reçoivent une assistance et des semences, ils peuvent retourner à leurs champs et les pluies sont bonnes. Comme d'habitude, il y aura quand même un déficit de la production localisé à l'ouest, mais la récolte suffira pour répondre en partie aux besoins alimentaires de la région. Les secteurs irrigués et mécanisés produiront assez pour fournir des emplois agricoles, un excédent pour les consommateurs traditionnels et pour faire baisser les prix sur le marché. Les pauvres des zones urbaines seront moins vulnérables. Sans réserves, les cultivateurs seront modérément

vulnérables, mais probablement ils n'auront pas besoin d'assistance. Pour les nomades, même de bons pâturages ne signifie pas qu'ils pourront se remettre car il est difficile de remplacer rapidement les animaux perdus. Ils auront sûrement besoin d'une assistance d'urgence jusqu'en 1992 et au-delà, suivant la gravité de leurs pertes finales. En outre, les personnes déplacées par la guerre habitant au nord et au sud du Soudan et certains réfugiés auront encore besoin d'assistance. Vu les chiffres actuels, cela pourrait représenter environ 200.000 tonnes d'aide pour les déplacés et les réfugiés en 1992. Aide qui pourrait éventuellement provenir de la production nationale.

Cas intermédiaires: les pluies pourraient être suffisantes mais les semences manqueront au secteur traditionnel ou seront distribuées trop tard. Les autres secteurs produiront suffisamment pour qu'il y ait excédents, emplois et prix moindres. L'ouest serait à nouveau entièrement dépendant de l'emploi et des céréales de l'extérieur. Les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance connaîtront une troisième année de faible production, sans réserves et biens, ils seront très vulnérables ou à risques et auront besoin d'une assistance importante. Si l'on suppose qu'il existe des emplois agricoles à l'est pour certains cultivateurs de l'ouest, les besoins d'aide s'élèveraient à environ 200.000 tonnes, outre les 200.000 citées ci-dessus pour les personnes déplacées et les réfugiés. Il faudra notamment apporter de toute urgence une alimentation

supplémentaire aux mères et aux enfants. La production nationale pourrait éventuellement permettre de répondre aux besoins urgents.

Dans le pire des cas: on assiste à une autre sécheresse. Cela amènerait des conditions pires que celles de 1990/91 (vu la vulnérabilité qui existe déjà) et nécessiterait une aide massive pour tous les groupes très vulnérables. Si la production est mauvaise, vu que les gens n'ont pas de réserves, les besoins d'importations alimentaires dépasseraient à nouveau le million de tonnes, dont une grande partie devra être donnée. Les besoins d'assistance d'urgence approcheraient un million de tonnes.

Dans chaque groupe actuellement à risques, les données nutritionnelles et les pratiques culturelles indiquent que les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les jeunes enfants en particulier risquent d'être actuellement exposés à la famine. Les groupes en général sont à présent très vulnérables, mais ces personnes peuvent être à risques. Il convient de les suivre de près. Les principaux indicateurs pour suivre les changements dans les niveaux de vulnérabilité parmi les groupes à risques et ceux très vulnérables sont la pluviosité, l'accès aux intrants agricoles, l'état des pâturages, les distributions d'aide alimentaire, les prix céréaliers et ensuite la production agricole et l'élevage. Les indicateurs secondaires sont la nutrition et l'emploi.

Annexe G: Evaluation de la vulnérabilité de 1991 au Soudan

Groupes/sous-groupes	Population (millions)	Emplacement	Vulnérabilité actuelle	Raisons	Indicateurs	Vulnérabilité de base	Vulnérabilité future
CULTIVATEURS							
Traditionnels	4,48	Ouest	A risques	Sécheresse, pas d'emplois, pas de réserves, guerre	Production agricole, prix, migration, nutrition	Modérée	Elevée
	0,40	Central					
	0,87	Est					
	2,40	Sud					
Mécanisés	10.000 familles	Est, Central	Modérée	Biens	Production passée	Légère	Légère
Irrigués	200.000 familles	Est, Central, Nord	Légère	Production, biens	Production actuelle	Légère	Légère
Mères/enfants (traditionnels)		Partout	Famine	Accès alimentaire	Malnutrition, maladies, mortalité	Modérée	Elevée
CULTIVATEURS-ELEVEURS							
	0,92	Ouest	A risques	Idem pour cultivateurs et pour éleveurs		Modérée	Elevée
	0,77	Sud	Elevée		Elevée	Elevée	
Mères/enfants		Partout	Famine/à risques	Accès alimentaire	Santé		
ELEVEURS							
	1,20	Ouest	A risques	Eau, sécheresse	Pas de pâturages, perte de stocks, termes d'échange	Elevée à modérée	A risques à élevée
	0,47	Est					
	0,94	Sud					
Mères/enfants		Partout	Famine		Malnutrition, santé		
SANS-TERRES							
	0,12	Est	A risques-modérée	Emplois, prix	Pas d'emplois, prix élevés	Légère à modérée	Légère à modérée
	0,27	Centre					
URBAINS							
Pauvres	3,58	Nord	Elevée/à risques	Prix		Modérée	Elevée
	0,43	Sud	Elevée/à risques	Pénuries, accès alimentaire, prix, guerre		Modérée	Modérée à élevée
Revenus intermédiaires	1,80	Nord	Modérée	Biens, économies		Légère	Légère
	0,21	Sud	Elevée	Manque d'accès, prix		Modérée	Modérée
DEPLACES							

Groupes/sous-groupes	Population (millions)	Emplacement	Vulnérabilité actuelle	Raisons	Indicateurs	Vulnérabilité de base	Vulnérabilité future
DEPLACES							
Intégrés	1.00	Khartoum	Elevée	Pénuries, prix		Modérée	Elevée
Camps	0.80	Khartoum	Elevée/à risques	Retards de l'aide, pénuries	Malnutrition	Modérée à élevée	Modérée à élevée
	0.49	Nord	Elevée	Retards de l'aide, pénuries	Malnutrition	Elevée	Elevée
	0.91	Sud	A risques	Retards de l'aide, pénuries	Malnutrition	A risques	A risques
Ruraux	Plusieurs milliers de personnes	Sud	A risques	Pas d'accès	Migration	A risques	A risques
Mères/enfants		Partout	Famine		Malnutrition, anémie, mortalité	A risques	A risques
REFUGIES							
Installés et intégrés	0,33	Khartoum Est	Elevée	Prix, emplois	Malnutrition	Légère	Modérée
Camps	0,39	Est Ouest	A risques	Retard de l'aide, faibles rations	Malnutrition	Elevée	Elevée

Sources: Eleveurs—estimations proportionnelles de la population nomade (recensement de 1983); cultivateurs-éleveurs—estimations proportionnelles des populations rurales à l'ouest et au sud (recensement de 1983); cultivateurs mécanisés—superficie totale divisée par propriété; cultivateurs irrigués—estimations de l'USAID/Soudan; ouvriers agricoles sans terres—5 % de la population totale dans les états à l'est et au centre (recensement de 1983); pauvres des zones urbaines—60 % de la population urbaine, classe moyenne; 30 % de la population urbaine; déplacés—chiffres de la Commission des déplacés/RRC; réfugiés—HCR.

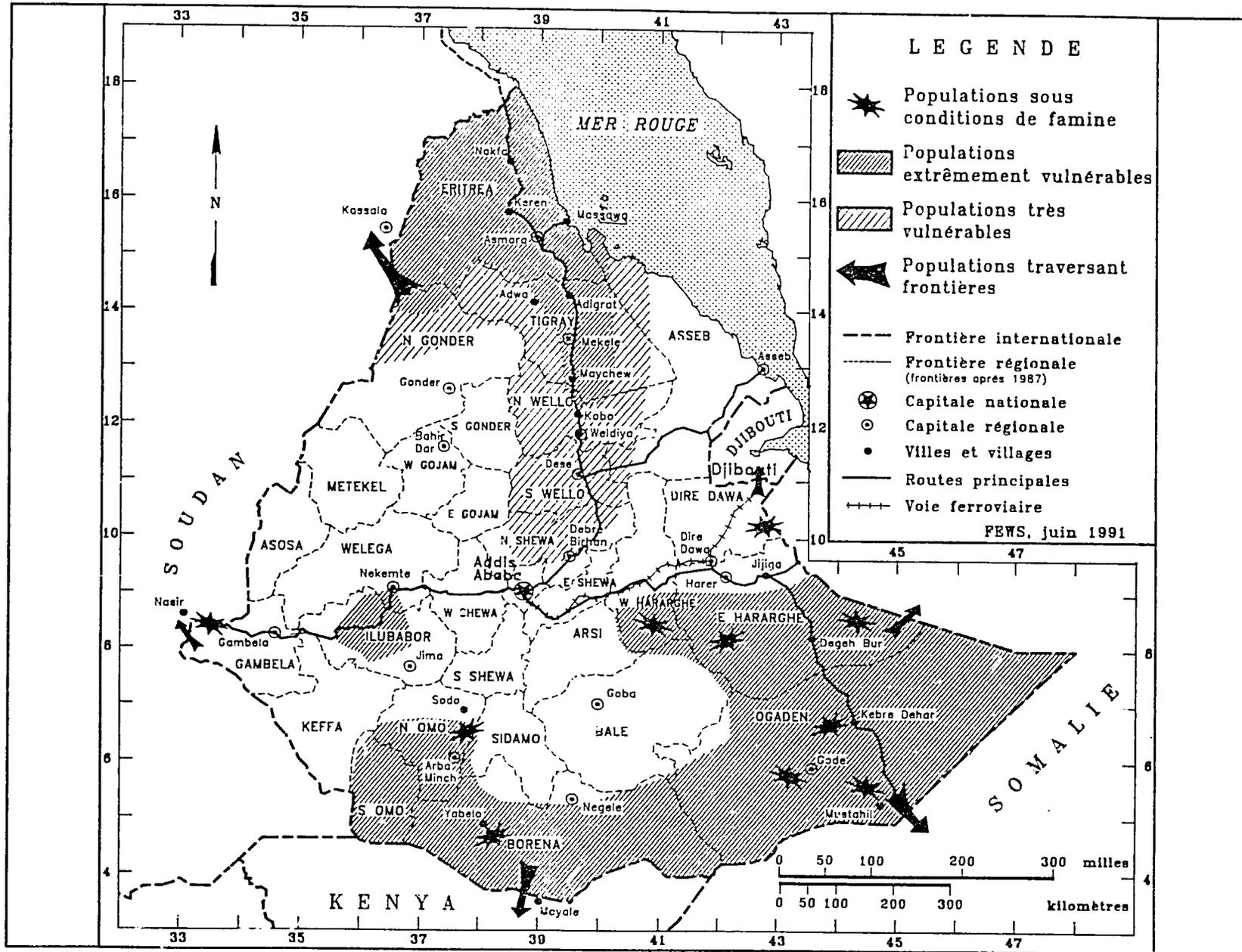
NOTES: Tous les membres de chaque groupe n'ont pas forcément le même niveau de vulnérabilité. La désignation se rapporte à la majorité du groupe. Il n'y a pas de chiffres officiels du recensement qui divisent les groupes et les zones géographiques représentés. Tous les chiffres sont des estimations en fonction d'extrapolation et de projections du recensement de 1983 au Soudan.

Annexe H: Divisions géographiques du Soudan

Une variété de noms sont utilisés dans le présent rapport et dans d'autres rapports pour les divisions géographiques du Soudan. Le guide suivant donne les noms courants et administratifs utilisés pour les nombreuses régions et états du Soudan.

Divisions courantes	"Point de compas"	Région administrative	Etat
North	Nord	Khartoum	Khartoum
		Nord	Nord Nil
	Est	Est	Mer rouge Kassala
		Centre	Nil bleu Nil blanc El Gezira
	Ouest	Darfur	Darfur du nord Darfur du sud
		Kordofan	Kordofan du nord Kordofan du sud
Sud		Nil supérieur	Nil supérieur Jonglei
		Bahr el Ghazal	Bahr el Ghazal el Buheyra (Lacs)
		Equatoria	Equatoria de l'est Equatoria de l'ouest

Carte 11: Résumé de l'évaluation sur la vulnérabilité en Ethiopie



ETHIOPIE

Un nombre record de personnes extrêmement vulnérables à la famine au moment où s'effondre le régime

FEWS/Ethiopie, le 10 juin 1991

RECAPITULATIF

La chute du Gouvernement de Mengistu (GPDRE) en mai 1991, les désordres civils qui s'en suivirent ont bloqué l'économie et les efforts d'assistance et ont diminué l'offre d'intrants pour la campagne agricole 1991, plaçant cette année l'Ethiopie dans sa situation la plus vulnérable. Si l'on ne restaure pas rapidement l'ordre et si les efforts de l'assistance ne reprennent pas sur l'ensemble du pays, on risque probablement une terrible catastrophe. Les niveaux actuels de vulnérabilité en Ethiopie sont vertigineux si l'on compare à d'autres pays de FEWS (non compris le Soudan) et sont élevés même si on les compare aux années précédentes en Ethiopie. Ces dix dernières années, le nombre de personnes qui vivent en marge a énormément augmenté, suite à une combinaison insoutenable d'années de consécutives sécheresses et de luttes civiles de plus en plus violentes. Les pénuries alimentaires chroniques et épisodiques ont rendu jusqu'à 7.000.000 de personnes en Ethiopie et le long de ses frontières extrêmement vulnérables à la famine (confer Carte 11).

A l'est, plus de 750.000 réfugiés et personnes revenues et plus d'un million des éleveurs dans les régions d'Harerghe, Dire Dawa et Ogaden¹ sont extrêmement vulnérables suite à une combinaison d'événements chroniques et actuels. Au nord, dans les régions de l'Erythrée et au nord du Tigré, les luttes et la sécheresse ont rendu environ 4.000.000 agriculteurs et cultivateurs-éleveurs extrêmement vulnérables une seconde année de suite. Jusqu'à 1.000.000 de personnes au sud du Tigré, au nord et au sud de Wello et au nord de Shewu restent modérément à très vulnérables après des années de mauvaises

récoltes et de luttes civiles. Au sud, la chronique insécurité alimentaire exacerbée par les mauvaises conditions des champs et des pâturages ont rendu 330.000 cultivateurs-éleveurs dans les régions au nord d'Omo, au sud d'Omo et de Borena extrêmement vulnérables à la famine. L'on constate d'autres poches d'extrême vulnérabilité frappant 400.000 réfugiés soudanais dans la région de Gambela, 34.000 cultivateurs-éleveurs dans les régions de Welega et d'Illubabor touchées par la trypanosomiose et une population de pauvres, de chômeurs et de déplacés qui ne cessent de croître dans les zones urbaines autour du pays. Les rangs de ce groupe qui compte déjà des centaines de milliers de personnes ne cessent de grossir tous les jours, suite aux événements politiques.

METHODOLOGIE

La présente analyse est le résultat d'une étude sur les informations agro-météorologiques et socio-économiques disponibles, d'après une approche "convergence de preuves". C'est avec circonspection que l'on a interprété les informations recueillies par satellite (indice de végétation) qui n'ont pas été confirmées sur le terrain. Les informations sur les zones "disputées" de l'Ethiopie sont souvent subjectives et les données initiales permettant d'évaluer ces informations sont juste en train d'être compilées.

Le projet FEWS n'a pas un représentant sur le terrain en Ethiopie. Ce pays est couvert par le Bureau de FEWS/Washington, utilisant toute une série de données physiques et socio-économiques obtenues aux Etats-Unis, à Addis-Abeba et ailleurs. Les événements qui se déroulent en Ethiopie n'ont pas permis au personnel de FEWS de visiter le pays depuis décembre 1990. Aussi, la grande partie des informations contenues dans cette analyse est-elle prise de rapports de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international à Addis-Abeba (USAID/Addis-Abeba), du Gouvernement de l'Ethiopie, des Nations Unies et d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales et d'organisations bénévoles privées (ONG/OBP). C'est la raison pour laquelle cette analyse est

¹ En ordre de préférence, les unités administratives sont les régions and les awrajas. Les nouvelles frontières des régions et awrajas ont décidées en 1987 sous le GPDRE. Ces nouvelles frontières ne sont pas officielles mais la plupart des informations reues actuellement par FEWS se rapportent aux nouvelles frontières. Les cartes thématiques dans ce chapitre se fondant par conséquent sur les nouvelles frontières. L'Annexe I contient les frontières avant et après 1987. Il est probable que le nouveau Gouvernement redéfinira les frontières des régions et awrajas.

souvent de nature plus descriptive ou interprétative que pour les pays où FEWS est présent.

VULNERABILITE DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

Réfugiés, personnes revenues et déplacées

L'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité de 1990 a identifié 700.000 réfugiés somaliens et soudanais dans les camps frontaliers à l'est et à l'ouest comme étant modérément vulnérables à la famine. Au 30 avril 1991, leur nombre était passé à pratiquement 1,1 million. Les opérations de secours, suffisantes pour maintenir cette population à un niveau de vulnérabilité modérée l'année dernière, ont été submergées par les événements au début de 1991, rendant un grand nombre de ces gens extrêmement vulnérables ou les exposant à la famine. Les changements politiques récents ont également ajouté plusieurs centaines de milliers de prisonniers de guerre (venant des anciennes garnisons du Gouvernement de Mengistu) et de personnes déplacées à l'intérieur du pays au rang de ceux qui sont déjà extrêmement vulnérables à la famine.

Les personnes revenues en Ethiopie et les réfugiés somaliens

Jusqu'à 750.000 personnes revenues en Ethiopie et les réfugiés somaliens sont extrêmement vulnérables dans les camps et villes un peu partout dans les régions de Dire Dawa, à l'est d'Harerghe et de l'Ogaden (confer Carte 12). Les besoins les plus immédiats sont ceux des personnes revenues en Ethiopie, celles qui avaient fui en Somalie après la guerre de 1977/78 dans l'Ogaden et qui ont commencé à revenir en janvier 1991 après avoir été exposé pendant des mois à l'insécurité alimentaire dans des camps de réfugiés en Somalie. Un bien plus grand nombre dont beaucoup dans un très mauvais état de santé sont venus après la chute du Gouvernement somalien en mars 1991. Les plus éprouvés de ces réfugiés et personnes qui reviennent ont très peu, voire aucune ressource personnelle et pratiquement aucune possibilité de s'en procurer eux-mêmes.

Les enquêtes nutritionnelles indiquent une détérioration alarmante de la santé, surtout parmi les enfants qui souffrent de pneumonies, diarrhées et autres maladies connexes. Save the Children Federation du Royaume-Uni (SCF/RU) indiquait, qu'en mars 1991, 2.000 enfants (dont 59 % des moins de cinq ans) dans le camps de réfugiés de Kebre Bayih étaient malnourris (en-dessous de 80 % de la norme poids-pour-taille) dont nombreux gravement malnourris, voire pire (dans les catégories de moins de 70 % et 60 % du poids-pour-taille). Un premier dépistage des enfants dans les camps de Darawanaji et de Teferi Ber indiquait respectivement des taux de malnutrition de 29 % et 15 %. Les visiteurs dans la région à la fin de mai indiquaient que dans le seul camp de Teferi Ber, 10 enfants meurent par jour. La plus grande partie de cette population est déjà en proie

à la famine. D'après la plupart des estimations, des centaines et des centaines, voire des milliers de personnes sont déjà mortes.

Depuis des mois, les responsables des secours ont essayé de monter un programme efficace dans l'Ogaden. Ces efforts ont été entravés dès le début par des pluies excessives, une infrastructure de transport dont on connaît le mauvais état, le manque de ressources pour les secours (par exemple, personnel, carburant, camions ou programmes d'aide existants des OBP/ONG et du Gouvernement) ainsi que les milles et un petits problèmes politiques entre et au sein des divers groupes et Gouvernements qui participent. Récemment, ces efforts ont encore une fois été freinés par les troubles tout au long de la route d'approvisionnement. Les convois ont été attaqués, les chauffeurs tués et les magasins alimentaires pillés dans les camps de Jijiga et d'Aware (où tous les responsables des secours ont été forcés de fuir). Les distributions alimentaires ont été arrêtées fin mai dans toute la région. Les rapports du 10 juin indiquent que des dizaines de milliers de réfugiés commencent à retourner en Somalie en quête de nourriture. Le 31 mai, le Programme alimentaire mondial des Nations-Unies (PAM) lançait un avertissement selon lequel "le manque de nourriture suite à la continuelle insécurité entraînera probablement une terrible catastrophe pour les réfugiés, les personnes qui sont revenues et celles touchées par la sécheresse". Seule la reprise immédiate de toutes les activités de secours à très grande envergure pourrait empêcher cette catastrophe pour ces populations.

Réfugiés soudanais

Jusqu'à 400.000 réfugiés soudanais dans la région de Gambela sont "à risques" de famine suite au manque d'aliments, aux problèmes de livraison de l'aide alimentaire et aux troubles civils. Le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (HCR) indiquait la perte de grandes quantités d'aliments de secours destinées à ces camps à l'ouest juste avant que le Front démocratique révolutionnaire de l'Ethiopie ne prenne le pouvoir dans la région Welega en mars. La fermeture des routes habituelles pour approvisionner Gambela a forcé le HCR à utiliser une route plus coûteuse et plus longue, ce qui a retardé les nouvelles livraisons. Les réserves des camps n'étaient plus que d'une semaine. Les troubles, début juin, ont entraîné le vol de 50 camions des opérations de secours, stoppant le programme d'HCR, entourant d'incertitude toute reprise rapide de l'assistance. Les rapports de la région en date du 10 juin suggèrent qu'un rapatriement spontané et massif de réfugiés soudanais aurait déjà commencé.

Populations déplacées

Les rapports précédents de FEWS citaient l'extrême vulnérabilité des populations déplacées, surtout dans les zones sous contrôle du GPDRE dans le nord. Une seconde année consécutive de sécheresse combinée à une guerre civile a prolongé la vulnérabilité de ces populations et a fait grossir leurs

rangs. Au 15 juin, l'on estimait que plusieurs centaines de millions de personnes étaient de nouveaux déplacés, surtout à Addis-Abeba et dans le nord. Nombreux sont des prisonniers de guerre des anciennes garnisons du GPDRE dans l'Erythrée et Wello. En outre, l'effondrement du régime a fait fuir des dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires, de sympathisants, de militaires et leur famille vers Djibouti, le Soudan, le Kenya et la Somalie. Les représentants soudanais indiquent que jusqu'à 150.000 réfugiés ont demandé asile à Kassala. Le Gouvernement américain et les responsables du HCR pensent que leur nombre se situe plutôt aux alentours de 30.000. L'on indique également 25.000 Ethiopiens déplacés à Moyale, au Kenya et jusqu'à 35.000 personnes expulsées récemment de Djibouti. Ces personnes déplacées dont nombreuses ont dû fuir en l'espace de 24 heures et qui n'ont pas été payées pendant des mois sont extrêmement vulnérables à la famine. Il ne fait aucun doute que l'on fera appel à la communauté internationale pour apporter une assistance immédiate à ces personnes. A moins que le Gouvernement provisoire du Front démocratique révolutionnaire (EPRDF) n'offre une généreuse et convaincante amnistie politique, ces nombres ne diminueront certainement pas.

Éleveurs touchés par la sécheresse dans l'Ogaden

Plus de 500.000 éleveurs dans l'Ogaden souffrent de successives saisons de sécheresse et de l'effondrement des économies traditionnelles, des systèmes alimentaires et des mécanismes de survie face à la sécheresse, causés par les troubles civils et économiques en Somalie. L'arrivée imprévue des réfugiés et des personnes revenant de la Somalie éprouve encore davantage une population déjà aux prises avec de graves problèmes de pénuries alimentaires (confer Carte 12). Les troubles civils connus récemment à l'est de l'Éthiopie rendent pratiquement impossibles les opérations de secours qui étaient déjà difficiles, faisant que ces nomades et semi-nomades sont extrêmement vulnérables à la famine. Seule la reprise du commerce traditionnel avec la Somalie présente un réel espoir de reconstruction.

Les habitants de l'Ogaden, surtout des éleveurs, dépendent depuis toujours de la Somalie pour le négoce et le commerce. Ces ménages sont habitués à la sécheresse et capables de survivre deux mauvaises campagnes mais ils ne peuvent faire face au quasi effondrement des économies traditionnelles et des systèmes alimentaires dans l'Ogaden suite aux problèmes politiques de mars 1991 dans l'état de Somalie. Les marchés locaux et régionaux ont disparu privant les éleveurs Ogadenis de leurs sources de revenus et des aliments achetés traditionnellement sur le marché. Les termes d'échange des éleveurs se sont détériorés très rapidement lorsque la demande pour le bétail a chuté et que les prix céréaliers ont augmenté. En mars, à Gode, 20 chèvres devaient être apportées pour 100 kilogrammes de maïs. A Korahe, il fallait 15 chèvres pour 100

kilogrammes de maïs. Un peu partout l'on signale que les stocks alimentaires sont épuisés et que l'offre est limitée sur le marché. Les prix céréaliers sont hors de la portée de ces éleveurs. Le commerce céréalier dans les autres parties du pays pourra peut-être absorber une partie du déficit dû aux restrictions commerciales avec la Somalie, mais l'offre dans l'Ogaden restera très limitée et les prix des céréales exorbitants.

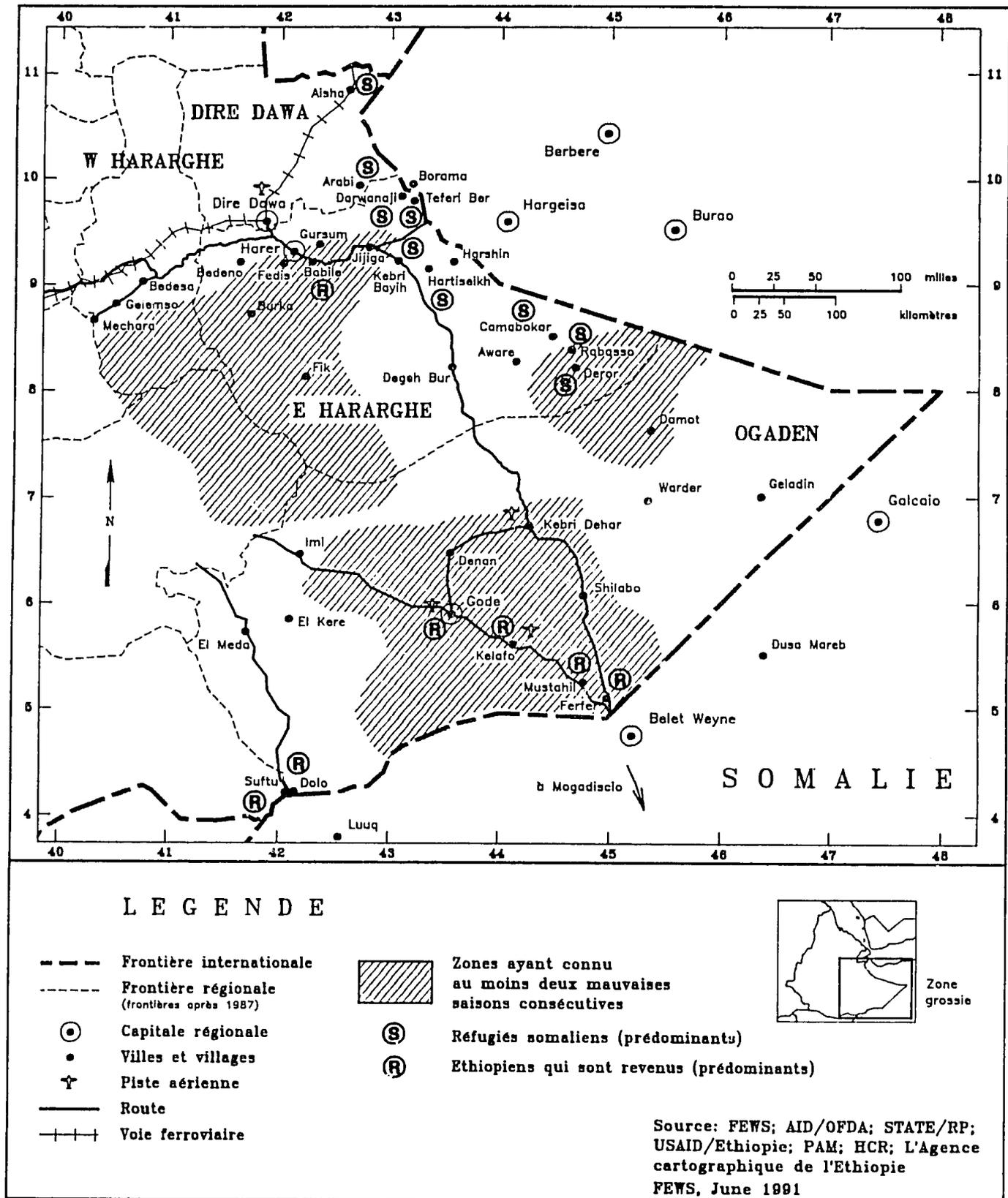
La principale saison des pluies de 1991 (mars à mai dans l'Ogaden) ne permet pas d'espérer un redressement rapide de la situation. L'indice de végétation dérivé par satellite indique que, bien que les pluies principales aient été abondantes au début, surtout à l'ouest des *awrajas* d'Ogaden, de Korahe, de Danot et au nord de Welwel, ces pluies n'ont été ni constantes ni distribuées pendant le reste de la saison. L'on a noté des conditions de pâturage en-dessous de la moyenne à la mi-mai, surtout dans les *awrajas* de Shilabo, Mustahil et Kelafo, et les prochaines pluies ne tomberont pas avant octobre.

La plupart des animaux sont morts ou ont été échangés pour de petites quantités de céréales, limitant terriblement les principales ressources économiques des éleveurs et forçant des ménages entiers à abandonner leurs moyens de production préférés. Ce groupe est extrêmement vulnérable et nombreux sont déjà décédés. Le RRC estime qu'il faut une assistance alimentaire de 107.000 tonnes maïs à la fin mai, seule une petite partie de cette assistance avait été distribuée ou se trouvait dans le pipeline. Les mêmes problèmes qui entravent les opérations d'aide aux réfugiés et personnes qui sont revenues dans l'Ogaden entravent également les secours aux populations autochtones. Même une bonne saison de pluies en octobre n'arrivera probablement pas à redonner à ces populations d'éleveurs une indépendance économique. A moins qu'ils n'arrivent à se reconstituer des troupeaux viables, nombreux de ces ménages continueront à dépendre pour leur survie de la générosité des étrangers.

Cultivateurs-éleveurs à l'est et à l'ouest d'Harerghe et Dire Dawa

Jusqu'à 500.000 cultivateurs et éleveurs des collines et plaines à l'est et à l'ouest d'Harerghe et Dire Dawa sont extrêmement vulnérables à la famine suite à deux ou trois années de sécheresses consécutives et à de chroniques pénuries alimentaires causées par l'insécurité civile, la diminution des terroirs et une dépendance toujours plus grande de l'agriculture dans des régions qui ne se prêtent pas bien à une culture permanente. Un manque de pluies en 1990 dans des régions situées à moins de 1.500 mètres d'altitude a valu une très mauvaise récolte de maïs et de sorgho qui ensemble représenteraient 80 % de la récolte céréalière annuelle de ces régions. A l'est d'Harerghe, les plaines des *awrajas* de Gursum, Garamuleta, Bedeno, Fedis, Meyu Burka et Burka sont les plus touchées. A l'ouest d'Harerghe, les plaines dans les *awrajas* le plus au sud (Darolebu et Boke Kuni) connaissent une des pires

Carte 12: Ethiopie de l'Est



situations. Les stocks céréaliers dans les plaines sont épuisés depuis quelques temps et les prix céréaliers dans toutes les régions sont élevés pour la saison. Partout, l'on observe une consommation extrêmement élevée d'aliments mangés en temps de famine, d'importants flux migratoires de gens en quête de travail et des ventes de bois de feu. Le SCF/RU indique des mouvements de populations non-saisonniers en mars dans Gursum, Jijiga, Fedis et Bedeno (au nord-ouest de l'Harerghe de l'est). En outre, le rapport sur le suivi nutritionnel indique que la moyenne du poids-pour-taille des enfants a nettement diminué dans toutes les zones étudiées. Les rapports de terrain du SCF/RU de Garamuleta, Bedeno et Meyu Burka (au sud-ouest de l'Harerghe de l'est) indiquent une grave malnutrition dans un certain nombre de villages. CARE signalait quatre décès par jour en avril dans deux petits camps de personnes déplacées dans la ville de Burka. Ces statistiques sont particulièrement alarmantes puisqu'elles viennent à une époque où l'on s'attend à un redressement de la situation suite à la reconstitution des stocks alimentaires.

Les perspectives pour des secours rapides à l'est et à l'ouest d'Harerghe ne sont guère bonnes. Les rapports de terrain indiquent une saison de pluies irrégulières et précoces en 1991 dans ces régions et les conditions de la végétation au 1er juin étaient très en-dessous de la moyenne précisément dans ces plaines et terres basses qui ont été tant éprouvées l'année dernière. Une mauvaise campagne de 1991 signifierait une troisième et, pour certains, une quatrième mauvaise récolte consécutive dont on ne peut s'imaginer les effets désastreux. De plus, la chute récente du régime a entraîné des troubles dans la région de Dire Dawa, menaçant une des économies régionales les plus solides de l'Ethiopie. Situation particulièrement catastrophique puisque les cultures commerciales et les salaires saisonniers sont des éléments importants du revenu de nombreux ménages pendant les bonnes années agricoles, éléments qui deviennent tout à fait essentiels pour leur survie pendant de mauvaises années.

Ceux qui sont atteints par la sécheresse dans l'Erythrée et au nord de Tigré

Près de 4.000.000 de cultivateurs, de cultivateurs-éleveurs et d'éleveurs dans les plaines et les collines de l'Erythrée et du Tigré sont extrêmement vulnérables suite à des années de sécheresses et de troubles civils, de mortalité élevée du bétail et du démantèlement des économies traditionnelles et des mécanismes de réponse à la sécheresse. Tout cela a diminué les troupeaux, le niveau des stocks alimentaires et épuisé les ressources générales des ménages à un point tel que la plupart d'entre eux ont depuis longtemps abandonné leurs stratégies de production préférées.

La sécheresse de 1990 a été la quatrième en sept ans à frapper l'Erythrée et le Tigré. Vu qu'elle suivait immédiatement une autre année de sécheresse (1989), ses effets ont été intensifiés.

Même les points d'eau pour la boisson ont été touchés. Les données sur le terrain et par satellite confirment un manque quasi total des cultures et pâturages de l'Asmara jusqu'au nord (dans l'Erythrée) et un peu partout dans les *awrajas* d'Enderta, d'Agame et de Kilde Awlaello au nord-est du Tigré. Dans la plupart des régions de l'Erythrée et dans la grande partie au nord-ouest du Tigré, la production agricole était légèrement meilleure, tout en restant nettement moindre.

L'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité en 1990 identifiait de nombreux Erythréens et Tigréens comme étant extrêmement vulnérables suite aux mauvaises récoltes consécutives et à la diminution des emplois non-agricoles et des possibilités de commerce. Cette année, bien d'autres encore sont tombés dans cette catégorie puisque les possibilités de travail non-agricole ont encore diminué. Les cultivateurs et les cultivateurs-éleveurs au nord et à l'ouest de l'Erythrée ont été particulièrement éprouvés puisqu'ils dépendent davantage du commerce et des possibilités de travail au Soudan, possibilités qui n'existaient pas cette année. De même, les personnes qui dépendent, de manière saisonnière ou autre, de l'économie urbaine d'Asmara ont été très atteintes en 1990 lorsque l'industrie a fermé. La fermeture du port de Massawa a fait tripler les prix céréaliers en 24 heures sur l'ensemble de l'Erythrée, rendant encore plus précaire la sécurité alimentaire de ceux qui dépendent des achats d'aliments pour une partie ou l'intégralité de leur consommation alimentaire.

Difficile également de dépendre de l'élevage traditionnel dans l'Erythrée et le Tigré pour pallier aux insuffisances agricoles. Le manque de pâturages et d'eau a entraîné une chute de la production de lait, s'est répercuté sur la santé des troupeaux et a causé de nombreux décès. Les prix des animaux ont baissé précisément au moment où les prix céréaliers ont tant augmenté, détériorant encore davantage les termes d'échange à un point jamais connu par de nombreux éleveurs et cultivateurs. Dans de nombreuses régions, il n'était plus possible de vendre les animaux pour survivre à la sécheresse car ceux-ci n'avaient presque plus de valeur. Par exemple, dans l'*awraja* d'Hamasién (autour d'Asmara) on a échangé des chèvres pour juste 8 kilogrammes de céréales comparé à 50-60 kilogrammes obtenus pendant les bonnes années.

Les pluies en mai étaient suffisantes pour pallier aux graves pénuries d'eau qui avaient frappé de grandes parties de l'Erythrée depuis novembre. Les pâturages verdissent à nouveau dans les zones du nord. Cela permet d'espérer de meilleurs pacages au sud-ouest de l'Erythrée. Mais le Tigré n'a pas eu autant de chance. Les rapports de terrain indiquent un manque de pluies belg dans le Tigré, surtout à Raya Azebo (à la frontière Tigré-Wello) où la production belg est généralement assez importante. En fait, les estimations sur la végétation par satellite pour Tigré montrent que d'importantes zones de cultures au sud et à l'est étaient nettement en-dessous de la moyenne au début juin. Il est trop tôt pour prédire les répercussions que cela

pourrait avoir sur la production meher de 1991 (grande saison ou saison principale) mais il est fort probable que les niveaux de production soient moindres même si le Tigré reçoit suffisamment de pluies, bien distribuées tout au long de la saison meher. Les pénuries d'engrais, de semences et de main-d'oeuvre à elles seules y veilleront.

Ceux qui sont dans le besoin le plus immédiat sont les personnes habitant dans les anciennes zones contrôlées par le GPDRE ou qui dépendent des opérations d'assistance du sud, puisque les interruptions prolongées des secours au début de 1991 les ont laissés affaiblis. Jusqu'à 100.000 Erythréens qui ont souffert de la dernière bataille pour Asseb et la région de Danakil (au nord-ouest de la ville d'Asseb) sont probablement extrêmement vulnérables, ayant abandonné maison et ressources pour échapper à l'offensive de mars. Comme toujours, les ménages qui ont perdu leur bétail, surtout les boeufs de traction sont également extrêmement vulnérables. Les ménages qui ont la chance d'avoir des membres de la famille qui travaillent à l'extérieur dans l'Erythrée et le Tigré et qui leur envoient de l'argent se trouvent dans une situation légèrement meilleure. L'on estime qu'il faut 350.000 tonnes de secours alimentaire dans l'Erythrée et jusqu'à 300.000 au nord du Tigré. Le 15 juin, moins de la moitié de ce volume était arrivé ou se trouvait dans le pipeline. Bien que les distributions dans ces régions se soient beaucoup améliorées depuis la chute du Gouvernement, les secours ne suffisent pas encore pour répondre aux besoins.

Ceux touchés par la sécheresse au sud du Tigré, au nord de Wello, au sud de Wello et au nord de Shewa.

Jusqu'à un million d'agriculteurs, de cultivateurs-éleveurs et d'éleveurs au sud du Tigré, au nord de Wello, au sud de Wello et au nord de Shewa sont dans une situation légèrement meilleure que leurs voisins mais restent modérément à très vulnérables, la plupart pour une seconde année de suite. Une production agricole meher nettement en-dessous de la moyenne en 1990 et des récoltes belg très diminuées en 1991 dans les collines au sud du Tigré, au nord et au sud de Wello et au nord de Shewa se sont unies aux continus troubles, aux économies affaiblies et aux ressources épuisées des ménages pour garder ces gens vulnérables.

Dans l'ensemble, le sud du Tigré et de Wello est moins vulnérable que l'Erythrée et l'est de l'Ethiopie suite à :

- la rapide récupération des économies locales qui a commencé avec la chute de l'ancien régime en 1989,
- les possibilités de revenus non-agricoles qui existent à nouveau grâce à la reprise du commerce régional,
- le plus grand nombre et la relative solidité des mécanismes de réponse à la sécheresse, et

- leur proximité et accès faciles aux zones agricoles excédentaires au sud et à l'est immédiat.

Mais n'oublions pas que les ressources de ces ménages sont faibles, leur pouvoir d'achat extrêmement limité et que nombreuses personnes en sont venues à dépendre de l'aide alimentaire comme la première réponse à la sécheresse. Si l'on ajoute à cela le mauvais démarrage et les sombres perspectives pour la campagne agricole de 1991, la plupart conviennent que cette population restera modérément à très vulnérable pendant au moins le reste de cette année. Il est capital de continuer les distributions alimentaires dans les mois à venir.

Ceux touchés par la sécheresse au nord et au sud d'Omo

Environ 300.000 cultivateurs dans la région surpeuplée et continuellement pauvre au nord d'Omo trouvent leur fardeau encore alourdi par le manque de pluies. Ces personnes dépendent surtout des tubercules dont la production n'était guère bonne pendant la saison meher en 1990. Les ravageurs ont pratiquement fait perdre 50 % des patates douces dans certaines régions. Selon le RRC, les populations les plus touchées sont celles des plaines dans les *awrajas* de Konso, Damot Weide, Damota, Kindo, Koisha, Mazie, Uba Mazie, Kemba, Zenti et Satusa.¹

De petites propriétés et le fait de dépendre de deux saisons de plantation, ce qui signifie qu'il faut planter les cultures l'une après l'autre, signifient qu'il y a rarement beaucoup de surplus dans les ménages. Toute diminution peut devenir un grave problème dans des régions aussi reculées et peuplées que celle-ci. Les équipes nutritionnelles du SCF/RU ont indiqué une rapide détérioration de la santé dès janvier, la situation dans les *awrajas* de Konso, de Damot Weide et de Damota étant assez grave pour qu'il faille procéder immédiatement à des distributions alimentaires d'urgence. Dans l'une des associations de paysans à Damot Weide, 45 % des enfants mesurés étaient en-dessous de 85 % de la norme poids-pour-taille. Le SCT/RU indique également la présence de marasmes et de kwashiorkor et une incidence au-dessus de la moyenne pour le paludisme, la rougeole et la diarrhée.

Le RRC estime que ces personnes ont besoin de 45.000 tonnes au titre de l'assistance alimentaire pour survivre jusqu'à la prochaine récolte en septembre 1991. Au-delà de cette date, les besoins dépendront des résultats des pluies belg en 1991 qui semblent relativement abondantes partout sauf dans les *awrajas* de Konso, de Damota et Kindo Koisha. Le café est une importante culture commerciale dans cette région, aussi tout problème dans l'économie de café cette année aurait des répercussions supplémentaires sur cette population.

¹ *Damot Weide, Damota, Kindo, Koisha et Satusa se trouvent dans l'extrême nord d'Omo du nord; Mazie, Uba Mazie, Kemba et Zenti au centre d'Omo du nord; et Konso au sud d'Omo du nord.*

Ceux touchés par la sécheresse à Borena

L'on estime qu'environ 30.000 éleveurs et cultivateurs-éleveurs dans la région au sud de Borena sont extrêmement vulnérables à la famine suite au manque de pluies pendant la principale saison (mars à mi-mai). L'imagerie par satellite indique des niveaux de végétation nettement en-dessous de la moyenne à la fin de mai, surtout dans les *awrajas* de Teltele Yabello, Dire, Arero, Liben, Moyale et Dolo Odo (tous au sud de Borena). Les représentants de CARE qui interviennent dans cette région confirment la mauvaise saison des pluies et indiquent une grave détérioration de la santé et même des décès parmi la population, surtout les femmes. En mars, l'on indique que dans l'*awraja* de Teltele Yabello plus de 25.000 animaux sont morts. Les prix du maïs sont montés en flèche mais très peu est disponible pour la vente suite à la mauvaise production céréalière dans les quelques régions agricoles de la région et les restrictions récentes imposées par le Gouvernement kenyan sur l'exportation du maïs venant de ce pays. De nombreux ménages auraient des ressources financières suffisantes provenant de l'exceptionnelle production de l'année dernière, mais il n'y a pas de céréales que l'on peut acheter. Il faut des secours alimentaires immédiats si l'on veut éviter toute détérioration encore plus grave de la santé.

Zones de Welega et Illubabor touchées par la trypanosomiase

Les zones exposées à la mouche tsé-tsé, et partant, à la trypanosomiase gagnent du terrain dans les plaines et les terres basses des régions de Welega et d'Illubabor. C'est un problème chronique qui diminue chaque année la main-d'oeuvre, et partant, la productivité des ménages dans les plaines. Chaque année, de plus en plus de personnes sont forcées de quitter les plaines fertiles pour aller dans les collines déjà trop peuplées et dont l'environnement se dégrade. Les populations de ces plaines sont extrêmement vulnérables car elles n'ont ni tubercules ni cultures commerciales dont elles peuvent dépendre. Le RRC estime que 34.000 cultivateurs-éleveurs sont à présent touchés et qu'ils auront besoin d'environ 3.500 tonnes de secours alimentaire.

Citadins

Pendant de nombreuses années, le Gouvernement dépendait d'un système de quotas céréaliers qui a permis de vendre en-dessous du prix du marché les céréales pour les militaires, les institutions publiques, les consommateurs urbains, surtout les quelques millions d'habitants d'Addis-Abeba. Les réformes du 5 mars 1990 ont aboli ce système de transfert forcé demandant aux ménages urbains et autres anciens bénéficiaires de défendre leur part sur le marché libre. Vu que les citoyens dépendent généralement des achats d'aliments pour leur consommation alimentaire et n'ont pas d'autres revenus ou stratégies pour faire face à la situation lorsque l'accès au marché ou le pouvoir d'achat est limité, ils sont de plus en plus

vulnérables à la famine lorsque les prix alimentaires grimpent plus vite que les salaires en termes réels. Les prix alimentaires ont nettement augmenté depuis les réformes de mars 1990, et vu l'incertitude qui entoure le contexte politique et les perspectives agricoles, ils continueront à augmenter. Ce renchérissement des prix signifie que des centaines de milliers de citoyens, surtout à Addis-Abeba, deviendront plus vulnérables. Tant que l'on ne dispose pas de plus d'informations sur les prix, on devrait considérer ces personnes comme étant modérément vulnérables.

Les continuelles troubles civils ont démantelé les économies locales (par exemple, à Asmara, Keren, Mekele et Dese), les possibilités de revenus d'emplois ont été nettement réduites, amenuisant encore les ressources dont disposent les ménages urbains et augmentant leur vulnérabilité à la famine. L'essentiel de la population d'Asmara et Keren est extrêmement vulnérable et le restera tant que les économies de ces villes n'auront pas redémarré et que les systèmes économiques et alimentaires régionaux (y compris ceux basés sur le commerce avec le Soudan) ne re-fonctionneront. La plupart des citoyens à Mekele et Dese restent modérément à très vulnérables, bien que leur situation continue à s'améliorer. La défaite des forces du Gouvernement l'année dernière dans ces régions et l'ouverture de la ligne de secours au sud a eu un effet stimulant sur ces économies urbaines relançant le commerce régional et créant des possibilités de travail. Toutefois, les secours alimentaires ont eu une part importante dans la survie de ces populations cette année. Ces distributions doivent continuer si l'on veut que la situation reste stable.

Les populations urbaines à l'est du pays sont extrêmement très vulnérables pour le moment. Dire Dawa est le siège d'une puissante économie régionale, et partant, sa position est critique pour la sécurité alimentaire de beaucoup. Avec la défaite récente du Gouvernement, Dire Dawa a été livrée temporairement aux troubles, et il faudra un certain temps pour que la ville récupère entièrement. Si l'économie de Dire Dawa reste bouleversée pendant une période prolongée, de nombreuses personnes, dans les villes et les zones rurales, deviendront très vite extrêmement vulnérables. De plus, les graves problèmes dans l'économie de Dire Dawa peuvent entraîner des effets secondaires sur les habitants des villes voisines d'Harer et de Jijiga. Par contre, si les troubles cessent rapidement dans ces villes, l'on peut s'attendre à ce que tous, sauf les pauvres urbains, reviennent à un statut modérément vulnérable.

CONCLUSIONS

L'on estime que 6,5 à 7 millions de personnes en Ethiopie et tout au long de ses frontières sont extrêmement vulnérables à la famine et auront besoin de 750.000 à 1 million de tonnes d'aliments entre maintenant et la principale récolte qui commence en novembre. Le 31 avril, environ 250.000 tonnes de secours d'urgence ont été distribuées et 300.000 en plus ont été

promises ou sont dans le pipeline. Des millions et des millions d'autres personnes dans le pays doivent être jugées modérément vulnérables cette année puisque, un peu partout, les réserves sont amenuisées, les moyens de subsistance inexistant, suite surtout à quatre sécheresses pendant ces sept dernières années conjuguées à la guerre et à l'instabilité civile.

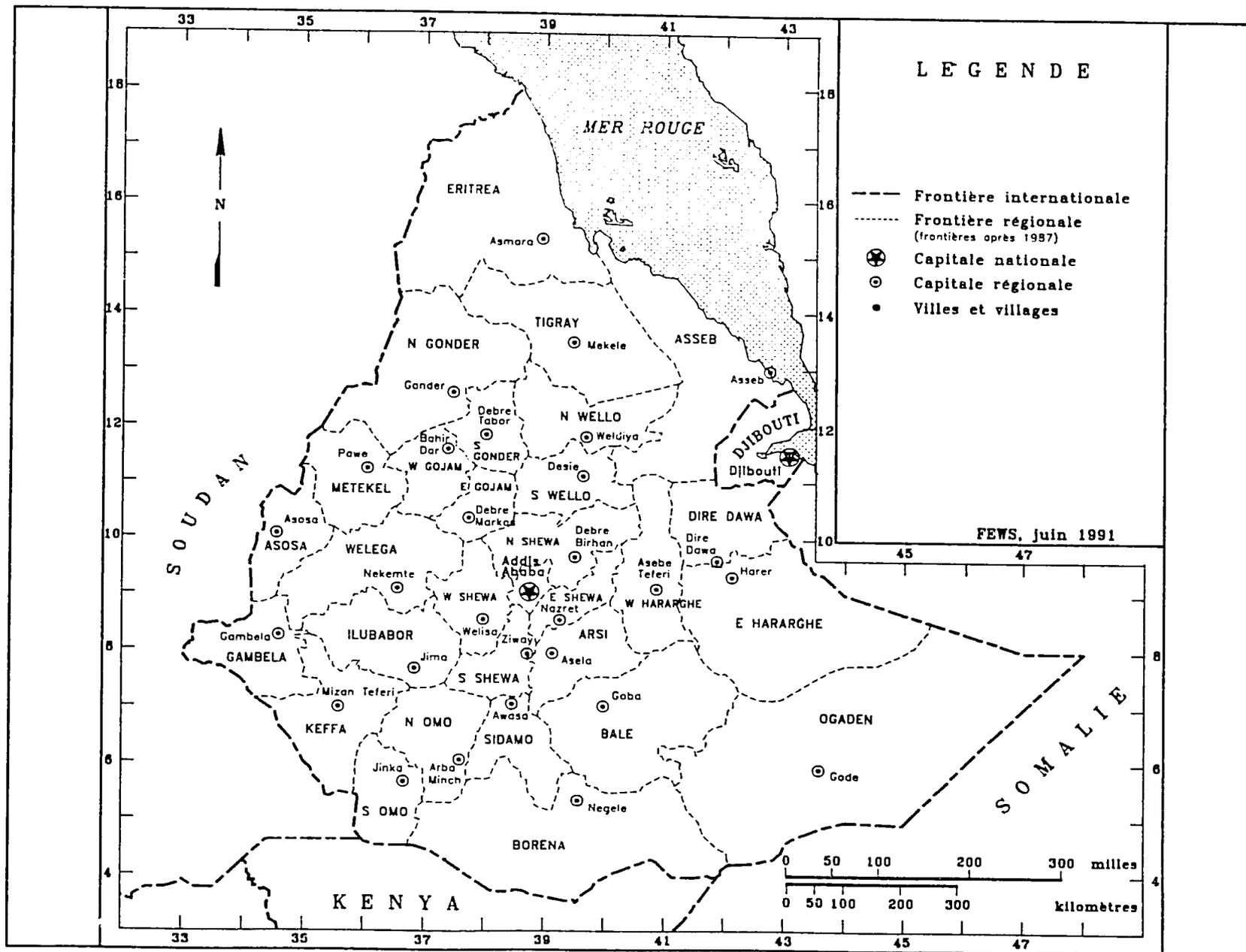
Dans un avenir immédiat, le tout sera de voir si le nouveau Gouvernement arrive à rétablir l'ordre politique et à veiller au calme dans toutes les régions du pays. La récente instabilité politique et les troubles civils ont déjà eu un impact irréversible sur la campagne agricole principale de 1991, sur l'offre de semences, d'engrais et de crédit et autres intrants agricoles dont ont besoin les cultivateurs dans les régions les plus productives. De plus, l'imagerie par satellite suggère déjà que les conditions de la végétation de fin avril à mi-juin étaient nettement en-dessous de la moyenne sur nombreuses terres agricoles et pastorales les plus importantes du pays. De plus, les rapports de terrain confirment que la récolte sera nettement moindre, surtout dans les régions qui dépendent énormément de cette récolte au nord de Shewa et Wello.

Une petite lumière vacille à l'horizon, ce sont les secours d'urgence à des millions de personnes extrêmement vulnérables

dans l'Erythrée. Le PAM a indiqué récemment que des vivres étaient distribués dans les régions touchées par la sécheresse. Le fait de pouvoir distribuer des aliments pendant la journée permettra de rattraper les retards pris à Massawa et Asmara. Mais à la fin de mai, les distributions totales pour l'Erythrée, par le biais de toutes les routes, ne s'élevaient qu'à 135.000 tonnes, soit 40 % des besoins estimés par l'ERA pour la région. De même, la ligne du sud pour aller dans le Wello et le Tigré est à nouveau ouverte sans avoir toutefois atteint sa capacité précédente. L'on estime que le total des expéditions de secours par la ligne du sud du 1er janvier au 16 mai s'élevaient à 47.000 tonnes. A côté des terribles et fatales pénuries alimentaires présentes immédiatement dans le nord, à l'est et au sud du pays, il existe une fragilité sous-jacente dans toute l'Ethiopie qui menace même les institutions et mécanismes d'approvisionnement qui fonctionnent pour le moment. La Communauté internationale doit continuer et même intensifier ses efforts dans les mois à venir si elle veut réduire au minimum les pertes et souffrances d'une population extrêmement nombreuse et vulnérable et pallier à la pauvreté agricole et économique de la prochaine période de végétation qui a déjà commencé. Tâche ardue puisqu'on a déjà pris du retard.

Annexe I: Frontières régionales de l'Ethiopie après et avant 1987

Carte I-1: Frontières régionales de l'Ethiopie après 1987 (non officiel)



Carte I-2: Frontières régionales de l'Ethiopie avant 1987

